



FINANCIERE AGACHE

**Rapport financier annuel  
2009**



# Sommaire

<b>Rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe .....</b>	<b>4</b>
<b>Comptes consolidés .....</b>	<b>41</b>
Compte de résultat.....	42
Etat global des gains et pertes consolidés .....	43
Bilan .....	44
Variation des capitaux propres .....	45
Variation de trésorerie .....	47
Notes annexes.....	48
Rapport des Commissaires aux Comptes .....	114
<b>Comptes annuels.....</b>	<b>117</b>
Bilan .....	119
Compte de résultat.....	120
Résultat de la Société au cours des cinq derniers exercices .....	122
Annexe .....	123
Rapport des Commissaires aux Comptes .....	136
<b>Honoraires des Commissaires aux Comptes .....</b>	<b>138</b>
<b>Déclaration du Responsable du rapport financier annuel .....</b>	<b>139</b>



# Rapport de gestion du Conseil d'Administration

---

<b>1. Résultats consolidés .....</b>	<b>5</b>
<b>2. Résultats par groupe d'activités .....</b>	<b>7</b>
2.1 Christian Dior Couture .....	7
2.2 Vins et Spiritueux .....	10
2.3 Mode et Maroquinerie .....	11
2.4 Parfums et Cosmétiques .....	13
2.5 Montres et Joaillerie .....	15
2.6 Distribution sélective .....	17
<b>3. Facteurs de risques liés à l'activité et politique d'assurance .....</b>	<b>19</b>
3.1 Risques stratégiques et opérationnels .....	19
3.2 Politique d'assurance .....	22
3.3 Risques financiers .....	24
<b>4. Éléments de politique financière .....</b>	<b>26</b>
4.1 Variation de la trésorerie consolidée .....	27
4.2 Structure financière .....	29
<b>5. Résultat de la société Financière Agache .....</b>	<b>31</b>
<b>6. Renseignements concernant le capital de la Société .....</b>	<b>32</b>
<b>7. Questions administratives .....</b>	<b>32</b>
7.1 Liste des mandats et fonctions des administrateurs .....	32
7.2 Composition du Conseil d'Administration .....	32
<b>8. Autorisations à caractère financier – État des délégations et autorisations en cours .....</b>	<b>33</b>
<b>9. Liste des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux .....</b>	<b>33</b>
9.1 Mandats d'Administrateur en cours .....	33
9.2 Mandats d'Administrateur à renouveler .....	37
<b>10. Faits exceptionnels et litiges .....</b>	<b>38</b>
<b>11. Événements postérieurs à la clôture .....</b>	<b>39</b>
<b>12. Évolutions récentes et perspectives .....</b>	<b>39</b>

# Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Le présent rapport retrace les événements qui ont marqué la vie du Groupe Financière Agache en 2009.

## 1. Résultats consolidés

Les ventes de l'exercice 2009 du groupe Financière Agache s'élèvent à 17 744 millions d'euros et reflètent une baisse à taux courants de 1 % par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le périmètre des activités consolidées a enregistré les évolutions suivantes : dans le groupe d'activités Montres et Joaillerie, consolidation au second semestre 2008 de la marque Hublot; dans les Autres activités, consolidation au dernier trimestre 2008 du constructeur de yachts néerlandais Royal Van Lent. Ces évolutions du périmètre de consolidation contribuent pour 0,4 point à la croissance du chiffre d'affaires annuel.

À taux de change et périmètre comparables, la baisse des ventes est de 4 %.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 3 353 millions d'euros, en baisse de 7 % par rapport à 2008. Le taux de marge opérationnelle courante sur ventes s'élève à 19 %, en baisse de 1 point par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel, après prise en compte des autres produits et charges opérationnels (s'élevant à - 162 millions d'euros en 2009 contre - 122 millions d'euros en 2008), s'établit à 3 191 millions d'euros et ressort en diminution de 9 % par rapport à 2008.

Le résultat net consolidé s'établit à 1 925 millions d'euros contre 2 075 millions d'euros en 2008. Le résultat net consolidé - part du Groupe s'élève à 521 millions d'euros contre 423 millions d'euros en 2008.

Les principaux éléments financiers s'établissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Ventes	17 744	17 943	17 248
Résultat opérationnel courant	3 353	3 619	3 613
Résultat opérationnel	3 191	3 497	3 521
Résultat net	1 925	2 075	2 360
Dont part du Groupe	521	423	680

L'évolution des ventes des groupes d'activités est la suivante :

- Les ventes de Christian Dior Couture, en baisse de 6 % à taux courants, s'élèvent à 717 millions d'euros. La variation des ventes à taux constants s'établit à - 8 %.
- Les ventes du groupe d'activités Vins et Spiritueux s'élèvent à 2 740 millions d'euros, en baisse de 12 % en données publiées. Bénéficiant d'un effet de change positif de près de 2 points, les ventes à taux de change et périmètre comparables sont en baisse de 14 %. La crise économique et le fort



mouvement de déstockage opéré par les distributeurs ont pesé sur les ventes aux États-Unis, au Japon et en Europe. La demande est restée plus soutenue au sein des marchés asiatiques notamment au Vietnam. La Chine reste le deuxième marché du groupe d'activités Vins et Spiritueux.

- Les ventes du groupe d'activités Mode et Maroquinerie s'élèvent à 6 302 millions d'euros, reflétant une croissance organique de 2 % et une croissance de 5 % en données publiées. Louis Vuitton accomplit une performance remarquable sur l'année, ses ventes enregistrant à nouveau une croissance publiée à deux chiffres. La marque connaît une avancée spectaculaire en Asie, notamment en Chine ; elle continue d'afficher une forte dynamique en Europe. Fendi et Marc Jacobs confirment également leur potentiel, témoignent d'une bonne résistance à la conjoncture en Europe et réalisent de fortes progressions en Asie.
- Les ventes du groupe d'activités Parfums et Cosmétiques s'élèvent à 2 741 millions d'euros, en baisse de 4 % en données publiées. Bénéficiant d'un effet de change positif de près de 1 point, les ventes à taux de change et périmètre comparables sont en baisse de 5 %. Toutes les marques ont renforcé la rigueur de leur gestion, en ciblant au plus près leurs investissements afin de limiter l'impact de la conjoncture. Malgré le contexte économique difficile, le groupe d'activités Parfums et Cosmétiques a augmenté son chiffre d'affaires en Asie et notamment en Chine.
- Les ventes du groupe d'activités Montres et Joaillerie s'élèvent à 764 millions d'euros, en baisse de 19 % à taux de change et périmètre comparables et de 13 % en données publiées (effet de change et effet périmètre positifs de 3 points respectivement). Toutes les régions ont été marquées par la crise économique et particulièrement les grands marchés traditionnels comme les États-Unis et le Japon.
- Les ventes du groupe d'activités Distribution sélective s'élèvent à 4 533 millions d'euros. La croissance organique est de 1 % et de 4 % en données publiées. Cette croissance est portée par Sephora dont les ventes progressent très sensiblement du fait de l'expansion de son réseau de magasins en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et notamment en Chine. Malgré une baisse d'activité dans les zones touristiques fréquentées par les voyageurs japonais, DFS voit ses ventes progresser en données publiées, profitant de la montée en puissance des autres clientèles asiatiques, principalement chinoise.

	Ventes			Résultat opérationnel courant		
	2009	2008	2007 <sup>(1)</sup>	2009	2008	2007 <sup>(1)</sup>
Christian Dior Couture	717	765	787	13	9	74
Vins et Spiritueux	2 740	3 126	3 226	760	1 060	1 058
Mode et Maroquinerie	6 302	6 010	5 628	1 986	1 927	1 829
Parfums et Cosmétiques	2 741	2 868	2 731	291	290	256
Montres et Joaillerie	764	879	833	63	118	141
Distribution sélective	4 533	4 376	4 164	388	388	426
Autres activités et éliminations	(53)	(81)	(121)	(148)	(173)	(171)
<b>TOTAL</b>	<b>17 744</b>	<b>17 943</b>	<b>17 248</b>	<b>3 353</b>	<b>3 619</b>	<b>3 613</b>

(1) Après le retraitement lié au reclassement des activités de la Samaritaine de Distribution sélective à Autres activités.

## Investissements

Le solde net des opérations d'investissement (acquisitions et cessions) se traduit par un décaissement de 815 millions d'euros. Il comprend d'une part, des investissements opérationnels nets pour 762 millions d'euros, et d'autre part, des investissements financiers nets pour 53 millions d'euros.

## Recherche et développement

Les frais de recherche et développement comptabilisés en charges au cours de l'exercice s'élèvent à 45 millions en 2009 (contre 43 millions en 2008 et 46 millions en 2007). Ces sommes couvrent les dépenses de recherche scientifique et de développement des produits de soin et de maquillage dans l'activité Parfums et Cosmétiques.

## Effectifs

L'effectif inscrit du Groupe au 31 décembre 2009 s'élève à 80 511 personnes, quasi-stable par rapport à 2008 (80 347 personnes).

## 2. Résultats par groupe d'activités

Les résultats par groupe d'activités indiqués ci-après sont ceux publiés par Christian Dior Couture et par LVMH et ne sont donc pas retraités.

### 2.1 CHRISTIAN DIOR COUTURE

---

#### 2.1.1 Faits marquants

L'exercice 2009 a été marqué par les éléments suivants :

##### *Amélioration du résultat opérationnel courant*

Dans un contexte économique qui est resté difficile, le résultat opérationnel courant s'élève à 13 millions d'euros en 2009, en progression de 4 millions d'euros par rapport à 2008, grâce à l'amélioration de la marge brute et à la réduction des charges opérationnelles.

##### *Bonne résistance des ventes du réseau en propre au deuxième semestre*

Après un premier semestre marqué par la conjoncture mondiale, l'activité de détail a bénéficié d'une inflexion positive au troisième trimestre et a retrouvé un rythme de croissance au quatrième trimestre avec un taux de progression des ventes de 6 % à taux constants.

##### *Investissements concentrés sur les marchés en fort développement*

Le réseau Dior compte 237 points de vente au 31 décembre 2009, comme au 31 décembre 2008.

Le développement du Groupe en Chine s'est poursuivi avec l'ouverture de 4 nouvelles boutiques, à Nanjing, Harbin, Shenzhen et Ningbo. Au Moyen Orient, la présence de Dior a été renforcée par l'ouverture de la boutique de Dubai Mall.

De nouvelles boutiques ont été ouvertes à Singapour (Ion Orchard), à Macau (One Central), et à Saint Petersburg (Ekaterinbourg).

##### *Succès de la stratégie de très haut de gamme*

La croissance des ventes dans le segment très haut de gamme s'est poursuivie, en particulier au sein des collections de maroquinerie, confirmant le bien fondé de la stratégie du Groupe.



### *Développement d'une communication publicitaire innovante*

Cette nouvelle communication a associé les produits emblématiques de la Marque et particulièrement le sac « *Lady Dior* » à l'image de Marion Cotillard, actrice de talent mondialement reconnue. La diffusion de plusieurs films sur internet a suscité un très vif intérêt.

#### **2.1.2 Résultats de l'activité Christian Dior Couture**

**Les ventes** consolidées s'établissent à 717 millions d'euros, en retrait de 6 % à taux courants et de 8 % à taux constants. Le chiffre d'affaires du deuxième semestre a particulièrement bien résisté.

**Le résultat opérationnel courant** s'élève à 13 millions d'euros, en hausse de 4 millions d'euros. L'amélioration du taux de marge, liée en particulier à la réduction des stocks, ainsi que la réduction significative des charges d'exploitation ont contribué à cette augmentation du résultat.

**Le résultat opérationnel** s'élève à 2 millions d'euros après prise en compte de charges non récurrentes de 11 millions liées principalement à des provisions et des dépréciations exceptionnelles.

**Le résultat financier** est une charge de 13 millions d'euros contre 18 millions d'euros en 2008, amélioration qui reflète à la fois la baisse des taux d'intérêt et la réduction de l'endettement.

**La charge d'impôts** est de 17 millions d'euros. Elle est générée par les filiales bénéficiaires, par la non reconnaissance de crédit d'impôt dans les filiales déficitaires, et par les variations d'impôts différés.

**Le résultat net - part du Groupe** s'élève à - 29 millions d'euros, la part revenant aux minoritaires s'élevant à 0,7 million d'euros.

#### **2.1.3 Analyse du développement par groupe d'activités**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>Variation à taux courants</b>	<b>Variation à taux constants</b>
Redevances	35	36	- 2 %	- 3 %
Ventes en gros	134	164	- 18 %	- 18 %
Ventes au détail et divers	548	565	- 3 %	- 5 %
<b>TOTAL</b>	<b>717</b>	<b>765</b>	<b>- 6 %</b>	<b>- 8 %</b>

#### *Activités sous licences*

Les licences du Groupe Christian Dior Couture sont en décroissance de 2 % à taux courant.

Le développement des ventes de la téléphonie mobile témoigne du succès de cette activité mise en place en 2008.

Pour les lunettes, la mise en œuvre d'une politique très sélective dans le réseau du licencié a permis de concentrer la distribution sur un réseau de qualité, mieux adapté aux exigences de la Marque.



### *Ventes en gros*

Les ventes en gros ont été marquées par un repli significatif des commandes des clients multimarques et en particulier des grands magasins américains. La politique de livraison du Groupe est restée très prudente.

### *Ventes au détail et divers*

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>Variation à taux courants</b>	<b>Variation à taux constants</b>
Europe et Moyen-Orient	279	292	- 5 %	- 2 %
Amériques	59	74	- 20 %	- 24 %
Asie Pacifique	210	199	+ 6 %	- 2 %
<b>TOTAL</b>	<b>548</b>	<b>565</b>	<b>- 3 %</b>	<b>- 5 %</b>

- Après un premier semestre en retrait par rapport à l'année 2008, les ventes de détail ont affiché un dynamisme remarquable au quatrième trimestre, avec une croissance de 6 % à taux constants, permettant au deuxième semestre d'atteindre le niveau des ventes du deuxième semestre 2008 (à taux constants).
- Les ventes de maroquinerie et de prêt-à-porter Homme ont fortement contribué à ce renversement de tendance du deuxième semestre en confirmant la force du style de la Marque Dior.
- Dans le réseau de détail, la zone Europe et Moyen-Orient a opposé une excellente résistance à la crise économique, avec une baisse du chiffre d'affaires de 2 % seulement à taux constants. La Russie, les Émirats Arabes Unis, le Qatar et en particulier le Royaume-Uni sont en croissance. L'activité aux États-Unis et au Japon a connu une baisse significative.
- Dans la zone Asie-Pacifique, l'activité a été en progression tout au long de l'année et dans la plupart des pays : en Chine, Christian Dior Couture a bénéficié d'une croissance remarquable ; les ventes des 4 magasins ouverts en 2009 ont rapidement atteint un rythme soutenu. A Macau, Singapour, en Corée et en Australie, les ventes se sont développées de manière significative.

#### **2.1.4 Perspectives 2010**

En 2010, **Christian Dior Couture** a pour objectif, dans un contexte économique général encore peu assuré, de poursuivre le développement des produits très haut de gamme et de continuer à maîtriser ses coûts.

Les investissements dans le réseau seront concentrés en Asie, principalement en Chine et à Singapour (Marina Bay).

Les campagnes publicitaires continueront, dans la ligne des précédentes, à renforcer l'image de pérennité et d'intemporalité de la Maison. Un évènement international majeur à Shanghai consacrera la présence de la Marque Dior en Chine. Christian Dior Couture poursuivra sa politique de recherche de croissance et d'amélioration de rentabilité.



## 2.2 VINS ET SPIRITUEUX

---

### 2.2.1 Faits marquants

Le groupe d'activités Vins et Spiritueux a réalisé en 2009 des ventes de 2 740 millions d'euros, soit une baisse de 12 % en données publiées.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 760 millions d'euros, en baisse de 28% par rapport à 2008. La maîtrise des coûts et le ciblage des investissements publi-promotionnels ne permettent pas de compenser la baisse des volumes vendus. Le taux de marge opérationnelle sur ventes du groupe d'activités est en baisse de 6 points à 28 %.

### 2.2.2 Principaux développements

#### *Champagnes et vins*

**Moët & Chandon** a poursuivi deux objectifs en 2009 : consolider ses positions sur les marchés traditionnels et gagner des parts de marché dans les pays émergents.

Afin de renforcer sa visibilité dans un contexte de marché particulièrement difficile, la marque a lancé plusieurs nouveautés dont un élégant étui cadeau, le « Rafrâchissoir Moët » et un luxueux coffret « Celebration Case » en édition limitée.

Moët & Chandon a ainsi réaffirmé son rang de leader et son statut de référence du champagne, incarnant l'esprit de célébration.

En mettant l'accent sur ses valeurs fondamentales liées à la vision du créateur, **Dom Pérignon** a conforté son leadership de la catégorie champagne de luxe et s'est donné les moyens d'aborder la sortie de crise dans les meilleures conditions.

En ligne avec sa stratégie de valeur et sa politique commerciale, **Ruinart** a maintenu ses prix tout en renforçant ses actions d'animation sur le terrain. La marque a bénéficié de la fidélité de ses partenaires distributeurs et du consommateur final.

**Veuve Clicquot Ponsardin** investit plus que jamais sur les fondamentaux qui ont fait son succès : la qualité de ses vins, renforcée par deux vendanges successives de très haute tenue, et l'innovation orientée vers la création de valeur.

Afin de soutenir ses ventes sur ses marchés stratégiques, **Krug** a multiplié tout au long de l'année des offres de dégustation autour de la Grande Cuvée, emblème de la marque et véhicule de ses valeurs de savoir-faire, d'authenticité et d'excellence.

**Estates & Wines**, entité qui regroupe les vins pétillants et tranquilles de Moët Hennessy, a globalement bien résisté à la conjoncture. Les vins pétillants Chandon ont connu une croissance significative sur leurs marchés domestiques et ont consolidé leur position de leader de la catégorie super premium. En parallèle, ils ont poursuivi leur stratégie d'internationalisation.

Les vins tranquilles Cloudy Bay (Nouvelle-Zélande) et Terrazas de los Andes (Argentine) ont réalisé de bonnes performances, tandis que les vins australiens ont été pénalisés par une demande en repli. Numanthia, acquis par Moët Hennessy en 2008, s'impose progressivement comme l'un des meilleurs vins d'Espagne.

L'enthousiasme suscité par le Premier Cru Supérieur **Château d'Yquem** s'est de nouveau vérifié lors de la mise en marché de son Primeur 2008.

## *Cognac et Spiritueux*

En 2009, **Hennessy** a conforté sa part de marché en volume comme en valeur, demeurant le leader incontesté du cognac. Après un premier semestre difficile lié au déstockage de ses partenaires et à un comparatif défavorable par rapport à un excellent début 2008, des signes de stabilisation s'amorcent dans les principaux marchés clés et la marque continue à investir pour préparer l'avenir.

En Chine, son premier marché contributeur pour la deuxième année consécutive, confronté à un fléchissement des ventes en début d'année, Hennessy a su réagir en mettant en place des programmes de soutien efficaces. Un retour à une croissance soutenue est intervenu au dernier trimestre et la marque anticipe un rebond pour le Nouvel An chinois 2010. Elle a poursuivi sa croissance sur les autres marchés d'Asie, renforçant ses positions à Taiwan et continuant une expansion remarquable au Vietnam grâce au travail en profondeur initié depuis plusieurs années.

Aux États-Unis, son deuxième marché, Hennessy renforce son leadership et retrouve une dynamique positive au second semestre.

En Russie, l'ampleur de la chute économique a affecté l'ensemble des ventes de cognac. Dans d'autres pays européens comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, les volumes résistent mieux et se stabilisent au second semestre. En Irlande, son marché historique, Hennessy a maintenu sa part de marché exceptionnelle.

Dans un environnement difficile, Hennessy mise plus que jamais sur une stratégie offensive dont l'innovation constitue un axe clé.

**Glenmorangie** poursuit les axes de sa stratégie visant à devenir le leader des Scotch whiskies single malt et à faire de la marque **Ardbeig** la référence absolue des malts élaborés sur l'île d'Islay.

Glenmorangie accomplit des performances encourageantes aux États-Unis et en Europe continentale et gagne des parts de marché dans les pays émergents de la région Asie-Pacifique.

La vodka **Belvedere** réalise une bonne année avec des ventes stables aux États-Unis, où elle augmente sa part de marché, et une forte croissance au Canada, en Europe et en Asie. Les ventes ont été dynamisées par une politique d'innovation offensive et efficace.

### **2.2.3 Perspectives 2010**

L'amélioration de la tendance qui s'est manifestée en fin d'année 2009 laisse augurer d'une reprise progressive en 2010, l'environnement des prochains mois restant toutefois très incertain. Pour les Maisons de Vins et Spiritueux, le niveau optimal des stocks au sein de la distribution est un élément positif en ce début d'année. Au-delà de ce facteur conjoncturel, les marques du Groupe ont en mains les meilleures cartes : une stratégie claire, de solides positions sur les marchés traditionnels et dans les pays émergents, une réputation d'excellence soutenue par une politique d'image ne tolérant aucun compromis, une forte capacité d'innovation, une grande réactivité et l'apport de moyens accrus sur le terrain. Autant d'atouts permettant de saisir toutes les opportunités de croissance à court terme et, à plus long terme, de continuer à bâtir et renforcer leur leadership.

## **2.3 MODE ET MAROQUINERIE**

---

### **2.3.1 Faits marquants**

Le groupe d'activités Mode et Maroquinerie enregistre en 2009 des ventes de 6 302 millions d'euros, soit une croissance organique de 2 %.



Le résultat opérationnel courant de 1 986 millions d'euros est en croissance de 3 %.

Les variations monétaires ont un effet favorable sur les résultats de ces activités. Louis Vuitton réalise à nouveau une performance remarquable alors que les autres marques ont enregistré des performances plus contrastées. Cependant, le taux de marge opérationnelle sur ventes du groupe d'activités reste stable à 32 %.

### 2.3.2 Principaux développements

#### *Louis Vuitton*

Louis Vuitton réalise une nouvelle année de croissance à deux chiffres en 2009. Confirmant son exceptionnel pouvoir d'attraction, la première marque de luxe mondiale renforce encore son avance. Elle accomplit d'excellentes performances dans les pays européens ainsi qu'au Moyen-Orient et fait preuve d'une bonne résistance aux États-Unis dans un contexte particulièrement difficile. En Asie, sur des marchés restés très dynamiques (Grande Chine, Corée du Sud), Louis Vuitton bénéficie pleinement du travail qualitatif accompli au fil du temps pour établir sa légitimité et sa présence et poursuit une très forte croissance.

La hausse des ventes est alimentée à la fois par la progression des achats des clientèles locales de Louis Vuitton et celle de ses clientèles touristiques, cette dernière catégorie confirmant la montée en puissance des nouveaux voyageurs en provenance de Chine, de l'Est de l'Europe et du Moyen-Orient.

Des ouvertures de magasins ont été réalisées dans toutes les régions du monde, en particulier dans les villes d'Ekaterinbourg (Russie), Las Vegas (City Center), Macao (One Central), Hong Kong (Elements), Séoul ou encore Oulan-Bator, première implantation de la marque en Mongolie. Tous les métiers, de la maroquinerie aux souliers en passant par le prêt-à-porter, contribuent à la croissance globale de Louis Vuitton.

#### *Fendi*

En 2009, Fendi a continué de renforcer tous les éléments qui concourent à mettre en valeur son identité et à affirmer son positionnement, en particulier la cohérence de ses différentes collections et lignes de produits. L'année a également été mise à profit pour procéder à une réorganisation en profondeur de la chaîne logistique, réalisation qui a permis d'améliorer la disponibilité des produits auprès de la clientèle et d'optimiser le besoin en fonds de roulement.

Les ventes ont enregistré l'impact de la faiblesse de la demande des grands magasins aux États-Unis et au Japon, mais se sont mieux tenues en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, une amélioration s'étant dessinée au cours du second semestre.

Fendi a poursuivi sélectivement le développement de son réseau de distribution en le concentrant sur le Moyen-Orient et sur l'Asie. Au 31 décembre 2009, le réseau de Fendi comprend 187 magasins dans le monde.

#### *Autres marques*

Faisant preuve d'une remarquable réactivité, **Donna Karan** relève avec succès le défi d'une conjoncture particulièrement difficile sur le marché américain et malgré la baisse de la demande, réalise une année record en termes de profit. Cette performance a pu être réalisée grâce à une réduction des coûts d'exploitation que l'équipe a su mener de front avec le lancement de nouveaux produits performants.

**Marc Jacobs** poursuit son développement rapide à l'international, porté par l'engouement que suscitent ses défilés dans l'univers de la mode et par le succès de ses lignes majeures. La marque témoigne d'une bonne résistance à la conjoncture en Europe, enregistre une forte croissance en Asie et connaît une très bonne fin d'année dans tous ses canaux de distribution.

**Loewe** se concentre sur son domaine d'excellence, le travail du cuir, maîtrisé de façon exceptionnelle en termes de style et de qualité, et le développement des accessoires. En 2009, la marque espagnole a poursuivi ses avancées en Asie.

La relance de **Céline** a franchi une étape importante avec la présentation de la première collection de Phoebe Philo en octobre 2009. La nouvelle orientation stylistique d'une grande modernité ainsi inaugurée a fait l'objet de retombées très favorables dans les médias et au plan commercial.

**Kenzo** continue à approfondir son positionnement spécifique et à renforcer la cohérence de ses collections sous la direction artistique d'Antonio Marras, désormais en charge de la création pour toutes les lignes. La marque a entrepris une réorganisation de son réseau de distribution, et en parallèle à la rénovation de ses magasins phares, a accru le nombre de ses boutiques en franchise qui constituent pour elle un canal privilégié. Kenzo a également lancé un site de vente en ligne qui dessert en 2009 tous les pays européens et étendra sa couverture géographique en 2010.

**Givenchy** continue de bénéficier du succès de son renouveau créatif et de ses retombées significatives au plan commercial. Le prêt-à-porter Femme, en particulier, enregistre de bons résultats. Givenchy poursuit l'expansion de sa distribution prioritairement en Chine, marché où la marque bénéficie de solides positions et d'un fort potentiel.

### 2.3.3 Perspectives 2010

En 2010, **Louis Vuitton** déploiera un programme toujours dynamique d'ouvertures de magasins. Parmi les développements à venir, la marque abordera de nouveaux pays et se renforcera en Chine avec l'ouverture de deux magasins coïncidant avec sa participation à l'Exposition Universelle de Shanghai. A noter également la préparation d'une nouvelle Maison Louis Vuitton à Londres.

De nombreux développements créatifs sont aussi en projet : des lancements viendront animer les lignes majeures de Louis Vuitton.

**Fendi** s'appuiera sur le développement de ses produits icônes afin de renforcer les piliers de son offre en maroquinerie. La marque poursuivra très sélectivement le développement de son réseau de distribution en Europe et en Asie en parallèle aux efforts engagés pour accroître la productivité des magasins existants.

L'échéance d'une reprise économique solide restant toujours incertaine, toutes les marques de mode maintiendront une politique d'investissements très ciblés et un pilotage très rigoureux des coûts et des stocks. Elles continueront à s'appuyer sur la qualité de leurs équipes créatives et managériales, sur la mise en avant de leurs domaines d'excellence et sur le développement de leurs best-sellers.

## 2.4 PARFUMS ET COSMÉTIQUES

---

### 2.4.1 Faits marquants

Le groupe d'activités Parfums et Cosmétiques a réalisé en 2009 des ventes de 2 741 millions d'euros. A taux de change et périmètre comparables, l'évolution des ventes est en baisse de 5 %.

Son résultat opérationnel courant s'élève à 291 millions d'euros, stable par rapport à 2008.



Les efforts de maîtrise des coûts de revient et des autres charges opérationnelles ont permis de poursuivre l'amélioration de la profitabilité. Ainsi, le taux de marge opérationnelle sur ventes progresse de 1 point à 11 %.

## 2.4.2 Principaux développements

### *Parfums Christian Dior*

**Parfums Christian Dior** réalise des performances supérieures à l'évolution du marché dans tous ses pays clés. Dans un environnement très perturbé, la marque a maintenu une stratégie cohérente et offensive, mettant en avant la qualité de ses produits et son image vibrante et créative, ancrée dans l'univers de la Couture. Ce faisant, Parfums Christian Dior a continué d'accroître ses positions.

Dans le domaine du parfum, Dior bénéficie de la force exceptionnelle de ses lignes classiques, véritables icônes, et de leur capacité à se réinventer et s'inscrire sans cesse dans l'air du temps. L'un des grands succès de l'année est à attribuer au lancement de *L'Eau de Miss Dior Chérie. J'adore*, autre parfum star, incarné par Charlize Theron, réalise d'extraordinaires performances et gagne des parts de marché dans toutes les régions. L'année 2009 a également été marquée par la mise en scène très originale du mytique parfum masculin *Eau Sauvage*.

Le maquillage connaît un développement remarquable grâce à la force des produits piliers et à de nombreux lancements réussis. Dior enregistre une croissance significative sur le segment stratégique du teint grâce au succès international de *Diorskin Nude* qui s'établit au premier rang de sa catégorie sur la majorité des marchés. Deux nouveautés de l'année se détachent particulièrement : *Dior Sérum de Rouge*, plébiscité sur tous les marchés, et *5 Couleurs Designer*, ligne de fards à paupières intégrant une innovation technologique dans la fabrication des poudres.

Dans le domaine du soin, *Capture Totale* a connu une forte croissance en Europe, en Asie et aux États-Unis. La gamme s'est notamment enrichie d'un produit inédit et très innovant, le *Flash Défatigant Regard* et de *XP Nuit*, soin exploitant la technologie de pointe des cellules souches.

### *Guerlain*

**Guerlain** s'est attaché à renforcer ses valeurs sûres tout en déployant une politique d'innovations haut de gamme. La marque est parvenue à gagner des parts de marché sur ses lignes stratégiques. Elle confirme sa dynamique dans ses pays prioritaires, notamment en France et en Chine, marché à fort potentiel où elle a nettement accru sa position.

Le rouge à lèvres *Rouge G* a connu un succès remarquable. Les parfums piliers de la Maison, *Shalimar* et *Habit Rouge*, ont réalisé de bonnes performances sur le marché français. La ligne de soin premium *Orchidée Impériale* a enregistré une troisième année de forte croissance et son succès la place en tête des franchises de Guerlain en termes de chiffre d'affaires.

Guerlain a renforcé sa distribution très sélective en ouvrant sa douzième boutique à Paris, dans le quartier du Marais, se donnant ainsi les moyens d'attirer et séduire une nouvelle clientèle.

### *Autres marques*

**Parfums Givenchy** a vu ses ventes au consommateur final progresser sur ses marchés clés (France, États-Unis, Russie). Ses avancées sont attribuables au succès de ses lancements, en particulier le parfum *Play* pour homme, dont l'égérie est Justin Timberlake, qui a réalisé des scores remarquables aux États Unis, et *Ange ou Démon Le Secret* incarné par Uma Thurman, ainsi qu'aux innovations cosmétiques récentes : le mascara *Phenomen' Eyes* et la crème anti-âge *Le Soin Noir*.

Grâce à la solidité de ses lignes principales et à la réussite des lancements qui les ont enrichies, **Parfums Kenzo** a maintenu ses parts de marché en 2009. La nouvelle eau de parfum *FlowerbyKenzo Essentielle*, l'eau de toilette florale de *KenzoAmour* et les *Eaux par Kenzo Indigo* ont été composées avec de très belles matières premières, en harmonie avec l'image et l'identité olfactive de la marque.

**Benefit** poursuit sa montée en puissance grâce à son expansion internationale. La marque effectue des débuts prometteurs en Russie et confirme le grand succès rencontré en Asie et sur les marchés d'Europe Continentale. Benefit maintient un excellent niveau de rentabilité.

**Make Up For Ever** continue d'enregistrer une croissance exceptionnelle et d'accroître sa rentabilité. Sa dynamique est particulièrement remarquable aux États-Unis et en France, mais également en Chine, où elle a repris sa distribution en direct depuis 2008. L'année 2009 a confirmé le succès considérable auprès du grand public de la gamme de teint *HD* et de la gamme *Aqua*. Make Up For Ever fêtait ses 25 ans en 2009.

### 2.4.3 Perspectives 2010

Après avoir réussi à mettre à profit une période difficile pour se renforcer, les marques du groupe d'activités Parfums et Cosmétiques se fixent, quelles que soient l'échéance et l'ampleur de la reprise attendue, un nouvel objectif de croissance supérieure à celle du marché en 2010. Pour ce faire, elles continuent d'illustrer leur engagement sur la qualité et la créativité et maintiennent une position offensive en termes d'innovations et d'investissements publicitaires.

**Parfums Christian Dior** concentrera ses efforts sur ses marchés prioritaires et le développement de son image exceptionnelle. Sans cesser d'illustrer sa capacité d'innovation, la marque continuera de soutenir et de renforcer ses lignes stars pour le parfum et le maquillage. Le lancement révolutionnaire de *Capture Totale One Essential*, un produit à fort contenu technologique, viendra renforcer sa présence sur un segment du soin, celui des sérums « nouvelle génération », en forte croissance.

**Guerlain** poursuivra son expansion prioritairement en France et en Chine. La Maison continuera d'affirmer son statut de grande marque de luxe à travers ses créations, ses boutiques exclusives et ses Instituts. Elle soutiendra ses piliers stratégiques, *Shalimar*, *Orchidée Impériale* et *Terracotta* ainsi que son nouveau parfum *Idylle* pour lequel elle nourrit de fortes ambitions.

**Parfums Givenchy** développera un programme d'innovation soutenu sur ses trois axes produit. Une très importante initiative sera en particulier lancée pour développer la ligne *Play*. Un produit anti-âge tout à fait révolutionnaire, tant par son concept que dans sa formulation, sera également lancé.

**Parfums Kenzo** fêtera en 2010 les 10 ans de *FlowerbyKenzo*, devenu un classique de la parfumerie. Deux lancements et un film original tourné sur les toits de Paris viendront soutenir cette ligne majeure. Une nouvelle communication animera les lignes *KenzoAmour* et les *Eaux par Kenzo*.

**Make Up For Ever** appuiera principalement sa croissance en 2010 sur un renforcement de ses deux gammes phares *HD* et *Aqua*, sur le lancement de nouveaux gloss et rouges à lèvres et sur un investissement soutenu en communication.

## 2.5 MONTRES ET JOAILLERIE

---

### 2.5.1 Faits marquants

Le groupe d'activités Montres et Joaillerie a réalisé en 2009 des ventes de 764 millions d'euros, soit une baisse de 19 % à taux de change et périmètre comparables et de 13 % en données publiées (effet de change et effet périmètre positifs de 3 points respectivement).



Il présente une diminution de son résultat opérationnel courant pour atteindre 63 millions d'euros. Dans un contexte de ralentissement des ventes, le taux de rentabilité opérationnelle s'établit à 8 %.

## 2.5.2 Principaux développements

### ***TAG Heuer***

En 2009, pénalisé par son exposition aux États-Unis, l'un des marchés, avec le Japon, particulièrement touchés par la crise économique, **TAG Heuer** a plutôt bien résisté à la conjoncture en Europe et a poursuivi ses avancées en Chine. En se concentrant sur ses lignes iconiques et en mettant en place des actions de stimulation de la demande chez les détaillants, la marque a augmenté ses parts de marché dans tous les pays sur le segment des montres et chronographes vendus entre 1 000 et 5 000 euros. Une tendance à la reprise de la croissance des ventes au client final chez les détaillants s'est amorcée au dernier trimestre, y compris aux États-Unis.

TAG Heuer a sélectivement renforcé sa présence sur des marchés stratégiques en ouvrant des boutiques et des franchises à Tokyo, Osaka, Hong Kong, Pékin, Shanghai, Singapour, Séoul, Sofia, Moscou, Ekaterinbourg et Abu Dhabi.

### ***Hublot***

**Hublot** a fait preuve d'une résistance remarquable à la conjoncture. Son positionnement unique mais aussi le pilotage draconien de ses stocks chez les détaillants sont les deux principaux facteurs de sa performance.

L'année 2009 a été marquée par l'inauguration de la Manufacture Hublot installée à Nyon, une étape décisive pour le développement à venir de cette marque en plein essor. L'intégration des différentes étapes de production va autoriser une autonomie plus importante de la Manufacture.

Pour la troisième fois en cinq ans, Hublot a remporté un premier prix au Grand Prix de l'Horlogerie de Genève avec le modèle *Big Bang One Million Dollar Black Caviar*.

### ***Zenith***

Dans le contexte de crise traversée par l'industrie horlogère, la Manufacture **Zenith** a mis en œuvre un important programme de réduction de ses coûts et de ses investissements et a entrepris une restructuration industrielle afin d'abaisser son point mort.

La marque a fêté en 2009 le 40<sup>e</sup> anniversaire de son mouvement chronographe *El Primero*. Symbole d'innovation et de la précision horlogère incarnée par Zenith, *El Primero* est le seul mouvement chronographe capable de mesurer le temps court au dixième de seconde. Afin de capitaliser sur ses points forts et ses valeurs manufacturières, Zenith a entrepris un travail de recentrage de ses collections et de sa communication sur ses modèles classiques et son mouvement *El Primero*, replacé au cœur de son offre.

### ***Autres marques***

Les ventes de la Maison **Chaumet** ont enregistré l'impact du déstockage des détaillants mais ont très bien résisté au sein de son propre réseau de boutiques.

En joaillerie, la marque a bénéficié du succès confirmé de ses lignes *Liens* et *Attrape-Moi si tu m'aimes*. Leur développement a été mené de front avec le lancement d'une nouvelle collection *Lune de Miel* associant diamants et pierres de couleur. En horlogerie, les montres joaillières de Chaumet et le modèle *Dandy Arty* lancé en cours d'année ont aussi réalisé de bonnes performances.



Les **Montres Dior** poursuivent leur montée en gamme et renforcent leur positionnement alliant tradition horlogère suisse, esprit « couture » et forte créativité.

La ligne *Christal* a été enrichie avec plusieurs versions automatiques et la création d'une montre *Dior Christal Mystérieuse*. Une version joaillière de petite taille, la *Mini D*, a été ajoutée à la collection *D de Dior*. Le développement de la gamme masculine *Chiffre Rouge* a été poursuivi avec le lancement de deux montres de plongée dont l'étanchéité est garantie jusqu'à 300 mètres.

**Fred** a réalisé une belle année en France. La croissance réalisée sur ce marché est due au succès du relancement récent de sa gamme légendaire *Force 10*, inspirée du monde de la voile et enrichie de versions joaillières en 2009.

### 2.5.3 Perspectives 2010

Après l'impact sur les ventes du déstockage opéré en 2009 par les distributeurs et détaillants multimarques, l'année 2010 devrait amener une reprise progressive, perspective confortée par les signaux positifs donnés par la consommation au cours des derniers mois. Les marques de l'activité Montres et Joaillerie ayant piloté strictement le niveau de leurs stocks chez les détaillants, sont bien placées pour tirer parti de l'amélioration des conditions de marché. Le contexte économique mondial restant toutefois incertain, elles continueront à s'appuyer principalement sur le développement de leurs lignes icônes et maintiendront un contrôle rigoureux des coûts et des stocks. Les investissements resteront très ciblés. Ils seront essentiellement consacrés au développement des capacités industrielles horlogères pour la production de mouvements et à l'ouverture de quelques boutiques mono-marques dans des emplacements stratégiques. En termes de distribution, la priorité demeure l'amélioration continue du réseau de magasins existants.

## 2.6 DISTRIBUTION SÉLECTIVE

---

### 2.6.1 Faits marquants

Le groupe d'activités Distribution sélective a réalisé en 2009 des ventes de 4 533 millions d'euros, soit une croissance organique de 1 %. Son résultat opérationnel courant s'élève à 388 millions d'euros, stable par rapport à 2008.

Confirmant sa dynamique de forte croissance, Sephora continue d'améliorer sa marge opérationnelle, malgré les frais occasionnés par son expansion rapide en Europe, en Amérique du Nord et en Chine. Le taux de marge opérationnelle sur ventes du groupe d'activités Distribution sélective dans son ensemble reste stable à 9 %.

### 2.6.2 Principaux développements

#### *DFS*

Après un premier semestre pénalisé à la fois par les conséquences de la crise économique et par les inquiétudes liées au virus H1N1, une tendance à l'amélioration s'est manifestée dans la seconde partie de l'année pour les acteurs du « travel retail ».

Dans ce contexte globalement difficile, **DFS** réalise de solides performances commerciales et maîtrise sa rentabilité grâce à un contrôle rigoureux de l'ensemble des coûts d'exploitation. Une excellente gestion des stocks a permis de générer un cash flow en forte amélioration par rapport à 2008.

Au sein des destinations traditionnellement fréquentées par les voyageurs japonais, l'activité enregistre l'impact de la baisse du trafic et l'évolution des ventes de DFS est en ligne avec le marché. En



revanche, le leader du « travel retail » a tiré profit de l'expansion du tourisme chinois, phénomène anticipé de longue date et placé au centre de sa stratégie de développement. Les magasins servant cette clientèle maintiennent une forte progression. La Galleria de Macao, ouverte en 2008 sur le site du Four Seasons Shopping Mall, connaît un succès exceptionnel. La rénovation de la Galleria de Chinachem à Hong Kong a également eu un effet très positif sur l'attractivité et l'activité du magasin.

DFS enregistre aussi de très bons résultats pour sa première année complète d'exploitation à Abu Dhabi. A noter que cette concession prometteuse représente une première implantation pour le luxe dans un aéroport du Moyen-Orient. L'activité au sein de l'aéroport de Mumbai (Bombay), première concession en Inde, encore modeste, progresse plus lentement mais régulièrement.

Le succès des ouvertures récentes et des magasins ayant bénéficié de travaux d'agrandissement et d'embellissement confirme la pertinence des investissements réalisés par DFS au cours des dernières années et conforte ses perspectives de croissance à venir.

### *Miami Cruiseline*

L'activité de **Miami Cruiseline** a subi en 2009 le ralentissement conjoncturel du marché des croisières et la baisse des achats effectués par une clientèle majoritairement américaine. Les efforts de réduction des coûts n'ont pas permis de totalement compenser ce déclin des ventes.

Malgré les difficultés rencontrées actuellement, le marché des croisières offre d'excellentes perspectives à plus long terme, dynamisées par la montée de nouvelles clientèles.

### *Sephora*

Nouvelle progression des ventes et du résultat opérationnel courant : **Sephora** réalise d'excellentes performances au plan mondial qui se traduisent par des gains de parts de marché dans toutes ses zones d'implantation. L'exceptionnelle dynamique commerciale de Sephora est nourrie par l'expansion de son réseau de magasins sur les marchés les plus porteurs et par une offre toujours plus innovante et différenciante. Un contrôle accru des coûts d'exploitation, l'évolution positive du mix produits et la poursuite des efforts visant à améliorer la productivité des magasins ont contribué à la croissance du résultat opérationnel courant.

Au 31 décembre 2009, le réseau mondial de Sephora totalise 986 magasins répartis dans 23 pays.

Les sites de vente en ligne, sephora.com (États-Unis et Canada), sephora.fr (France) et sephora.cn (Chine), ont poursuivi leur développement rapide, favorisé par une politique d'animation très dynamique, une interactivité croissante et l'attention portée à la qualité du service clients.

Sephora a poursuivi sa politique de différenciation fondée sur la créativité de son offre, sur les nombreuses animations réalisées au service des marques sélectives dans ses magasins et sur le développement de services innovants.

L'ensemble de cette stratégie a significativement contribué à accélérer les gains de parts de marché réalisés à travers le monde. En France où son concept trouve son origine, Sephora se positionne, en 2009, au premier rang parmi les enseignes du marché sélectif.

### *Le Bon Marché*

Après un début d'année difficile, **Le Bon Marché** a progressivement retrouvé une croissance modérée. Le grand magasin termine l'année avec des ventes quasi stables par rapport à 2008, ce qui constitue une réelle performance. Celle-ci s'accompagne d'un taux de marge parfaitement maîtrisé et d'un bon niveau de résultat obtenus grâce à une gestion rigoureuse et à une politique de valeur réaffirmée.

L'année 2009 a vu la fin de l'important chantier de rénovation qui a permis de remettre en valeur le patrimoine architectural du bâtiment et de dévoiler les magnifiques verrières de son deuxième étage.

### 2.6.3 Perspectives 2010

Compte tenu de la tendance à l'amélioration constatée au second semestre 2009, **DFS** aborde avec confiance l'année 2010. Le leader du « travel retail » poursuivra sa stratégie visant à renforcer sa présence au sein des destinations fréquentées par les voyageurs asiatiques. Entre autres éléments positifs, DFS bénéficiera de l'achèvement des travaux consacrés à son magasin phare de Hong Kong Sun Plaza, dont le département Beauté est déjà rénové, et de l'ouverture progressive de la deuxième Galleria de Macao, City of Dreams.

La reprise économique s'annonçant progressive aux États-Unis, **Miami Cruiseline** maintiendra en 2010 une gestion drastique de ses coûts tout en s'attachant à saisir les meilleures opportunités de croissance. Au nombre de celles-ci, un nouveau navire de très grande taille exploité par la compagnie Royal Caribbean a permis d'ouvrir à bord des magasins plus attractifs où Miami Cruiseline peut idéalement exprimer son savoir-faire.

Afin d'affirmer son leadership mondial et son positionnement d'expert en beauté créateur de tendances, **Sephora** continuera à renforcer sa présence par des ouvertures sur les marchés porteurs et accélèrera le rythme de ses innovations. Un grand chantier de développement des ventes en ligne en Europe sera également entrepris en 2010. Une offre toujours plus exclusive (référencement de nouvelles marques, lancements en avant-première en partenariat avec les marques sélectives, développement des gammes de produits Sephora), le déploiement des nouvelles initiatives en termes de merchandising et de services, l'extension des programmes de fidélité... Tous ces éléments devront concourir à réaliser une nouvelle année de croissance et à engranger de nouveaux gains de parts de marché.

En 2010, **Le Bon Marché** déploiera une forte dynamique commerciale. Le magasin engagera une modification de ses espaces de vente visant à donner une place plus importante aux secteurs à fort potentiel bénéficiaire. Cette évolution se concrétisera par deux temps forts : dès le printemps, le regroupement des activités Maison et Loisirs au deuxième étage du magasin contribuera à renforcer le caractère unique et inspiré du Bon Marché ; au second semestre, un nouvel espace Balthazar pour l'homme, agrandi et offrant notamment un espace Souliers unique à Paris, sera inauguré.

## 3. Facteurs de risques liés à l'activité et politique d'assurance

### 3.1 RISQUES STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELS

---

#### 3.1.1 Image et notoriété

Le Groupe est caractérisé par ses marques, un savoir-faire unique et des méthodes spécifiques de production, pour des produits vendus dans le monde entier. La notoriété des marques repose sur la qualité et l'exclusivité des produits, leurs modes de distribution, ainsi que sur les politiques de communication et de promotion mises en œuvre. Des produits ou une politique de communication en inadéquation avec l'image des marques, des comportements inappropriés des personnes représentant les marques, ainsi que la circulation dans les media d'informations préjudiciables pourraient affecter la notoriété des marques et entraîner un effet défavorable sur les ventes. La valeur nette des marques et enseignes ainsi que des écarts d'acquisition inscrits au bilan du Groupe au 31 décembre 2009 s'élève à 15,7 milliards d'euros.



Le Groupe soutient et développe la notoriété de ses marques en collaborant avec des professionnels réputés et innovants dans leur domaine (Direction Artistique, Œnologie, Recherche en cosmétiques...), en impliquant le management au plus haut niveau du Groupe dans les orientations stratégiques (collections, politiques de distribution, de communication), en respectant et mettant en avant la personnalité de chaque marque. En outre, les collaborateurs à tous les niveaux sont sensibilisés au respect de règles éthiques diffusées dans le Groupe. Enfin, afin de se prémunir contre le risque lié à la mise en cause publique du Groupe ou de l'une de ses marques, le Groupe effectue une veille media constante, et maintient en permanence un dispositif de gestion de crise dans la plupart de ses filiales.

### **3.1.2 Contrefaçon et réseaux de distribution parallèles**

Les marques, savoir-faire et méthodes de production du Groupe peuvent être contrefaits ou copiés ; les produits du Groupe, notamment les articles de maroquinerie et les parfums et cosmétiques peuvent être distribués, en dehors de la volonté du Groupe, dans des réseaux de distribution parallèles, y compris les réseaux de vente sur internet.

La contrefaçon et la distribution parallèle ont un effet défavorable immédiat sur le chiffre d'affaires et le résultat et peuvent progressivement nuire à l'image de marque des produits concernés. Tous les moyens sont donc mis en œuvre pour lutter contre ces risques.

Dans ce contexte, la protection juridique des marques est une nécessité absolue ; les marques, noms de produits, appellations, etc., sont déposés ou enregistrés afin d'assurer cette protection, que ce soit en France ou dans les autres pays ; de façon générale, tous les moyens sont mis en œuvre, au niveau international, afin que cette protection juridique soit totale.

En outre, pour agir contre la contrefaçon des produits, des plans d'actions ont été développés, ayant pour objectif une collaboration étroite, dans les pays concernés, avec les autorités gouvernementales, les douanes et les avocats spécialistes de ces questions. Le Groupe est aussi très présent dans l'ensemble des organismes regroupant les grands noms de l'industrie du luxe, afin de promouvoir des actions concertées et un message commun au niveau mondial, seuls gages de succès.

Le Groupe lutte également par divers moyens contre la vente de ses produits par des réseaux de distribution parallèles, notamment par le développement de la traçabilité des produits, l'interdiction de vente directe à ces réseaux, et des actions spécifiques permettant de mieux contrôler les circuits de distribution ; cette lutte a représenté en 2009 un coût de 13 millions d'euros.

### **3.1.3 Engagements contractuels**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe s'engage envers ses partenaires et certains de ses fournisseurs sur des périodes pluriannuelles (contrats de locations, de distribution, d'approvisionnement en particulier). En cas d'interruption de ces contrats avant leur échéance, des indemnités sont généralement prévues au contrat, qui représenteraient une charge sans contrepartie immédiate. Le montant total des engagements minimum pris par le Groupe au titre des contrats pluriannuels de location et d'approvisionnement s'élève à 5,4 milliards d'euros au 31 décembre 2009 ; ces engagements sont détaillés dans les notes 29.1 et 29.2 de l'annexe aux comptes consolidés. Individuellement, il n'existe aucun contrat dont l'interruption serait de nature à entraîner des coûts significatifs au niveau du Groupe.

La conclusion de contrats engageant le Groupe sur des périodes pluriannuelles fait l'objet d'un processus d'approbation au sein des Maisons, dont les niveaux sont adaptés selon l'importance des enjeux financiers et opérationnels ; les contrats sont revus par les services juridiques, en lien avec les courtiers d'assurances.

En outre, le Groupe s'est engagé envers ses partenaires dans certaines activités à acquérir les participations que ceux-ci détiennent dans les activités concernées s'ils en font la demande, selon une formule de prix contractuelle. Cet engagement est évalué à 2,8 milliards d'euros au 31 décembre 2009 et est enregistré en Autres passifs non courants (voir Note 19 de l'annexe aux comptes consolidés).

### **3.1.4 Présence internationale du Groupe**

Les risques et incertitudes liés à une présence internationale sont de diverses natures : il s'agit du pouvoir d'achat de la clientèle, ou de la valeur des actifs d'exploitation localisés à l'étranger ; il s'agit aussi des évolutions économiques qui ne sont pas nécessairement simultanées d'une zone à l'autre ; il s'agit enfin des réglementations en matière de droit des sociétés, de fiscalité, de droits de douane ou restrictions à l'importation que peuvent imposer certains pays, et qui, le cas échéant, peuvent être pénalisantes pour le Groupe.

Le Groupe est peu implanté dans des zones instables politiquement, les cadres législatifs et réglementaires des principaux pays d'implantation du Groupe étant bien établis. En outre, il importe de souligner que l'activité est répartie principalement sur trois zones géographiques et monétaires : l'Asie, l'Europe occidentale, et les États-Unis, ce qui compense en partie l'exposition aux risques développés ici.

### **3.1.5 Produits du Groupe**

Beaucoup de produits du Groupe sont soumis, en France, dans l'Union Européenne et dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce ses activités, à des réglementations spécifiques ; celles-ci portent aussi bien sur les conditions de production ou de fabrication des produits, leur vente, la sécurité du consommateur ou l'étiquetage, que sur leur composition.

Au-delà de la sécurité industrielle, les sociétés du Groupe s'attachent à renforcer la sécurité et la traçabilité des produits. La méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) est utilisée par les sociétés des Vins et Spiritueux et Parfums et Cosmétiques. Cette démarche vise notamment à renforcer la capacité d'anticipation et de réactivité en cas de rappel de produits.

Une veille jurisprudentielle a également été mise en place afin de maîtriser la dérive des risques de responsabilité, notamment ceux pouvant affecter les marques du Groupe.

### **3.1.6 Saisonnalité**

Pratiquement toutes les activités du Groupe sont concernées par la saisonnalité ; celle-ci se manifeste par la part des ventes sur le dernier trimestre de l'exercice, liée aux manifestations festives de fin d'année ; cette part est d'environ 30 %. Des événements imprévisibles sur les derniers mois de l'année peuvent ainsi affecter sensiblement le niveau d'activité et les résultats du Groupe.

### **3.1.7 Approvisionnements stratégiques**

L'attractivité des produits du Groupe repose sur la disponibilité de certaines matières premières, en quantité suffisante et répondant aux critères de qualité exigés par le Groupe. Il s'agit notamment des approvisionnements en raisins et eaux-de-vie dans le cadre des activités des Vins et Spiritueux, ainsi qu'en cuirs, toiles et fourrures dans le cadre des activités Mode et Maroquinerie. Afin de s'assurer des approvisionnements correspondant à ses exigences, le Groupe met en place des partenariats privilégiés avec les fournisseurs concernés. Tout en inscrivant dans la durée ce type de partenariats, le Groupe est constamment à la recherche de nouveaux fournisseurs pouvant répondre à ses exigences.



### 3.1.8 Systèmes d'information

Le Groupe est exposé au risque de défaillance de ses systèmes d'information, suite à un dysfonctionnement ou à une malveillance. La matérialisation de ce risque peut entraîner la perte ou la corruption de données sensibles, telles des informations relatives aux produits, aux clients, aux données financières. Un tel risque peut également se traduire par une indisponibilité partielle ou totale de certains systèmes, désorganisant les processus concernés. Afin de se prémunir contre ce risque, le Groupe met en œuvre au niveau de chaque Maison des plans de continuité d'exploitation ainsi qu'un ensemble de mesures permettant d'assurer la protection des données sensibles.

### 3.1.9 Risques industriels et environnementaux

Dans le cadre de ses activités de production et de stockage, le Groupe est exposé à la survenance de sinistres tels que les incendies, les dégâts des eaux ou les catastrophes naturelles.

Les risques environnementaux ainsi que les mesures prises pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives et réglementaires sont présentés de manière détaillée dans la partie « Conséquences de l'activité sur l'environnement » du Rapport de gestion du Conseil d'Administration figurant dans le Rapport financier annuel de Christian Dior.

Pour identifier, analyser et traiter les risques industriels et environnementaux, le Groupe s'appuie sur l'action combinée de compétences externes et de professionnels qualifiés au sein des sociétés du Groupe, notamment les responsables sécurité, qualité ou environnement.

L'objectif constant du Groupe est de s'engager dans une politique de prévention des risques industriels en appliquant les normes de sécurité les plus élevées (norme incendie NFPA). En concertation avec les assureurs, LVMH applique les normes RHP (Risques Hautement Protégés) dont le but est de réduire de manière significative le risque d'incendie et pertes d'exploitation consécutives. LVMH a également mis en place un programme d'incitation aux investissements de prévention dont les niveaux sont pris en compte par les assureurs dans leur appréciation des risques.

Cette démarche est combinée à un programme de suivi des risques industriels et environnementaux ; dans ce cadre, chez LVMH, environ 120 jours d'audit ont été réalisés par des cabinets d'ingénieurs en 2009.

Des plans de prévention et de protection intègrent, en outre, la continuité des activités et des plans de secours.

## 3.2 POLITIQUE D'ASSURANCE

---

La politique de gestion des risques du Groupe s'inscrit dans une démarche dynamique dont les principaux vecteurs sont :

- l'identification systématique et documentée des risques ;
- l'organisation de la prévention et de la protection des biens industriels et des personnes ;
- le déploiement de plans de secours et continuité sur le plan international ;
- un dispositif global de financement des risques visant à réduire les conséquences d'événements majeurs sur la situation financière du Groupe ;
- l'optimisation et la coordination des programmes d'assurances mondiaux et centralisés.

La politique de couverture du risque du Groupe s'appuie principalement sur le transfert de ses risques aux marchés de l'assurance à des conditions financières raisonnables, dans le cadre de l'offre

disponible sur ces marchés en termes de nature, de garanties et de limites de couverture. Les limites des couvertures d'assurance résultent soit d'une quantification du sinistre maximum possible, soit des contraintes imposées par le marché de l'assurance.

Par rapport aux capacités financières du Groupe, le niveau d'auto-assurance des risques n'apparaît pas comme significatif. Les franchises à la charge des sociétés du Groupe répondent notamment à une optimisation du rapport couverture/coût global du risque. Les coûts de programmes d'assurance supportés par les sociétés du Groupe, LVMH et Christian Dior Couture, sont respectivement inférieurs à 0,30 % et à 0,20 % du chiffre d'affaires consolidé.

La solidité financière des partenaires assureurs du Groupe est régulièrement vérifiée, et si nécessaire, un assureur est remplacé par un autre.

Les principaux programmes d'assurance coordonnés par le Groupe sont les programmes visant à couvrir les risques de dommages aux biens, pertes d'exploitation, transport, crédit, responsabilité civile et retrait de produits.

### **3.2.1 Assurance de dommage aux biens et pertes d'exploitation**

La majorité des activités industrielles du Groupe est couverte dans le cadre d'un programme mondial consolidé d'assurance de dommages aux biens et de pertes d'exploitation consécutives.

Les garanties de dommages aux biens sont délivrées à hauteur des capitaux exposés, les garanties de pertes d'exploitation couvrent la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation d'une durée, selon l'exposition aux risques, de 12 à 24 mois. La limite de garantie de ce programme est de 1,1 milliard d'euros, ce montant ayant été déterminé à la suite de l'analyse des Sinistres Maximums Possibles du Groupe.

Les garanties « événements naturels », accordées dans le cadre du programme mondial d'assurance de dommages du Groupe, sont limitées : pour LVMH, à 75 millions d'euros par sinistre et 150 millions d'euros par an ; pour Christian Dior Couture, à 200 millions d'euros par sinistre pour la France (10 millions pour l'étranger). Dans le groupe LVMH, suite à une étude de modélisation du risque tremblement de terre au Japon réalisée en 2009, une garantie spécifique de 150 millions d'euros a été prise pour ce risque. Ces niveaux sont en adéquation avec les expositions des sociétés du Groupe à ces risques.

### **3.2.2 Assurance transport**

L'ensemble des entités opérationnelles du Groupe sont couvertes par un contrat d'assurance transport « Stock et Transit ». La limite de garantie du programme pour LVMH et pour Christian Dior Couture est respectivement de l'ordre de 60 millions d'euros et de 2 millions d'euros et correspond au risque maximal en cours de transport.

### **3.2.3 Assurance responsabilité civile**

Le Groupe a mis en place, pour l'ensemble de ses filiales dans le monde entier, un programme d'assurance responsabilité civile et retrait de produits. Ce programme a été conçu pour répondre au mieux, compte tenu de l'offre disponible sur les marchés mondiaux d'assurance des grandes entreprises, aux risques identifiés par le Groupe.

Les niveaux de couverture sont conformes à ceux des sociétés dont les activités sont comparables.

Les atteintes à l'environnement en base accidentelle et graduelle ainsi que les dommages environnementaux (directives 2004/35/CE) sont couverts dans le cadre de ce programme.



Dans les pays où les accidents du travail ne sont pas couverts par des organismes publics, des programmes d'assurances spécifiques sont souscrits, notamment aux États-Unis. Les niveaux de couverture sont alors conformes aux obligations légales imposées par les différents états.

### **3.2.4 Couvertures des risques spéciaux**

La couverture des risques politiques, la responsabilité civile des mandataires sociaux, la couverture des actes de fraude et de malveillance, des actes de terrorisme, des risques de pertes ou corruptions de données informatiques, ou risques liés à l'environnement sont assurées par des polices dédiées au niveau mondial ou local.

## **3.3 RISQUES FINANCIERS**

---

### **3.3.1 Risque de crédit**

En raison de la nature des activités, une part importante des ventes réalisées par le Groupe ne donne pas lieu à risque clients ; il s'agit des ventes effectuées directement à notre clientèle par Christian Dior Couture, la Distribution sélective, par les activités de Mode et Maroquinerie, et dans une moindre mesure par les Parfums et Cosmétiques ; cette part représente chez Christian Dior Couture et chez LVMH, respectivement et approximativement, 76 % et 59 % des ventes de 2009.

En outre, pour les ventes non comprises dans ce chiffre, il n'existe pas de dépendance dans les différents métiers vis-à-vis d'un ou de plusieurs clients dont la perte pourrait avoir un effet significatif sur le niveau d'activité ou le résultat du Groupe. Le niveau de satisfaction des demandes de couverture d'assurance crédit est d'environ 78 % au 31 décembre 2009.

### **3.3.2 Risque de contrepartie**

Les contreparties bancaires sont retenues en fonction de leur notation et selon une approche de diversification des risques.

Le risque de contrepartie bancaire est suivi de façon régulière et globale, ceci étant facilité par la centralisation de la gestion des risques. Lorsque c'est possible, la compensation des expositions entre la banque et certaines entités du Groupe est juridiquement organisée.

### **3.3.3 Risque de change**

Une part prépondérante des ventes du Groupe est réalisée dans des monnaies autres que l'euro, en particulier le dollar US et le yen japonais, alors que la majeure partie de ses dépenses de production est libellée en euros.

Les fluctuations de change entre l'euro et les principales devises dans lesquelles sont libellées les ventes du Groupe peuvent donc modifier significativement les ventes et les résultats du Groupe exprimés en euros, et rendre difficiles les comparaisons de ses performances d'une année sur l'autre.

Le Groupe gère activement son exposition aux risques de change, afin de réduire sa sensibilité à des variations défavorables des cours, en mettant en place des couvertures qui revêtent la forme de ventes à terme ou de produits optionnels. Une analyse de sensibilité du résultat net à la variation des principales devises auxquelles est exposé le Groupe, ainsi que les niveaux de couverture des flux prévisionnels 2010 pour les principales devises de facturation sont détaillés dans la note 21.5 de l'annexe aux comptes consolidés.



La détention d'actifs substantiels en devises (principalement en dollar US et en franc suisse) est également créatrice d'un risque de change patrimonial. Ce risque de change est géré au moyen du financement total ou partiel des actifs en question par emprunt dans la devise de l'actif. Une analyse de l'exposition du Groupe au risque de change patrimonial est présentée dans la note 21.5 de l'annexe aux comptes consolidés pour les principales devises concernées.

### **3.3.4 Risque de taux d'intérêt**

L'exposition du Groupe aux risques de taux peut être évaluée par le montant de sa dette nette consolidée, qui atteint 7,2 milliards d'euros environ au 31 décembre 2009. Après effet des instruments dérivés, la dette financière brute est à hauteur de 44 % à taux fixe et à hauteur de 56 % à taux variable. Une analyse de la dette financière par échéance et nature de taux ainsi qu'une analyse de sensibilité du coût de la dette financière nette aux variations de taux d'intérêt sont présentées dans les notes 17.4 et 17.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

La dette du Groupe étant libellée en différentes devises, le Groupe est exposé de manière différenciée à l'évolution des taux d'intérêt de ses principales devises d'endettement (euro, ainsi que dollar US, franc suisse et yen japonais).

Ce risque est géré par la mise en place de swaps de taux et par l'achat de caps (protections à la hausse des taux) destinés à limiter les effets négatifs d'une évolution défavorable des taux.

### **3.3.5 Risque des marchés actions**

L'exposition du Groupe aux risques des marchés actions est en premier lieu liée à la détention de ses participations dans LVMH et Christian Dior ainsi qu'aux actions Christian Dior et LVMH auto-détenues, essentiellement en couverture des plans de stock-options et des plans d'attribution d'actions gratuites. Le Groupe détient aussi des options d'achat sur actions LVMH en couverture de ces engagements. Les actions Financière Agache, tout comme les options d'achat LVMH (« call »), constituent, en normes IFRS, des instruments de fonds propres qui n'affectent pas le compte de résultat consolidé.

Des actions autres que Christian Dior et LVMH peuvent être détenues par certains des fonds dans lesquels le Groupe a investi, voire directement parmi les investissements financiers ou les placements financiers.

Le Groupe peut utiliser des produits dérivés pour gérer ses positions. Les produits dérivés ainsi traités peuvent avoir pour objectif de réduire la sensibilité de la position à la variation des cours de bourse. Ainsi, des equity swaps sur l'action LVMH permettent de couvrir les plans de rémunération liés au cours de l'action LVMH dénouables en numéraire. Les produits dérivés peuvent aussi être utilisés pour construire synthétiquement une position longue.

### **3.3.6 Risque de liquidité**

Outre des risques de liquidité locaux en règle générale peu significatifs, l'exposition du Groupe au risque de liquidité peut être appréciée au moyen de sa dette financière à moins d'un an avant prise en compte des instruments dérivés (3,5 milliards d'euros), nette de la trésorerie et équivalents (2,8 milliards d'euros), soit 0,7 milliard d'euros à fin 2009, ou de l'encours de son programme de billets de trésorerie, soit 0,8 milliard d'euros. Au regard du non-renouvellement éventuel de ces concours, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant de 6,0 milliards d'euros.

La liquidité du Groupe résulte ainsi de l'ampleur de ses placements, de l'importance de ses financements à long terme, de la diversité de sa base d'investisseurs (obligations et papiers court



terme), ainsi que de la qualité de ses relations bancaires, matérialisée ou non par des lignes de crédit confirmées.

Dans le cadre de certaines conventions de crédit, le Groupe Financière Agache a souscrit à des engagements de détention de pourcentage d'intérêt et de droit de vote dans certaines de ses filiales et au respect d'un ratio financier usuel en la matière.

En outre, le Groupe s'est engagé, dans le cadre de certaines lignes de crédit à long terme, à respecter certains ratios financiers (dette financière nette sur capitaux propres ; couverture de la dette financière par des actifs). Le niveau actuel de ces ratios assure au Groupe une réelle flexibilité financière au regard de ces engagements.

Par ailleurs, comme il est d'usage, la marge exigible sur les tirages effectués sur certaines lignes de crédit long terme dépend de la notation du groupe LVMH (par l'agence Standard & Poor's). Au 31 décembre 2009, aucun tirage relevant de ce dispositif n'était réalisé. En outre, la mise en œuvre de ces clauses, si elle devait intervenir, n'aurait pas d'impact significatif sur la trésorerie du Groupe.

Les contrats d'emprunts et dettes financières ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les conditions.

La ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle est présentée dans la note 21.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

### **3.3.7 Organisation de la gestion des risques de change, de taux d'intérêt et des marchés actions**

Le Groupe applique une stratégie de gestion des risques de change et de taux destinée principalement à limiter l'impact négatif des fluctuations des monnaies ou des taux d'intérêts sur son activité ou ses investissements.

Le Groupe a mis en place une politique, des règles de gestion et des procédures strictes pour mesurer, gérer et contrôler ces risques de marché.

L'organisation de ces activités repose sur la séparation des fonctions de mesure des risques, de mise en œuvre des opérations (front-office), de gestion administrative (back-office) et de contrôle financier.

Cette organisation s'appuie sur un système d'information qui permet un contrôle très rapide des opérations.

Les décisions de couverture sont prises selon un processus clairement établi qui comprend des présentations régulières aux différents organes de direction du Groupe, et font l'objet d'une documentation détaillée.

## **4. Éléments de politique financière**

Au cours de l'exercice, les principaux axes de la politique financière du Groupe ont été les suivants :

- L'amélioration de la structure financière du Groupe, avec pour principaux indicateurs :
  - l'accroissement sensible des capitaux propres ;
  - la diminution de l'endettement net ;

- le renforcement de la structure financière au moyen de l'accroissement de la part à plus d'un an de la dette financière nette ;
- la progression substantielle du montant des placements de trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- la flexibilité financière du Groupe, grâce à un volant significatif de lignes de crédit confirmées.

Grâce aux fonds générés par l'exploitation au cours de l'exercice, la dette financière nette a été réduite à 7 171 millions d'euros fin 2009, contre 8 771 millions d'euros un an auparavant.

Les capitaux propres avant affectation du résultat connaissent une progression de 8,9 % et atteignent 15 799 millions d'euros fin 2009, contre 14 502 millions un an auparavant. Cette amélioration résulte principalement du montant du résultat net réalisé en 2009 malgré la variation négative de l'écart de conversion consécutive à l'affaiblissement du dollar US et du yen japonais vis-à-vis de l'euro entre la fin 2008 et la fin 2009, et le versement de dividendes pour un montant de 700 millions d'euros.

- Une politique prudente de gestion des risques de change et de taux d'intérêt, avec pour objectif principal la couverture des risques générés directement ou indirectement par l'exploitation et par le patrimoine du Groupe.

En matière de change, les couvertures des sociétés exportatrices sous forme d'achat d'options ou de tunnels, qui permettent de limiter l'impact négatif de la baisse d'une devise tout en gardant le bénéfice d'une hausse, ont continué à être privilégiées. Cette stratégie a permis d'obtenir un cours de couverture plus avantageux que le cours moyen de l'année pour ce qui concerne le dollar US et un cours de couverture bien meilleur que celui de l'année 2008 et comparable au cours moyen de l'année pour ce qui concerne le yen japonais.

- L'augmentation du recours à des financements à long terme et l'accroissement des placements de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Outre ses placements de trésorerie et équivalents de trésorerie, le Groupe pratique une politique d'investissement et de placement diversifiée. Les placements financiers et les investissements financiers ont bénéficié en 2009 de l'amélioration des marchés financiers, sans toutefois retrouver dans tous les cas leur niveau d'origine.

- La diminution du coût de la dette financière nette qui est de 302 millions d'euros en 2009, contre 399 millions d'euros en 2008.

Cette évolution résulte de la baisse des taux d'intérêt court terme et de la baisse de la dette financière nette moyenne sur l'année, dont l'effet a été amoindri par celui de la hausse des marges sur crédit ou sur emprunt. Le Groupe bénéficie en 2009 de l'impact de la baisse des taux d'intérêt en euro, en franc suisse et en dollar US grâce à ses emprunts à taux variable dans ces devises.

Le résultat financier a été défavorablement impacté par la comptabilisation de la variation de valeur de la partie inefficace des couvertures de change ainsi que par le résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers, atténués toutefois par le montant des dividendes reçus au titre des investissements financiers.

#### **4.1 VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE**

---

Le tableau de variation de la trésorerie consolidée, présenté dans les comptes consolidés, détaille les principaux flux financiers de l'exercice 2009.



La capacité d'autofinancement générée par l'activité s'est élevée à 3 965 millions d'euros, contre 4 121 millions un an plus tôt représentant une contraction de 3,8 %.

Après intérêts financiers et impôts payés, la capacité d'autofinancement atteint 2 725 millions d'euros, contre 2 914 millions d'euros constatés en 2008.

Les intérêts payés en 2009, à 330 millions d'euros contre 321 millions d'euros en 2008, sont en légère augmentation s'expliquant par l'augmentation des marges sur emprunt et le choix de financements à plus long terme solidifiant la structure financière du Groupe, et ce malgré la baisse en moyenne sur l'année des taux d'intérêt, ainsi que la baisse de l'encours moyen de la dette financière.

Les impôts payés s'élèvent à 910 millions d'euros en 2009, contre 886 millions en 2008.

Le besoin en fonds de roulement diminue de 144 millions, performance remarquable dans l'absolu comme en relatif avec l'exercice 2008, où il s'était accru de 742 millions d'euros. En particulier, la variation des stocks génère des ressources de trésorerie s'élevant à 111 millions d'euros, du fait notamment de la réduction des achats d'eaux-de-vie de cognac et des efforts accomplis par l'ensemble des Maisons, en particulier Louis Vuitton et Christian Dior Couture. La variation des créances clients génère sur l'année un excédent de 216 millions d'euros, notamment chez Louis Vuitton, Parfums Christian Dior et Moët & Chandon. La réduction du poste fournisseurs entraîne une consommation de trésorerie à hauteur de 374 millions d'euros, principalement chez Sephora, Hennessy, Moët & Chandon et Parfums Christian Dior, du fait de la réduction des volumes d'achat et, pour les Maisons françaises, des effets de la Loi de modernisation de l'économie.

Au total, la variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation est positive à hauteur de 2 869 millions d'euros, soit une progression de 32 % par rapport aux 2 172 millions enregistrés en 2008.

Les investissements opérationnels du Groupe, nets des cessions, représentent sur l'exercice un débours de trésorerie de 762 millions d'euros. Ce montant reflète la dynamique de développement du Groupe et de ses marques phares telles Louis Vuitton, Sephora et Christian Dior.

Ainsi, la variation de trésorerie issue des opérations et des investissements d'exploitation atteint 2 107 millions d'euros.

Les acquisitions d'investissements financiers, nettes des cessions, ainsi que le solde des incidences des acquisitions et cessions de titres consolidés constituent, en 2009, un emploi d'un montant de 53 millions d'euros contre 869 millions en 2008.

La variation de trésorerie issue des opérations en capital représente un débours de 658 millions d'euros.

Les dividendes versés en 2009 par Financière Agache se sont élevés à 23 millions. Les actionnaires minoritaires des filiales consolidées ont reçu des dividendes à hauteur de 677 millions d'euros. Il s'agit pour l'essentiel des minoritaires de Christian Dior, de LVMH, de Diageo du fait de sa participation de 34 % dans Moët Hennessy et des minoritaires de DFS.

Le solde de ces opérations d'exploitation, d'investissement et en capital, y compris le versement du dividende, se traduit par un excédent de ressources de 1 396 millions d'euros.

Autres ressources pour la trésorerie, 325 millions d'euros ont été désinvestis des placements financiers et 3 346 millions ont été recueillis au moyen de l'émission ou de la souscription d'emprunts et dettes financières. LVMH SA a notamment procédé en mai à une émission obligataire publique à 5 ans d'un

montant nominal de 1 000 millions d'euros. Christian Dior a également procédé en septembre 2009 à une émission obligataire publique à 5 ans d'un montant nominal de 350 millions d'euros. En outre, un emprunt obligataire de 200 millions d'euros, à échéance juillet 2012, a été émis par Financière Agache. Le Groupe a également utilisé son programme d'Euro Medium Term Notes pour réaliser en juin des placements privés à long terme à concurrence de 250 millions d'euros à 6 ans et de 150 millions d'euros à 8 ans et, le reste de l'année, pour diversifier sa base d'investisseurs et profiter d'opportunités en matière de placements privés.

Ces ressources ont permis en, 2009, d'augmenter la trésorerie et d'amortir des emprunts et des dettes financières pour un montant de 4 007 millions d'euros. En particulier, le Groupe a diminué de 617 millions d'euros le recours à son programme de billets de trésorerie français, privilégiant ainsi le recours à des ressources financières à plus d'un an.

A l'issue des opérations de l'année 2009, la trésorerie nette s'élève à 2 560 millions d'euros.

## 4.2 STRUCTURE FINANCIÈRE

---

Le total du bilan consolidé du Groupe Financière Agache, présenté dans les comptes consolidés, s'élève au 31 décembre 2009 à 39 milliards d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2008.

L'actif immobilisé représente 26,1 milliards d'euros, contre 26,4 milliards d'euros fin 2008. Il atteint ainsi 67 % du total du bilan, en légère contraction par rapport à la proportion atteinte un an plus tôt.

Les immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 22,5 milliards d'euros, contre 22,7 milliards fin 2008. Les marques et autres immobilisations incorporelles représentent 11,0 milliards d'euros, stables par rapport à 2008. Cette stabilité résulte principalement de la valorisation de la marque Royal Van Lent et de l'incidence des variations des parités monétaires sur les marques et autres immobilisations incorporelles comptabilisées en dollars US, telle l'enseigne DFS et la marque Donna Karan.

Les écarts d'acquisition diminuent à 5,1 milliards d'euros, contre 5,3 milliards un an plus tôt. L'incidence de la baisse des écarts d'acquisition liés aux engagements d'achat de titres de minoritaires l'emporte en effet sur les écarts d'acquisition constatés au cours de l'année à l'occasion de la première consolidation de la Maison de Champagne Montaudon.

Les immobilisations corporelles sont stables et s'élèvent à 6,3 milliards d'euros.

Le total des participations dans les sociétés mises en équivalence, des investissements financiers, des autres actifs non courants et des impôts différés, est en légère diminution à 3,6 milliards d'euros, contre 3,8 milliards d'euros au 31 décembre 2008.

Les stocks diminuent à 5,9 milliards d'euros, contre 6,1 milliards fin 2008, en raison des efforts de réduction entrepris en 2009 et de l'impact des variations des parités monétaires, ce malgré les acquisitions réalisées ou consolidées en 2009.

Les créances clients atteignent 1,5 milliard d'euros, contre 1,7 milliard fin 2008.

Les placements de trésorerie, hors placements financiers, augmentent sensiblement à 2,9 milliards d'euros, contre 1,7 milliard au 31 décembre 2008.

Les capitaux propres - part du Groupe, avant affectation du résultat, progressent à 4,1 milliards d'euros contre 3,5 milliards fin 2008. Cette progression résulte du montant du résultat net - part du Groupe, malgré un impact négatif de la variation des écarts de conversion du fait de la baisse du dollar US vis-à-vis de l'euro.



Les intérêts minoritaires s'élèvent à 11,7 milliards d'euros contre 11,0 milliards en 2008.

Le total des capitaux propres s'établit ainsi à 15,8 milliards d'euros, représentant 40,5 % du total de bilan contre 37,1 % un an auparavant.

Les passifs non courants s'élèvent à fin 2009 à 15,2 milliards d'euros, dont 7,0 milliards au titre de la dette financière, contre respectivement 15,7 milliards et 7,3 milliards à fin 2008. Cette diminution résulte en premier lieu de la baisse de la dette financière à plus d'un an, ainsi que de la diminution des engagements d'achat de titres de participations, qui constituent l'essentiel du poste « Autres passifs non courants ». La part relative des passifs non courants dans le total de bilan s'élève à 39 % de celui-ci contre 40 % en 2008.

Les capitaux permanents atteignent ainsi 31 milliards d'euros, et dépassent le montant des actifs non courants.

Les passifs courants s'établissent à 8 milliards d'euros, contre 8,9 milliards fin 2008, en raison de la diminution des comptes fournisseurs consécutive en particulier aux effets de la Loi française de modernisation de l'économie et de la diminution de la dette financière à moins d'un an. La part des passifs courants dans le total de bilan diminue pour atteindre 21 %.

La dette financière à plus et moins d'un an, y compris la valeur de marché des instruments dérivés de taux, et nette des placements financiers et de la trésorerie, ressort au 31 décembre 2009 à 7,2 milliards d'euros contre 8,8 milliards un an plus tôt. Elle représente 45 % du montant des capitaux propres, contre 60 % à fin 2008.

A fin 2009, les lignes de crédit confirmées atteignent 7,5 milliards d'euros, dont seul 1,5 milliard d'euros fait l'objet de tirage. Il en résulte un montant disponible de lignes de crédit confirmées non tirées de 6 milliards d'euros, qui couvre largement le programme de billets de trésorerie, dont l'encours au 31 décembre 2009 atteint 0,8 milliard d'euros.

## 5. Résultat de la société Financière Agache

Financière Agache a maintenu ses participations directes ou indirectes dans les filiales Christian Dior et LVMH.

Le montant total des dividendes reçus des participations s'est élevé à 246,8 millions d'euros en 2009.

Le résultat financier s'est établi à 223,9 millions d'euros contre 5,6 millions d'euros en 2008. Cette amélioration de 218,3 millions d'euros s'explique essentiellement par l'augmentation de 118,8 millions d'euros des dividendes reçus et de 102,2 millions d'euros de reprises nettes de provisions.

Le résultat net s'établit à 222,6 millions d'euros.

Il est proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires d'affecter et de répartir le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2009 de la façon suivante :

<b>Détermination du résultat distribuable</b>	<i>(en euros)</i>
• le résultat net de l'exercice (bénéfice) :	222 636 670,34
forme avec	
• le report à nouveau :	2 113 308 852,49
un résultat distribuable de :	2 335 945 522,83
<hr/>	
<b>Proposition de répartition</b>	
• distribution d'un dividende brut de 20,00 euros par action :	63 467 040,00
• soit un solde reporté à nouveau de :	2 272 478 482,83
<b>Soit un total de :</b>	<b>2 335 945 522,83</b>

Si cette répartition est retenue, le montant brut du dividende ressortira à 20 euros par action. Il sera mis en paiement le 2 juillet 2010.

Conformément à l'article 158 du Code Général des Impôts, ce dividende ouvre droit, pour les résidents fiscaux français personnes physiques, à un abattement fiscal de 40 %.

Enfin, dans le cas où, lors de la mise en paiement de ce dividende, la Société détiendrait une partie de ses propres actions, le montant correspondant aux dividendes non versés en raison de cette détention, serait affecté au compte report à nouveau.

### Distribution des dividendes

Conformément à la loi, nous vous rappelons le montant du dividende brut par action versé au titre des trois derniers exercices et celui de l'abattement fiscal correspondant :

<i>(en euros)</i>	<b>Dividende brut <sup>(1)</sup></b>	<b>Abattement fiscal <sup>(2)</sup></b>
2008	7,12	2,85
2007	7,12	2,85
2006	6,78	2,71

(1) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

(2) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France.



Au 31 décembre 2009, les dettes fournisseurs s'élèvent à 381 milliers d'euros. Elles sont composées de factures échues pour 20 milliers d'euros.

## **6. Renseignements concernant le capital de la Société**

Le capital, au 31 décembre 2009, est de 50 773 632 euros divisé en 3 173 352 actions d'un nominal de 16 euros. Au 31 décembre 2009, 3 619 de ces actions (représentant 0,11 % du capital) étaient détenues par la Société, pour un prix de revient global de 448 396 euros.

Les actions de la Société ne sont plus négociées sur un marché réglementé depuis 1996. Conformément à la loi, elles revêtent donc la forme obligatoirement nominative.

Financière Agache se tient à la disposition de ses actionnaires pour leur faciliter les démarches et les formalités en cas de négociation de leurs titres et, le cas échéant, pour les aider à rechercher une contrepartie.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucun salarié de la Société ou des sociétés qui lui sont liées, ne détient, dans le cadre des régimes de gestion collective de titres visés par ce texte, d'actions de votre Société.

## **7. Questions administratives**

### **7.1 LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS**

---

La liste des fonctions et mandats exercés par chacun des administrateurs figure au paragraphe 9 ci-après.

### **7.2 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

---

Il vous est proposé de renouveler le mandat d'Administrateur de la société Montaigne Finance SAS pour la durée statutaire de trois ans.



## 8. Autorisations à caractère financier – État des délégations et autorisations en cours

### Autorisations d'augmenter le capital

Nature	Date de l'autorisation	Échéance/ Durée	Montant autorisé	Modalités de détermination du prix d'émission	Utilisation au 31 décembre 2009
Augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription (actions ordinaires, valeurs mobilières donnant accès au capital et incorporation de réserves)	24 juin 2009 (3 <sup>ème</sup> résolution)	23 août 2011 (26 mois)	32 millions d'euros 2 000 000 actions <sup>(1)</sup>	Libre	Néant

(1) Montant nominal maximum.

## 9. Liste des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires de la Société.

### 9.1 MANDATS D'ADMINISTRATEUR EN COURS

#### **M. Pierre GODE, Président-Directeur Général**

Né le 4 décembre 1944.

Date de première nomination : 27 juin 1997.

Date de fin de mandat : Assemblée Générale annuelle tenue en 2012.

#### **Fonctions et mandats actuels :**

##### *Groupe Christian Dior/Groupe Arnault*

- France :
  - Christian Dior SA : Administrateur ;
  - Christian Dior Couture SA : Administrateur ;
  - Financière Agache SA : Président-Directeur Général ;
  - Financière Jean Goujon SAS : Président ;
  - Groupe Arnault SAS : Directeur Général ;
  - Les Echos SAS : Membre du Conseil de Surveillance ;
  - LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton SA : Vice-Président et Administrateur ;



- Louis Vuitton Malletier : Administrateur ;
  - Raspail Investissements SA : Président-Directeur Général ;
  - SA du Château d'Yquem : Administrateur ;
  - Semyrhamis SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
  - Sevrilux SNC : Représentant légal de Financière Agache, Gérant ;
  - Sofidiv SAS : Membre du Comité de Direction ;
  - Société Civile du Cheval Blanc : Administrateur ;
  - Association du Musée Louis Vuitton : Représentant permanent de LVMH Fashion Group, Administrateur.
- International :
    - LVMH Moët Hennessy - Louis Vuitton Inc. (États-Unis) : Administrateur ;
    - LVMH Publica (Belgique) : Administrateur ;
    - Sofidiv UK Limited (Grande-Bretagne) : Administrateur.

#### ***Autres***

- France :
  - Havas SA : Administrateur ;
  - Redeg SARL : Gérant.

---

### **M. Denis DALIBOT, Administrateur, Directeur Général délégué**

---

Né le 15 novembre 1945.

Date de première nomination : 27 juin 1997.

Date de fin de mandat : Assemblée Générale annuelle tenue en 2012.

#### **Fonctions et mandats actuels**

##### ***Groupe Christian Dior / Groupe Arnault***

- France :
  - Agache Développement SA : Président-Directeur Général ;
  - Ateliers AS SA : Représentant permanent de Christian Dior Couture SA, Administrateur ;
  - Belle Jardinière SA : Administrateur ;
  - Christian Dior Couture SA : Administrateur ;
  - Christian Dior SA : Administrateur ;
  - Europatweb SA : Président-Directeur Général ;
  - Europatweb Placements SAS : Représentant légal de Europatweb, Président ;
  - Financière Agache SA : Administrateur – Directeur Général délégué ;
  - Financière Agache Private Equity SA : Administrateur ;
  - Financière Jean Goujon SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
  - Franck & Fils SA : Représentant permanent Le Bon Marché – Maison Aristide Boucicaut, Administrateur ;
  - GA Placements SA : Représentant permanent de Europatweb, Administrateur ;

- Groupe Arnault SAS : Membre du Comité de Direction ;
  - Kléber Participations SARL : Gérant ;
  - Le Jardin d'Acclimatation SA : Représentant permanent de Ufipar, Administrateur ;
  - Montaigne Finance SAS : Président ;
  - Montaigne Investissements SCI : Gérant ;
  - Montaigne Services SNC : Gérant ;
  - Raspail Investissements SA : Représentant permanent de Financière Agache, Administrateur ;
  - Semyrhamis SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
  - Sevrilux SNC : Représentant légal de Financière Agache, Gérant.
- International :
    - Aurea Finance (Luxembourg) : Président ;
    - GO Invest SA (Belgique) : Président.

#### *Autres*

- France :
  - Groupement Foncier Agricole Dalibot : Gérant.

---

## **GROUPE ARNAULT SAS**

---

Date de première nomination : 20 octobre 2004.

Date de fin de mandat : Assemblée Générale annuelle tenue en 2011.

### **Fonctions et mandats actuels :**

#### *Groupe Christian Dior/Groupe Arnault :*

- France :
  - Europatweb SA : Administrateur ;
  - Financière Agache SA : Administrateur ;
  - Ficonor SAS : Président ;
  - GA Placements SA : Administrateur.

### **M. Nicolas BAZIRE, représentant permanent de Groupe Arnault SAS**

Né le 13 juillet 1957.

### **Fonctions et mandats actuels :**

#### *Groupe Christian Dior/Groupe Arnault*

- France :
  - Agache Développement SA : Administrateur ;
  - Europatweb SA : Administrateur ;
  - Financière Agache SA : Directeur Général délégué et Représentant permanent de Groupe Arnault SAS, Administrateur ;



- Financière Agache Private Equity SA : Administrateur ;
- Groupe Arnault SAS : Directeur Général ;
- Groupe les Echos SA : Administrateur ;
- Les Echos SAS : Vice-Président du Conseil de Surveillance ;
- LVMH Fashion Group SA : Administrateur ;
- LVMH Moët Hennessy - Louis Vuitton SA : Administrateur ;
- Montaigne Finance SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
- Semyrhamis SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
- Louis Vuitton pour la Création, Fondation d'Entreprise : Administrateur.

**Autres :**

- France :
  - Atos Origin SA : Administrateur ;
  - Carrefour SA : Administrateur ;
  - Rothschild & Cie Banque SCS : Membre du Conseil de Surveillance ;
  - Suez Environnement Company SA : Administrateur ;
  - Tajan SA : Administrateur.
- International :
  - Go Invest SA (Belgique) : Administrateur.

---

**Lord POWELL of BAYSWATER**

---

Né le 6 Juillet 1941.

Date de première nomination : 8 Juin 2000.

Date de fin de mandat : Assemblée Générale annuelle tenue en 2012.

**Fonctions et mandats actuels :**

***Groupe Christian Dior/Groupe Arnault :***

- France :
  - Financière Agache SA : Administrateur ;
  - LVMH Moët Hennessy - Louis Vuitton SA : Administrateur.
- International :
  - LVMH Services Limited (Grande-Bretagne) : Président du Conseil d'Administration.

**Autres :**

- International :
  - Capital Generation Partners (Royaume-Uni) : Président du Conseil d'Administration ;

- Caterpillar Inc. (États-Unis) : Administrateur ;
- Hong-Kong Land Holdings (Bermudes) : Administrateur ;
- Magna Holdings (Bermudes) : Président du Conseil d'Administration ;
- Mandarin Oriental International Holdings (Bermudes) : Administrateur ;
- Matheson & Co Ltd (Royaume-Uni) : Administrateur ;
- Northern Trust Global Services (Royaume-Uni) : Administrateur ;
- Schindler Holding (Suisse) : Administrateur ;
- Singapore Millennium Foundation Limited (Singapour) : Administrateur ;
- Textron Corporation (États-Unis) : Administrateur.

## 9.2 MANDATS D'ADMINISTRATEUR À RENOUVELER

---

### MONTAIGNE FINANCE

---

Date de première nomination : 2 Juin 1998.

#### Fonctions et mandats actuels :

##### *Groupe Christian Dior/Groupe Arnault*

- France :
  - Financière Agache SA : Administrateur ;
  - GA Placements SA : Administrateur.

#### **M. Pierre de ANDREA, représentant permanent de Montaigne Finance**

Né le 28 Septembre 1959.

#### Fonctions et mandats actuels

##### *Groupe Christian Dior/Groupe Arnault*

- France
  - Agache Développement SA : Administrateur ;
  - CD Investissements SAS : Président ;
  - Europimmo SNC : Gérant ;
  - Financière Agache SA : Représentant permanent de Montaigne Finance SAS, Administrateur ;
  - Foncière du Nord SCI : Gérant ;
  - GA Placements SA : représentant permanent de Groupe Arnault SAS, Administrateur ;
  - Goujon Holding SAS : Président ;
  - Goujon Participations SAS : Président ;
  - Métropole 1850 SNC : Gérant ;
  - Montaigne Finance SAS : Membre du Comité de Surveillance ;
  - Sadifa SA : Président-Directeur Général ;
  - Sanedi SARL : Gérant.
- Étranger
  - Delcia SA (Luxembourg) : Administrateur ;
  - Escorial Development SA (Luxembourg) : Administrateur ;
  - Fimeris SA (Luxembourg) : Administrateur ;



- Sanderson International SA (Luxembourg) : Administrateur ;
- Sophiz Holding SA (Luxembourg) : Administrateur ;
- Westley International SA (Luxembourg) : Administrateur.

## 10. Faits exceptionnels et litiges

Dans le cadre de la gestion de ses activités courantes, le Groupe est partie à diverses procédures concernant le droit des marques, la protection des droits de propriété intellectuelle, la protection des réseaux de Distribution sélective, les contrats de licence, les relations avec ses salariés, le contrôle des déclarations fiscales, et toutes autres matières inhérentes à ses activités. Le Groupe estime que les provisions constituées au bilan, au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connus ou en cours à la date de clôture, sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de manière significative en cas d'issue défavorable.

À la suite de la décision rendue en mars 2006 par le Conseil de la Concurrence dans le secteur de la parfumerie de luxe en France, et de l'arrêt rendu le 26 juin 2007 par la Cour d'Appel de Paris, les sociétés concernées du Groupe avaient formé un pourvoi en cassation. En juillet 2008, la Cour de Cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris et renvoyé l'affaire devant la même juridiction, autrement composée. En novembre 2009, la Cour d'Appel a annulé la décision du Conseil de la Concurrence en raison de la durée excessive de la procédure. Ce nouvel arrêt a fait l'objet d'un pourvoi en cassation par l'Autorité de la Concurrence et le Ministre de l'Economie.

En 2006, Louis Vuitton Malletier, Christian Dior Couture ainsi que les sociétés françaises de Parfums et Cosmétiques, ont assigné eBay devant le Tribunal de Commerce de Paris. Louis Vuitton Malletier et Christian Dior Couture demandaient réparation du préjudice causé par la participation de eBay à la commercialisation de produits de contrefaçon et son refus de mettre en place les procédures appropriées en vue de prévenir la vente de tels produits sur son site. Les marques de Parfums et Cosmétiques poursuivaient eBay pour atteinte à leurs réseaux de distribution sélective. Par jugement du 30 juin 2008, le Tribunal de Commerce de Paris a fait droit aux demandes formulées, condamnant eBay à verser 19,3 millions d'euros à Louis Vuitton Malletier, 16,4 millions d'euros à Christian Dior Couture et 3,2 millions d'euros aux sociétés de Parfums et Cosmétiques du Groupe. Le Tribunal a également enjoint à eBay de cesser la diffusion d'annonces portant sur des parfums et cosmétiques de marques Dior, Guerlain, Givenchy et Kenzo sous astreinte de 50 000 euros par jour. eBay a interjeté appel du jugement. Par ordonnance du 11 juillet 2008, le Président de la Cour d'Appel de Paris a rejeté la demande, formée par eBay, d'arrêt de l'exécution provisoire ordonnée par le Tribunal de Commerce. L'affaire est pendante devant la Cour d'Appel de Paris. Le 30 novembre 2009, le Tribunal de commerce ayant considéré que les moyens mis en œuvre par eBay pour faire cesser la diffusion sur son site d'annonces portant sur des parfums et cosmétiques de marques du Groupe étaient insuffisants, a condamné eBay à verser au Groupe la somme de 1,7 millions d'euros au titre de la liquidation des astreintes.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

## **11. Événements postérieurs à la clôture**

Aucun évènement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2009 et, d'une part, la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, le 16 mars 2010 et, d'autre part, la date d'établissement de ce document.

## **12. Évolutions récentes et perspectives**

Compte tenu de l'incertitude sur la vigueur de la reprise économique, le Groupe Financière Agache va maintenir en 2010 une grande rigueur de gestion dans l'ensemble de ses métiers. S'attachant à renforcer ses atouts compétitifs, le Groupe poursuivra une forte dynamique d'innovation et d'expansion dans les marchés les plus porteurs.

Fort de la flexibilité de son organisation et de la bonne répartition entre ses différents métiers et les zones géographiques où il opère, le Groupe Financière Agache aborde l'année 2010 avec confiance et se fixe comme objectif de renforcer encore son avance sur le marché mondial du luxe.





# Comptes consolidés

---



## 1 Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultats par action)</i>	<i>Notes</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Ventes</b>	22-23	17 744	17 943	17 248
Coût des ventes		(6 422)	(6 313)	(6 060)
<b>Marge brute</b>		<b>11 322</b>	<b>11 630</b>	<b>11 188</b>
Charges commerciales		(6 422)	(6 489)	(6 118)
Charges administratives		(1 547)	(1 522)	(1 457)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	22-23	<b>3 353</b>	<b>3 619</b>	<b>3 613</b>
Autres produits et charges opérationnels	24	(162)	(122)	(92)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>3 191</b>	<b>3 497</b>	<b>3 521</b>
Coût de la dette financière nette		(302)	(399)	(354)
Autres produits et charges financiers		(92)	(77)	41
<b>Résultat financier</b>	25	<b>(394)</b>	<b>(476)</b>	<b>(313)</b>
Impôts sur les bénéfices	26	(875)	(913)	(863)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	7	3	(33)	15
<b>Résultat net avant part des minoritaires</b>		<b>1 925</b>	<b>2 075</b>	<b>2 360</b>
Part des minoritaires		1 404	1 652	1 680
<b>Résultat net - part du Groupe</b>		<b>521</b>	<b>423</b>	<b>680</b>
<b>Résultat net - part du Groupe par action</b> <i>(en euros)</i>	27	<b>164,37</b>	<b>133,45</b>	<b>214,53</b>
<b>Résultat net - part du Groupe par action après dilution</b> <i>(en euros)</i>	27	<b>164,05</b>	<b>132,19</b>	<b>211,37</b>



## 2. Etat global des gains et pertes consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
<b>Résultat net avant part des minoritaires</b>	1 925	2 075	2 360
Variation du montant des écarts de conversion	(128)	257	(571)
Effets d'impôt	(20)	25	-
	<b>(148)</b>	<b>282</b>	<b>(571)</b>
Variations de valeur des investissements et placements financiers	254	(336)	37
Montants transférés en résultat	(22)	(89)	(75)
Effets d'impôt	(26)	21	18
	<b>206</b>	<b>(404)</b>	<b>(20)</b>
Variation de valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	129	114	231
Montants transférés en résultat	(118)	(213)	(173)
Effets d'impôt	(2)	47	(43)
	<b>9</b>	<b>(52)</b>	<b>15</b>
Variation de valeur des terres à vignes	(53)	172	80
Effets d'impôt	18	(59)	(26)
	<b>(35)</b>	<b>113</b>	<b>54</b>
<b>Gains et pertes enregistrés en capitaux propres</b>	<b>32</b>	<b>(61)</b>	<b>(522)</b>
<b>Total des gains et pertes</b>	<b>1 957</b>	<b>2 014</b>	<b>1 838</b>
Part des minoritaires	1 325	1 759	1 324
<b>Total des gains et pertes, part du Groupe</b>	<b>632</b>	<b>255</b>	<b>514</b>

### 3. Bilan consolidé

<b>ACTIF</b> (en millions d'euros)	Notes	2009	2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
Marques et autres Immobilisations Incorporelles, nettes	3	10 979	10 981	10 436
Ecarts d'acquisition, nets	4	5 129	5 346	5 682
Immobilisations corporelles, nettes	6	6 349	6 347	5 667
Participations mises en équivalence	7	503	435	330
Investissements financiers	8	791	573	1 001
Autres actifs non courants		1 754	2 051	1 076
Impôts différés	26	555	714	596
<b>Actifs non courants</b>		<b>26 060</b>	<b>26 447</b>	<b>24 788</b>
Stocks et en-cours	9	5 911	6 079	5 125
Créances clients et comptes rattachés	10	1 515	1 722	1 675
Impôts sur les résultats <sup>(2)</sup>		226	237	156
Autres actifs courants	11	2 391	2 920	3 867
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	2 859	1 671	1 916
<b>Actifs courants</b>		<b>12 902</b>	<b>12 629</b>	<b>12 739</b>
<b>TOTAL DEL'ACTIF</b>		<b>38 962</b>	<b>39 076</b>	<b>37 527</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b> (en millions d'euros)	Notes	2009	2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
Capital		51	51	51
Primes		442	442	442
Actions auto-détenues et assimilés		(43)	(46)	(36)
Ecarts de réévaluation		512	362	609
Autres réserves		2 787	2 389	1 695
Ecarts de conversion		(162)	(115)	(194)
Résultat net - part du Groupe		521	423	680
Capitaux propres - part du Groupe	14	4 108	3 506	3 247
Intérêts minoritaires	16	11 691	10 996	10 066
<b>Capitaux propres</b>		<b>15 799</b>	<b>14 502</b>	<b>13 313</b>
Dette financière à plus d'un an	17	6 955	7 329	5 543
Provisions à plus d'un an	18	1 002	984	989
Impôts différés	26	3 863	3 929	3 678
Autres passifs non courants	19	3 337	3 462	4 596
<b>Passifs non courants</b>		<b>15 157</b>	<b>15 704</b>	<b>14 806</b>
Dette financière à moins d'un an	17	3 515	3 880	4 963
Fournisseurs et comptes rattachés		1 956	2 349	2 166
Impôts sur les résultats <sup>(2)</sup>		221	309	340
Provisions à moins d'un an	18	355	328	300
Autres passifs courants	20	1 959	2 004	1 639
<b>Passifs courants</b>		<b>8 006</b>	<b>8 870</b>	<b>9 408</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>38 962</b>	<b>39 076</b>	<b>37 527</b>

(1) Les bilans aux 31 décembre 2008 et 2007 ont été retraités des effets de l'application de l'amendement d'IAS 38 Immobilisations incorporelles, rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Voir Note 1.2.

(2) Depuis le 31 décembre 2008, la dette d'impôt sur les résultats au titre de l'intégration fiscale française est présentée compensée avec les acomptes d'impôts versés. Le bilan au 31 décembre 2007 a été retraité afin de le rendre comparable.



## 4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions auto- détenues et assimilés	Ecart de conversion et de réévaluation					Résultat et autres réserves	Total des capitaux propres		
					Ecart de conversion	Invest. et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Total		Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
(en millions d'euros)	Notes	H.1	H.2	H.4							B		
<b>Au 31 décembre 2006</b>	3 173 352	51	442	(40)	(39)	416	42	162	581	1 736	2 770	9 432	12 202
Effet de l'application d'IAS 38 amendée. Voir Note 12										(30)	(30)	(64)	(94)
<b>Au 31 décembre 2006, après retraitement</b>	3 173 352	51	442	(40)	(39)	416	42	162	581	1 706	2 740	9 368	12 108
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					(155)	(17)	(6)	12	(166)		(166)	(356)	(522)
Résultat net										680	680	1 680	2 360
<b>Total des gains et pertes</b>					(155)	(17)	(6)	12	(166)	680	514	1 324	1 838
Charges liées aux plans d'options										20	20	33	53
(Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues et assimilés				4						(9)	(5)	64	59
Augmentations de capital des filiales											-	1	1
Dividendes et acomptes versés										(22)	(22)	(611)	(633)
Variations de périmètre											-	13	13
Effets des engagements d'achat de titres											-	(126)	(126)
<b>Au 31 décembre 2007</b>	3 173 352	51	442	(36)	(194)	399	36	174	415	2 375	3 247	10 066	13 313
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					79	(247)	(29)	29	(168)		(168)	107	(61)
Résultat net										423	423	1 652	2 075
<b>Total des gains et pertes</b>					79	(247)	(29)	29	(168)	423	255	1 759	2 014
Charges liées aux plans d'options										Ø	19	34	53
(Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues et assimilés				(10)						8	8	(60)	(52)
Augmentations de capital des filiales											-	5	5
Dividendes et acomptes versés										(23)	(23)	(692)	(715)
Variations de périmètre											-	20	20
Effets des engagements d'achat de titres											-	(139)	(139)
Autres											-	3	3
<b>Au 31 décembre 2008</b>	3 173 352	51	442	(46)	(115)	152	7	203	247	2 812	3 506	10 996	14 502



## 4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Notes	Ecart de conversion et réévaluation							Total des capitaux propres					
		Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions auto-détenues et assimilés	Ecart de conversion	Invest. et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Résultat et autres réserves	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total	
														H.1
<b>Au 31 décembre 2008</b>		<b>3 173 352</b>	<b>51</b>	<b>442</b>	<b>(46)</b>	<b>(115)</b>	<b>152</b>	<b>7</b>	<b>203</b>	<b>247</b>	<b>2 812</b>	<b>3 506</b>	<b>10 996</b>	<b>14 502</b>
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres						(39)	156	3	(9)	111		111	(79)	32
Résultat net											521	521	1404	1925
<b>Total des gains et pertes</b>						<b>(39)</b>	<b>156</b>	<b>3</b>	<b>(9)</b>	<b>111</b>	<b>521</b>	<b>632</b>	<b>1 325</b>	<b>1 957</b>
Charges liées aux plans d'options											8	18	34	52
(Acquisitions) / cessions d'actions auto-détenues et assimilés				3							(16)	(13)	(1)	(14)
Augmentations de capital des filiales											-	-	29	29
Dividendes et acomptes versés											(23)	(23)	(677)	(700)
Variations de périmètre						(8)				(8)	(4)	(12)	15	3
Effets des engagements d'achat de titres												-	(30)	(30)
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>3 173 352</b>	<b>51</b>	<b>442</b>	<b>(43)</b>	<b>(162)</b>	<b>308</b>	<b>10</b>	<b>194</b>	<b>350</b>	<b>3 308</b>	<b>4 108</b>	<b>11 691</b>	<b>15 799</b>

## 5. Tableau de variation de la trésorerie consolidée

(en millions d'euros)	Notes	2009	2008	2007
<b>I - OPERATIONS ET INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION</b>				
Résultat opérationnel		3 191	3 497	3 521
Dotations nettes aux amortissements et provisions, hors éléments fiscaux et financiers		833	718	677
Autres charges calculées, hors éléments financiers		(37)	(52)	(24)
Dividendes reçus		22	18	42
Autres retraitements		(44)	(60)	(58)
<b>Capacité d'autofinancement générée par l'activité</b>		<b>3 965</b>	<b>4 121</b>	<b>4 158</b>
Coût de la dette financière nette : intérêts payés		(330)	(321)	(313)
Impôts payés		(910)	(886)	(932)
<b>Capacité d'autofinancement après intérêts financiers et impôts</b>		<b>2 725</b>	<b>2 914</b>	<b>2 913</b>
Variation des stocks et en-cours		111	(835)	(650)
Variation des créances clients et comptes rattachés		216	(19)	(203)
Variation des fournisseurs et comptes rattachés		(374)	122	222
Variation des autres créances et dettes		191	(10)	81
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>144</b>	<b>(742)</b>	<b>(550)</b>
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>		<b>2 869</b>	<b>2 172</b>	<b>2 363</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(783)	(1 055)	(1 027)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		27	105	59
Dépôts de garantie versés et autres flux d'investissements opérationnels		(6)	(9)	(21)
<b>Investissements d'exploitation</b>		<b>(762)</b>	<b>(959)</b>	<b>(989)</b>
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations et investissements d'exploitation</b>		<b>2 107</b>	<b>1 213</b>	<b>1 374</b>
<b>II - INVESTISSEMENTS FINANCIERS</b>				
Acquisitions d'investissements financiers		(175)	(288)	(158)
Cessions d'investissements financiers		56	216	176
Incidences des acquisitions et cessions de titres consolidés	2.4	66	(797)	(299)
<b>Variation de la trésorerie issue des investissements financiers</b>		<b>(53)</b>	<b>(869)</b>	<b>(281)</b>
<b>III - OPERATIONS EN CAPITAL</b>				
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		42	11	1
Dividendes et acomptes versés par la société Financière Agache	14.3	(23)	(23)	(22)
Dividendes et acomptes versés aux minoritaires des filiales consolidées	16	(677)	(692)	(611)
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations en capital</b>		<b>(658)</b>	<b>(704)</b>	<b>(632)</b>
<b>IV - OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>				
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières		3 346	3 509	3 135
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(4 007)	(2 946)	(2 887)
Comptes courants financiers hors Groupe		367	(614)	(528)
Acquisitions et cessions de placements financiers		325	263	158
<b>Variation de la trésorerie issue des opérations de financement</b>		<b>31</b>	<b>212</b>	<b>(122)</b>
<b>V - INCIDENCE DES ECARTS DE CONVERSION</b>		<b>(114)</b>	<b>60</b>	<b>(45)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (I+II+III+IV+V)</b>		<b>1 313</b>	<b>(88)</b>	<b>294</b>
<b>TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE</b>	13	<b>1 247</b>	<b>1 335</b>	<b>1 041</b>
<b>TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE</b>	13	<b>2 560</b>	<b>1 247</b>	<b>1 335</b>
Opérations comprises dans le tableau ci-dessus, sans incidence sur la variation de la trésorerie : - investissements par location financement		<b>12</b>	<b>11</b>	<b>6</b>



## Annexe aux comptes consolidés

NOTE 1 -	Principes comptables .....	49
NOTE 2 -	Variations de périmètre .....	61
NOTE 3 -	Marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles.....	65
NOTE 4 -	Écarts d'acquisition.....	69
NOTE 5 -	Évaluation des actifs incorporels à durée de vie indéfinie.....	70
NOTE 6 -	Immobilisations corporelles .....	71
NOTE 7 -	Participations mises en équivalence .....	73
NOTE 8 -	Investissements financiers .....	74
NOTE 9 -	Stocks et en-cours.....	75
NOTE 10 -	Clients.....	76
NOTE 11 -	Autres actifs courants .....	77
NOTE 12 -	Placements financiers .....	77
NOTE 13 -	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	78
NOTE 14 -	Capitaux propres.....	79
NOTE 15 -	Charge de stock options de l'exercice .....	81
NOTE 16 -	Interets minoritaires.....	82
NOTE 17 -	Emprunts et dettes financières.....	83
NOTE 18 -	Provisions .....	86
NOTE 19 -	Autres passifs non courants .....	87
NOTE 20 -	Autres passifs courants .....	88
NOTE 21 -	Instruments financiers et gestion des risques de marché.....	88
NOTE 22 -	Information sectorielle.....	95
NOTE 23 -	Ventes et charges par nature.....	99
NOTE 24 -	Autres produits et charges opérationnels.....	100
NOTE 25 -	Résultat financier.....	101
NOTE 26 -	Impôts sur les résultats .....	102
NOTE 27 -	Résultats par action.....	105
NOTE 28 -	Engagements de retraites, frais médicaux et avantages assimilés .....	106
NOTE 29 -	Engagements hors bilan.....	109
NOTE 30 -	Parties liées.....	111
NOTE 31 -	Événements postérieurs à la clôture .....	112
	Liste des sociétés consolidées .....	113



## 6. Annexe aux comptes consolidés

### NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

#### 1.1 CADRE GÉNÉRAL ET ENVIRONNEMENT

---

Les comptes consolidés de l'exercice 2009 sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées par l'Union Européenne et applicables au 31 décembre 2009. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés. Les comptes consolidés de l'exercice ont été arrêtés le 16 mars 2010 par le Conseil d'Administration.

L'exercice 2009 a été affecté par les conséquences de la crise économique et financière qui a commencé en 2008. Les comptes consolidés de l'exercice 2009 ont été établis par référence à cet environnement, notamment pour la valorisation des investissements, placements et instruments financiers, l'appréciation de l'écoulement probable des stocks et la recouvrabilité des créances commerciales. Les actifs dont la valeur s'apprécie par référence à des perspectives à plus long terme, en particulier les actifs incorporels ou immobiliers, ont été évalués dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une reprise progressive de l'activité à partir de 2010 puis des taux de croissance modérés les années suivantes.

#### 1.2 Évolutions du référentiel comptable en 2009

- Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2009

Les normes, amendements et interprétations qui concernent le Groupe, appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, sont les suivants :

- IFRS 8 Secteurs d'activités publiés ;
- amendements d'IAS 1 sur la présentation des états financiers ;
- amendement d'IAS 38 Immobilisations incorporelles, relatif à la comptabilisation des frais de publicité et promotion ;
- amendements d'IAS 23 sur la capitalisation des coûts d'emprunt ;
- amendements d'IFRS 2 concernant les conditions d'acquisition des droits et le traitement de la caducité dans le cadre des plans d'options ;
- l'interprétation IFRIC 14 IAS 19 portant sur les exigences de financement minimal des régimes à prestations définies et leur interaction avec le plafonnement des actifs financiers ;
- amendements d'IFRS 7 sur la présentation des notes concernant les instruments financiers.

Ces textes n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe. IFRS 8 ne modifie pas la structure des données publiées, ni le montant des écarts d'acquisition alloués à chaque secteur d'activités. La norme IAS 23 amendée ne modifie pas le calcul du coût de revient des stocks des activités Vins et Spiritueux, les biens produits « en grande quantité de manière répétitive » n'entrant pas dans son champ d'application. Les effets de l'application de l'amendement d'IAS 38 sont décrits ci-dessous.



- Effets de l'amendement d'IAS 38 Immobilisations incorporelles

A compter de l'exercice 2009, les frais de publicité et promotion sont enregistrés lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens ou lors de la réalisation des prestations s'il s'agit de services. Jusqu'à cette date, ces frais étaient enregistrés en charges lorsqu'ils étaient encourus, en particulier le coût des campagnes média était étalé sur la durée des campagnes et le coût des échantillons et catalogues était comptabilisé lors de leur mise à disposition aux clients. L'effet du changement de méthode sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2007 est de 94 millions ; il s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Impact au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>
Immobilisations incorporelles	(13)
Ecart d'acquisition	6
Immobilisations corporelles	(7)
Impôts différés	40
Stocks et en-cours	(3)
Autres actifs courants	(117)
Capitaux propres consolidés	(94)
Dont : part du Groupe	(30)
Intérêts minoritaires	(64)

Les autres actifs courants correspondent aux charges constatées d'avance enregistrées au titre des échantillons et matériels publicitaires (activités Parfums et Cosmétiques principalement).

Les résultats des exercices 2007 et 2008 n'ont pas été retraités, l'effet de l'application de l'amendement d'IAS 38 par rapport à celui constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2007 étant considéré non significatif.

- Normes, amendements et interprétations dont l'application est optionnelle en 2009

Les normes, amendements et interprétations concernant le Groupe, applicables de manière obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, n'ont pas donné lieu à application anticipée en 2009 ; il s'agit de :

IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises ;

IAS 27 révisée sur les états financiers individuels et consolidés ;

amendement d'IAS 17 relatif aux locations de terrains.

L'application de ces textes en 2010 ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe. En particulier, IAS 27 et IFRS 3 révisées étant appliquées de manière prospective, les écarts d'acquisition comptabilisés au 31 décembre 2009 au titre des engagements d'achat d'intérêts minoritaires seront maintenus à l'actif du bilan. Voir Note 1.10.

### 1.3 Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les normes IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1<sup>er</sup> janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- regroupement d'entreprises : l'exemption d'application rétrospective n'a pas été retenue. Le Groupe Financière Agache a retraité rétrospectivement les acquisitions réalisées depuis 1988, date de première consolidation de LVMH. Les normes IAS 36 Dépréciations d'actifs et IAS 38 Immobilisations incorporelles ont été appliquées rétrospectivement depuis cette date ;
- valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles : l'option d'évaluation de ces actifs à leur juste valeur à la date de transition n'a pas été retenue, à l'exception de l'ensemble immobilier détenu par Christian Dior Couture, la Belle Jardinière et Le Bon Marché ;
- avantages sociaux : les écarts actuariels différés en normes françaises à la date de transition ont été comptabilisés ;
- conversion des comptes des filiales étrangères : les réserves de conversion relatives à la consolidation des filiales en devises étrangères ont été annulées au 1er janvier 2004 en contrepartie des « Autres réserves » ;
- paiement en actions : la norme IFRS 2 sur les paiements en actions est appliquée à tous les plans d'options d'achat et de souscription ouverts par les filiales à la date de transition, y compris ceux mis en place avant le 7 novembre 2002, date avant laquelle l'application est optionnelle.

### 1.4 Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, des engagements d'achat de titres de minoritaires, de la détermination du montant des provisions pour risques et charges ou des provisions pour dépréciation des stocks et, le cas échéant, des actifs d'impôts différés. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

### 1.5 Méthodes de consolidation

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, en droit ou en fait, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les filiales de distribution détenues en commun avec le groupe Diageo sont consolidées à hauteur de la part de leurs bilans et comptes de résultat correspondant aux seules activités du Groupe (voir Note 1.23).

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.



## 1.6 Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro ; les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros :

aux cours de clôture pour les postes du bilan ;

aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en «Écarts de conversion».

## 1.7 Opérations en devises et couvertures de change

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle aux cours des devises à la date des opérations.

Les créances et dettes exprimées en devises étrangères sont converties aux cours de ces devises à la date de clôture. Les pertes et gains de change latents résultant de cette conversion sont enregistrés :

- en coût des ventes pour les opérations à caractère commercial;
- en résultat financier pour les opérations de nature financière.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion d'opérations ou créances et dettes intra-Groupe en devises étrangères, ou de leur élimination, sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intra-Groupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital : ils sont dans ce cas inscrits en capitaux propres, en « Écarts de conversion ».

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture d'opérations commerciales en devises, ceux-ci sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture ; la variation de valeur de marché de ces instruments dérivés est enregistrée :

- en coût des ventes pour la part efficace de la couverture des créances et dettes inscrites au bilan à la date de clôture ;
- en capitaux propres, en « Écarts de réévaluation », pour la part efficace de la couverture de flux de trésorerie futurs, ce montant étant transféré en coût des ventes lors de la comptabilisation des créances et dettes objets de la couverture ;
- en résultat financier pour la part inefficace de la couverture ; les variations de valeur liées aux points de terme des contrats à terme ainsi que la valeur temps dans le cadre des contrats d'options sont systématiquement considérées comme part inefficace.

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture de situations nettes en devises de filiales consolidées, la variation de leur valeur de marché est inscrite en capitaux propres, en « Écarts de conversion », à hauteur de la part efficace, et en résultat financier pour la part inefficace.

En l'absence de relation de couverture, les variations de valeur de marché des instruments dérivés sont enregistrées en résultat financier.

## 1.8 Marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles

Seules les marques et enseignes acquises, individualisables et de notoriété reconnue sont inscrites à l'actif, à la valeur déterminée lors de leur acquisition.

Les frais engagés pour créer une marque nouvelle ou développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Les marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur leur durée de vie. Le classement d'une marque ou enseigne en actifs à durée de vie définie ou indéfinie résulte en particulier de l'application des critères suivants :

- positionnement global de la marque ou enseigne sur son marché en termes de volume d'activité, de présence internationale, de notoriété ;
- perspectives de rentabilité à long terme ;
- degré d'exposition aux aléas conjoncturels ;
- événement majeur intervenu dans le secteur d'activité susceptible de peser sur le futur de la marque ou enseigne ;
- ancienneté de la marque ou enseigne.

La durée d'amortissement des marques, fonction de l'estimation de leur pérennité, est comprise entre 15 et 40 ans.

La charge d'amortissement des marques et enseignes et, le cas échéant, le montant de leur dépréciation sont comptabilisés dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

Des tests de perte de valeur sont pratiqués pour les marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles suivant la méthodologie présentée en Note 1.12.

Les frais de recherche ne sont pas immobilisés. Les frais de développement d'un nouveau produit ne sont immobilisés que si la décision de lancement de ce produit est effectivement prise.

Les immobilisations incorporelles, autres que les marques et enseignes, sont amorties sur les durées suivantes :

droits au bail, pas de porte : selon les conditions de marché, le plus souvent 1 à 2 fois la durée du bail ;

frais de développement : maximum 3 ans ;

logiciels : 1 à 5 ans.

## 1.9 Écarts d'acquisition

Lors de la prise de contrôle d'une entreprise en droit ou en fait, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur ; la différence entre le coût de la prise de contrôle et la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels est inscrite en écart d'acquisition.

Le coût de la prise de contrôle est le prix payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, ou l'estimation de ce prix si l'opération se fait sans versement de trésorerie.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les textes en vigueur au 31 décembre 2009, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis postérieurement à la



prise de contrôle est enregistrée en écart d'acquisition. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, en application d'IAS 27 révisée, cette différence sera portée en déduction des capitaux propres.

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur annuel suivant la méthodologie présentée en Note 1.12. La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

### **1.10 Engagements d'achat de titres de minoritaires**

Les actionnaires minoritaires de certaines filiales consolidées par intégration globale bénéficient de promesses d'achat de leurs titres octroyées par le Groupe.

En absence de dispositions spécifiques des normes IFRS, le Groupe comptabilise ces engagements de la façon suivante :

- la valeur de l'engagement à la date de clôture figure en « Autres passifs non courants » ;
- les intérêts minoritaires correspondants sont reclassés dans le montant ci-dessus ;
- la différence entre le montant de l'engagement et les intérêts minoritaires reclassés est enregistrée en écart d'acquisition.

Ce mode de comptabilisation n'a pas d'effet sur la présentation des intérêts minoritaires au compte de résultat.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, en raison de la révision d'IAS 27, les variations de la différence entre le montant de l'engagement et celui des intérêts minoritaires seront enregistrées en déduction des capitaux propres. Cette disposition étant d'application prospective, les écarts d'acquisition au titre des engagements existants au 31 décembre 2009 seront maintenus à l'actif du bilan, la variation future du montant des engagements nets d'intérêts minoritaires restant enregistrée en écart d'acquisition.

### **1.11 Immobilisations corporelles**

La valeur brute des immobilisations corporelles, à l'exception des terres à vignes et des ensembles immobiliers détenus par Christian Dior Couture, la Belle Jardinière et Le Bon Marché, est constituée de leur coût d'acquisition. Les frais financiers supportés au cours de la période précédant la mise en exploitation ou durant la période de construction sont immobilisés le cas échéant.

Les terres à vignes sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture. Cette valeur résulte de données officielles publiées sur les transactions récentes dans la même région, ou d'expertises indépendantes. L'écart entre le coût d'acquisition historique et la valeur de marché est inscrit en capitaux propres, en « Écarts de réévaluation ». Si la valeur de marché devient inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée en résultat, du montant de la différence.

Les pieds de vignes, ou vignobles, pour les champagnes, cognac et autres vins produits par le Groupe, sont des actifs biologiques au sens d'IAS 41 Agriculture. Leur valeur de marché étant peu différente de leur valeur historique, aucune réévaluation de ces actifs n'est pratiquée.

Les immeubles locatifs ne sont pas réévalués à leur valeur de marché.

Les actifs financés par contrat de location financement sont immobilisés sur la base de la valeur actuelle des loyers futurs ou sur la base de leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée estimée de leur utilisation :

- constructions, immeubles de placement 20 à 50 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages 3 à 25 ans ;
- agencements de magasins 3 à 10 ans ;
- vignobles 18 à 25 ans.

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, diminué de la valeur résiduelle estimée.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges lors de la réalisation des opérations.

### 1.12 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les marques, enseignes et écarts d'acquisition. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence ; la dépréciation, imputée en priorité sur l'écart d'acquisition, est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels ».

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Les flux de trésorerie prévisionnels sont établis au niveau du Groupe par secteur d'activités, un secteur d'activités correspondant à une ou plusieurs marques ou enseignes et à une équipe de Direction spécifique. Au sein du secteur d'activités, il peut être déterminé des unités génératrices de trésorerie d'un niveau plus petit, tel un ensemble de magasins.

Les marques et écarts d'acquisition sont évalués à titre principal sur la base des flux de trésorerie prévisionnels actualisés ou selon la méthode des transactions comparables, méthode utilisant les multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes portant sur des marques similaires, ou sur les multiples boursiers applicables aux activités concernées. D'autres méthodes sont utilisées à titre complémentaire : la méthode des royalties, donnant à la marque une valeur équivalente à la capitalisation des royalties qu'il faudrait verser pour son utilisation ; la méthode du différentiel de marge, applicable lorsqu'il est possible de mesurer la différence de revenus générée par une marque, par référence à un produit sans marque ; enfin, la méthode du coût de reconstitution d'une marque équivalente, notamment en termes de frais de publicité.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la Direction des secteurs d'activités concernés. Les plans consistent en des projections à cinq ans (à l'exception de Christian Dior Couture dont les plans ont une durée de trois ans), cette durée pouvant être étendue lorsqu'il s'agit de marques en cours de repositionnement stratégique, ou dont le cycle de production est supérieur à cinq ans. En outre, s'y ajoute une valeur terminale correspondant à la capitalisation à l'infini des flux de trésorerie issus, le plus souvent, de la dernière année du plan. Lorsque plusieurs scénarios prévisionnels sont retenus, une probabilité de survenance est attribuée à chacun d'entre eux. Le taux d'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels intègre le taux de rendement attendu par un investisseur dans le domaine d'activité concerné et la prime de risque propre à cette activité.



### 1.13 Investissements et placements financiers

Les actifs financiers sont présentés en investissements financiers (actifs non courants) ou en placements financiers (actifs courants) selon leur nature et la durée estimée de leur détention.

Les investissements financiers comprennent principalement les prises de participation, stratégiques et non stratégiques.

Les placements financiers incluent les placements temporaires en actions, parts de Sicav, ou Fonds Commun de Placement (FCP) et assimilés, à l'exclusion des placements relevant de la gestion de trésorerie au jour le jour, comptabilisés en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » (Voir Note 1.16).

Investissements et placements financiers sont évalués au cours de clôture s'il s'agit d'actifs cotés et sur la base d'une estimation de leur valeur de réalisation à cette date s'il s'agit d'actifs non cotés.

Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « Écarts de réévaluation ».

En cas de perte de valeur jugée définitive, une dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier, la dépréciation n'étant reprise en résultat qu'au moment de la cession des investissements et placements financiers correspondants.

### 1.14 Stocks et en-cours

A l'exception des vins produits par le Groupe, les stocks sont comptabilisés à leur prix de revient, hors frais financiers. Le prix de revient est constitué du coût de production (produits finis), ou du prix d'achat majoré des frais accessoires (matières premières, marchandises) ; il ne peut excéder la valeur nette de réalisation.

Les stocks de vins produits par le Groupe, en particulier les vins de Champagne, sont évalués en valeur de marché de la vendange correspondante, comme si les raisins récoltés avaient été acquis auprès de tiers. Jusqu'à la date de vendange, l'évaluation des raisins se fait prorata temporis sur la base d'un rendement et d'une valeur de marché estimés.

Les mouvements de stocks sont valorisés selon les métiers au coût moyen pondéré ou selon la méthode premier entré – premier sorti (FIFO).

Compte tenu du processus de vieillissement nécessaire au champagne et au cognac, la durée de détention de ces stocks est le plus souvent supérieure à un an. Ces stocks restent classés en actifs courants selon l'usage de la profession.

Les dépréciations de stocks sont constatées principalement dans les activités autres que Vins et Spiritueux. Elles sont établies le plus souvent en raison de l'obsolescence des produits concernés (péremption proche, saison ou collection terminées...) ou sur la base de leur perspective d'écoulement.

### 1.15 Créances clients, autres créances et prêts

Les créances clients, autres créances et prêts sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

Lorsque l'échéance des créances et prêts est supérieure à un an, leur montant fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



## 1.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne «Trésorerie et équivalents de trésorerie» inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur présente un risque de variation négligeable.

Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché et au cours de change à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en résultat financier.

## 1.17 Provisions

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation, vis-à-vis d'un tiers, dont il résultera pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 1.18 Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission, qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

En cas de couverture du risque de variation de valeur de la dette financière du fait de l'évolution des taux d'intérêt, le montant couvert de la dette, ainsi que les instruments de couverture associés, figurent au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture ; les effets de cette réévaluation sont enregistrés dans le résultat financier de la période. La valeur de marché de la dette couverte est déterminée selon des méthodes similaires à celles décrites ci-après en Note 1.19.

En cas de couverture du risque d'évolution de la charge d'intérêt future, la dette financière dont les flux sont couverts reste comptabilisée au coût amorti, la variation de valeur de la part efficace de l'instrument de couverture étant enregistrée dans les capitaux propres en « Écarts de réévaluation ».

En l'absence de relation de couverture, ou pour la partie inefficace des couvertures, les variations de valeur des instruments dérivés sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'un instrument dérivé est incorporé à la dette financière, celle-ci est comptabilisée à la valeur de marché ; les variations de valeur de marché sont enregistrées en résultat financier.

La dette financière nette est constituée des dettes financières à plus et moins d'un an et de la valeur de marché à la date de clôture des instruments dérivés sur risque de taux d'intérêt, sous déduction de la valeur des placements, des autres actifs financiers courants ainsi que de la valeur de marché à la date de clôture des instruments dérivés sur risque de change associés à l'un de ces éléments et de la trésorerie et équivalents de trésorerie à cette date.

## 1.19 Instruments dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés dans le cadre de sa stratégie de couverture des risques de change et de taux d'intérêt.

La mise en oeuvre d'une comptabilité de couverture requiert, selon IAS 39, de démontrer et documenter l'efficacité de la relation de couverture lors de sa mise en place et pendant toute sa durée. L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125 %.



Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont enregistrées selon les modalités précisées en Note 1.7 pour les couvertures de risque de change et en Note 1.18 pour les couvertures de risque de taux d'intérêt.

La valeur de marché est établie par référence à des données de marché et selon des modèles d'évaluation communément utilisés ; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'établissements financiers tiers.

Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants.

## **1.20 Actions Financière Agache, Christian Dior et LVMH auto-détenues et assimilés**

### ***Actions auto-détenues Financière Agache***

Les actions Financière Agache détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi par catégorie d'affectation (voir Note 14.2) selon la méthode Premier Entré – Premier Sorti (FIFO). Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

### ***Actions auto-détenues et assimilés Christian Dior et LVMH***

Les achats/ventes par Christian Dior et LVMH de leurs propres titres, à l'origine des variations de pourcentages d'intérêt du Groupe Financière Agache dans Christian Dior et LVMH, sont traités dans les comptes consolidés du Groupe Financière Agache comme des acquisitions et des cessions d'intérêts minoritaires.

Par mesure de simplification, le mode de traitement de ces intérêts minoritaires a été modifié en 2007 et est appréhendé, depuis cette date, globalement sur la période.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, en raison de la révision d'IFRS 3, les variations de pourcentage du Groupe Financière Agache dans Christian Dior et LVMH seront enregistrées dans les capitaux propres. Cette disposition étant d'application prospective, les écarts d'acquisition enregistrés au 31 décembre 2009 seront maintenus à l'actif du bilan.

Les options d'achat d'actions LVMH détenues par le Groupe, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés.

## **1.21 Retraites, frais médicaux et autres engagements vis-à-vis du personnel**

Lorsque les indemnités de départ à la retraite, retraites, frais médicaux et autres engagements donnent lieu à cotisations versées par le Groupe à des organismes extérieurs qui assurent le paiement des allocations ou le remboursement des frais médicaux, ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant comptabilisé au bilan.

Lorsque les indemnités de départ à la retraite, retraites, frais médicaux et autres engagements sont à la charge du Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan, la variation de cet engagement étant comptabilisée dans le résultat opérationnel courant de l'exercice, y compris l'effet d'actualisation financière.

Lorsque cet engagement est couvert, partiellement ou en totalité, par des fonds versés par le Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan, de l'engagement actuariel.

L'engagement actuariel est calculé sur la base d'évaluations spécifiques au pays et à la société du Groupe concernée ; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de taux d'actualisation, de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis dès lors que ceux-ci excèdent en fin d'exercice 10 % du montant de l'engagement ou de la valeur de marché des placements venant en couverture. L'amortissement de ces écarts se fait à compter de l'exercice suivant leur constatation, sur la durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné.

## **1.22 Impôts courants et différés**

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture ; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrées en impôts différés actifs qui sont dépréciés le cas échéant, seuls les montants dont l'utilisation est probable étant maintenus à l'actif du bilan.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts dus au titre des réserves distribuables des filiales sont provisionnés à hauteur des distributions envisagées.

## **1.23 Comptabilisation des ventes**

### ***Définition des ventes***

Les ventes incluent principalement des ventes au détail dans le cadre des magasins du Groupe et des ventes de gros à des distributeurs et agents. Sont assimilées à des opérations au détail les ventes effectuées dans le cadre de magasins appartenant à des tiers si les risques et avantages liés à la propriété du stock sont conservés par le Groupe.

Les ventes au détail proviennent des activités Mode et Maroquinerie, de certaines marques des Parfums et Cosmétiques ou des Montres et Joaillerie ainsi que de la Distribution sélective. Ces ventes sont comptabilisées lors de l'achat par la clientèle.

Les ventes de gros proviennent des activités Vins et Spiritueux et de certaines marques des Parfums et Cosmétiques ou des Montres et Joaillerie. Ces ventes sont comptabilisées lors du transfert de propriété, c'est-à-dire le plus souvent lors de l'expédition.

Les frais d'expédition et de transport refacturés aux clients ne sont compris dans les ventes que lorsqu'ils sont inclus forfaitairement dans le prix des produits.

Les ventes sont présentées nettes de toutes formes de remises et ristournes. En particulier les sommes permettant le référencement des produits ou correspondant à des accords de participation publicitaire avec le distributeur viennent en déduction des ventes correspondantes.



### ***Provision pour retours de produits***

Les sociétés du groupe d'activités Parfums et Cosmétiques et dans une moindre mesure des activités Mode et Maroquinerie, ou Montres et Joaillerie, peuvent reprendre auprès de leurs clients et distributeurs les produits invendus ou périmés.

Lorsque cette pratique est établie, les ventes enregistrées sont diminuées d'un montant correspondant à une estimation de ces retours, en contrepartie de la réduction des créances clients et d'une inscription en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques historiques.

### ***Activités en partenariat avec Diageo***

Une partie significative des ventes des activités Vins et Spiritueux est réalisée dans le cadre d'accords de distribution avec Diageo, consistant le plus souvent en un partenariat dans des structures communes. Celles-ci assurent les livraisons et les ventes à la clientèle des marques des deux groupes, le partage du résultat et du bilan de ces entités entre LVMH et Diageo étant régi par les accords de distribution. Sur la base de ces accords, le Groupe consolide ces structures à hauteur de la quote-part des ventes et des charges concernant ses propres marques.

## **1.24 Frais de publicité et de promotion**

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espaces média, de la fabrication d'échantillons et de catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des marques et produits du Groupe.

Les frais de publicité et de promotion sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de la réalisation des prestations s'il s'agit de services.

## **1.25 Plans d'options et assimilés**

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions donnent lieu à enregistrement d'une charge constituée de l'estimation du gain pour les bénéficiaires de ces plans ; l'estimation du gain est calculée le jour du Conseil d'Administration ayant attribué les options, selon la méthode Black & Scholes.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, l'estimation du gain est calculée sur la base du cours de clôture de l'action la veille du Conseil d'Administration ayant mis en place le plan et des dividendes anticipés sur la période d'acquisition des droits.

Pour les plans de rémunérations liés au cours de l'action LVMH et dénoués en numéraire, l'estimation du gain sur la période d'acquisition des droits est établie, selon le type de plan, comme décrit ci-dessus.

Pour l'ensemble des plans, la charge est répartie linéairement sur la période d'acquisition des droits :

en contrepartie des réserves pour les plans d'options ou d'attribution ;

en contrepartie des provisions pour les plans de rémunérations dénoués en numéraire.

Au-delà de la période d'acquisition des droits, seuls les plans de rémunérations dénoués en numéraire ont un effet sur le compte de résultat, du montant de la variation du cours de l'action LVMH.

## **1.26 Soldes intermédiaires du compte de résultat**

L'activité principale du Groupe est la gestion et le développement de ses marques et enseignes. Le résultat opérationnel courant provient de ces activités, qu'il s'agisse d'opérations récurrentes ou non récurrentes, principales ou accessoires.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments constitutifs du résultat qui, en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence, ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités et du résultat opérationnel courant du Groupe. Il s'agit en particulier des effets des variations de périmètre et des dépréciations des marques et écarts d'acquisition. Il s'agit également, s'ils sont significatifs, des plus ou moins values de cession d'actifs immobilisés, des frais de restructuration, des frais liés à des litiges, ou de tout autre produit ou charge non courants susceptibles d'affecter la comparabilité du résultat opérationnel courant d'une période à l'autre.

### **1.27 Résultat par action**

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi, le cas échéant, sur la base du nombre moyen pondéré d'actions avant dilution. Les instruments dilutifs émis par les filiales sont également pris en compte dans la détermination du résultat net – part du Groupe.

## **NOTE 2 - VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE**

---

### **2.1 Exercice 2009**

Aucune variation de périmètre significative n'est à constater au titre de l'exercice 2009.

### **2.2 Exercice 2008**

#### *Vins et Spiritueux*

Le Groupe a acquis en février 2008, pour 27 millions d'euros, la totalité du capital de la société viticole espagnole Bodega Numanthia Termes, producteur de vins de l'appellation Toro ; cette participation a été consolidée à partir de mars 2008.

En décembre 2008, le Groupe a acquis la totalité du capital de la société champenoise Montaudon, propriétaire de la marque du même nom, pour 30 millions d'euros dont un complément de prix contractuel évalué à 4 millions d'euros. Cette participation a été consolidée au 1<sup>er</sup> janvier 2009.



### Montres et Joaillerie

En avril 2008, le Groupe a acquis la totalité du capital de la société horlogère suisse Hublot pour 306 millions d'euros (486 millions de francs suisses), y compris des frais d'acquisition de 2 millions d'euros. Hublot a été consolidé par intégration globale à partir de mai 2008. Le tableau suivant résume les modalités définitives d'affectation du prix payé, sur la base du bilan du groupe Hublot à la date du 1<sup>er</sup> mai 2008 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Allocation du prix	Valeur comptable
Marque	219	-
Immobilisations corporelles	7	7
Autres actifs non courants	1	2
Stocks	39	43
Besoin en fonds de roulement, hors stocks	(3)	(5)
Dette financière nette	(3)	(3)
Impôts différés	(54)	(6)
Provisions	(22)	-
Actif net acquis	184	38
Ecart d'acquisition	122	
<b>Montant total de l'acquisition</b>	<b>306</b>	

L'écart d'acquisition représente principalement le savoir-faire de la société dans les domaines de la conception et de la fabrication d'instruments horlogers, et les synergies qui résultent de l'intégration de la marque dans le réseau de distribution du groupe d'activités Montres et Joaillerie.

### Autres activités

La participation dans le groupe de presse Les Echos, acquise en décembre 2007 et comptabilisée en Investissements financiers au 31 décembre 2007 a été consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le prix payé en 2007 pour la totalité du capital est de 244 millions d'euros, dont des frais d'acquisition de 4 millions d'euros, non compris la reprise par le Groupe de la dette financière de Pearson vis-à-vis du groupe Les Echos de 107 millions d'euros.

Le tableau suivant résume les modalités d'affectation du prix payé, sur la base du bilan du groupe Les Echos à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Allocation du prix	Valeur comptable
Marques et autres immobilisations incorporelles	147	5
Immobilisations corporelles	4	4
Autres actifs non courants	2	2
Besoin en fonds de roulement	(29)	(26)
Créance vis-à-vis de Pearson, reprise par le Groupe	107	107
Trésorerie	21	21
Impôts différés	(48)	(1)
Provisions	(14)	(8)
Actif net acquis	190	104
Ecart d'acquisition	161	
<b>MONTANT TOTAL DE L'ACQUISITION</b>	<b>351</b>	

Les marques et autres immobilisations incorporelles incluent principalement le titre de presse *Les Echos*, ainsi que les bases d'abonnés. Ces immobilisations sont amorties sur une durée n'excédant pas

quinze ans. L'écart d'acquisition reflète notamment le capital humain constitué des équipes rédactionnelles du groupe Les Echos, qui ne peut être reconnu au bilan de façon distincte.

L'activité du quotidien La Tribune, cédée en février 2008, a été déconsolidée à compter de cette date.

En octobre 2008, le Groupe a acquis une participation de 90 % dans Royal Van Lent, société néerlandaise spécialisée dans la conception et la production de yachts commercialisés sous la marque Royal Van Lent - Feadship, le solde de 10 % du capital faisant l'objet d'un engagement d'achat. Royal Van Lent a été consolidée par intégration globale à compter d'octobre 2008. Sont présentées ci-dessous les modalités définitives d'affectation du prix payé, de 362 millions d'euros, dont des frais d'acquisition de 3 millions d'euros, sur la base du bilan de Royal Van Lent au 1<sup>er</sup> octobre 2008 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Allocation du prix</b>	<b>Valeur comptable</b>
Marques et autres immobilisations incorporelles	92	-
Actifs non courants	5	5
Stocks et en-cours	47	47
Autres actifs courants	18	18
Passifs non courants	(11)	(9)
Passifs courants	(15)	(16)
Impôts différés	(23)	-
Intérêts minoritaires	(14)	(14)
Actif net acquis	99	31
Ecart d'acquisition	263	
<b>MONTANT TOTAL DE L'ACQUISITION</b>	<b>362</b>	

L'écart d'acquisition est représentatif du savoir-faire de la société dans les domaines du dessin et de la construction de yachts de prestige, ainsi que des relations clients nouées au fil du temps.

## **2.3 Exercice 2007**

### ***Vins et Spiritueux***

En mai 2007, le Groupe a acquis pour 25 millions d'euros 55 % du capital de Wen Jun Spirits et Wen Jun Spirits Sales, qui produisent et distribuent des alcools blancs en Chine. Le groupe Wen Jun a été consolidé par intégration globale à compter du second semestre.

En mai 2007, le Groupe a porté sa participation dans Newton Vineyards de 80 % à 90 % pour un montant de 5 millions de dollars US.

### ***Mode et Maroquinerie***

En mai 2007, le Groupe a porté sa participation dans Fendi de 94 % à 100 %, pour un montant de 66 millions d'euros.

### ***Montres et Joaillerie***

Omas a été cédé en octobre 2007.



### *Distribution sélective*

En septembre 2007, le Groupe a acquis au Vietnam, en partenariat, une licence de distribution aux opérateurs locaux de duty free ; le prix de cette acquisition, 52 millions de dollars US, représente la valeur des droits de distribution et des stocks.

## **2.4 Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Montant payé pour l'acquisition de titres consolidés	(94)	(907)	(415)
Disponibilités / (découverts bancaires) des sociétés acquises	1	153	16
Montant reçu pour la cession de titres consolidés	159	-	117
(Disponibilités) / découverts bancaires des sociétés cédées	-	(43)	(17)
<b>Incidences des variations de périmètre sur la trésorerie</b>	<b>66</b>	<b>(797)</b>	<b>(299)</b>

**En 2009, l'incidence des entrées de périmètre sur la trésorerie du Groupe comprend notamment :**

- pour 33 millions d'euros, le montant net lié à la cession interne de la Société Civile Cheval Blanc et La Tour du Pin, différence entre le montant versé par LVMH (241 millions d'euros) et le produit reçu par une filiale de Financière Agache (208 millions d'euros) ;
- pour 24 millions d'euros, l'acquisition d'intérêts minoritaires dans certaines filiales de Sephora Europe.

Les montants liés aux cessions de titres consolidés représentent pour l'essentiel les effets des cessions de plusieurs sociétés immobilières situées en Asie (137 millions d'euros) à une société ad hoc détenue par le Groupe et gérée par une filiale de Groupe Arnault.

**En 2008, l'incidence des entrées de périmètre sur la trésorerie du Groupe comprenait notamment :**

- pour 303 millions d'euros, l'acquisition du groupe Hublot ;
- pour 236 millions d'euros, l'acquisition de la société Royal Van Lent ;
- pour 29 millions d'euros, l'acquisition de Montaudon ;
- pour 27 millions d'euros, l'acquisition de la Bodega Numanthia Termes ;
- pour 21 millions d'euros les disponibilités du groupe Les Echos ;

Les montants liés aux cessions de titres consolidés représentent pour l'essentiel les effets de la sortie de La Tribune.

**En 2007, l'incidence des entrées de périmètre sur la trésorerie du Groupe incluait :**

- pour 240 millions d'euros l'acquisition du groupe Les Echos, non consolidé à cette date ;
- pour 66 millions d'euros l'acquisition des intérêts minoritaires dans Fendi ;
- pour 20 millions d'euros le montant payé sur l'exercice pour l'acquisition au Vietnam d'une licence de distribution aux opérateurs locaux de duty-free ;
- enfin pour 8 millions d'euros l'acquisition de 55 % du groupe Wen Jun.



## 2.5 Incidence des acquisitions sur le résultat de l'exercice

Les acquisitions de 2009 et de 2007 n'ont pas eu d'effet significatif sur le résultat de l'exercice.

Concernant 2008, si les acquisitions de l'exercice avaient été effectuées au 1<sup>er</sup> janvier, les incidences sur le compte de résultat consolidé auraient été les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2008</b> Compte de résultat consolidé publié	Ajustements pro forma	<b>2008</b> Compte de résultat pro forma
Ventes	17 943	100	18 043
Résultat opérationnel courant	3 619	9	3 628
Résultat net - part du groupe	423	3	426

## NOTE 3 - MARQUES, ENSEIGNES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>			<b>2008<sup>(1)</sup></b>	<b>2007<sup>(1)</sup></b>
	<b>Brut</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>	<b>Net</b>
Marques	9 041	(280)	8 761	8 702	8 314
Enseignes	3 119	(1 266)	1 853	1 909	1 819
Licences de distribution	40	(25)	15	15	15
Droits au bail	338	(221)	117	121	123
Logiciels	406	(295)	111	110	85
Autres	259	(137)	122	124	80
<b>TOTAL</b>	<b>13 203</b>	<b>(2 224)</b>	<b>10 979</b>	<b>10 981</b>	<b>10 436</b>
dont : immobilisations en location financement	14	(14)	-	-	-

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.



### 3.1 Variations de l'exercice

La variation du solde net des marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles au cours de l'exercice 2009 est constituée des éléments suivants :

<b>Valeur brute</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Marques</b>	<b>Enseignes</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b> <sup>(1)</sup>	<b>8 961</b>	<b>3 218</b>	<b>982</b>	<b>13 161</b>
Acquisitions	-	-	83	<b>83</b>
Cessions, mises hors service	-	-	(25)	<b>(25)</b>
Effets des variations de périmètre	94	-	(4)	<b>90</b>
Effets des variations de change	(2)	(99)	(5)	<b>(106)</b>
Autres mouvements	(12)	-	12	-
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>9 041</b>	<b>3 119</b>	<b>1 043</b>	<b>13 203</b>

  

<b>Amortissements et dépréciations</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Marques</b>	<b>Enseignes</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2008</b> <sup>(1)</sup>	<b>(259)</b>	<b>(1 309)</b>	<b>(612)</b>	<b>(2 180)</b>
Amortissements	(22)	-	(101)	<b>(123)</b>
Dépréciations	-	-	-	-
Cessions, mises hors service	-	-	24	<b>24</b>
Effets des variations de périmètre	-	-	6	<b>6</b>
Effets des variations de change	1	43	5	<b>49</b>
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>(280)</b>	<b>(1 266)</b>	<b>(678)</b>	<b>(2 224)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>8 761</b>	<b>1 853</b>	<b>365</b>	<b>10 979</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Les effets des variations de périmètre proviennent principalement de la valorisation de la marque Royal Van Lent – Feadship à hauteur de 92 millions d'euros.

Les effets des variations de change proviennent principalement des valeurs incorporelles comptabilisées en dollar US, en raison de l'évolution de la parité de celui-ci vis-à-vis de l'euro au cours de l'exercice. Il s'agit notamment de l'enseigne DFS et de la marque Donna Karan.

La valeur brute des marques donnant lieu à amortissement est de 401 millions d'euros au 31 décembre 2009.

### 3.2 Variations des exercices antérieurs

Valeur nette (en millions d'euros)	Marques	Enseignes	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Au 31 décembre 2006<sup>(1)</sup></b>	<b>8 215</b>	<b>2 003</b>	<b>448</b>	<b>10 666</b>
Acquisitions	60	-	109	169
Cessions, mises hors service	-	-	(6)	(6)
Effets des variations de périmètre	(18)	-	15	(3)
Amortissements	(6)	-	(85)	(91)
Dépréciations	(10)	-	(1)	(11)
Effets des variations de change	(103)	(184)	(14)	(301)
Autres	176	-	(163)	13
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>8 314</b>	<b>1 819</b>	<b>303</b>	<b>10 436</b>
Acquisitions	-	-	119	119
Cessions, mises hors service	(3)	-	(3)	(6)
Effets des variations de périmètre	338	-	35	373
Amortissements	(11)	-	(102)	(113)
Dépréciations	-	-	-	-
Effets des variations de change	64	90	9	163
Autres	-	-	9	9
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>8 702</b>	<b>1 909</b>	<b>370</b>	<b>10 981</b>

(1) Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2008 provenaient principalement de l'acquisition de Hublot pour 219 millions d'euros et de l'acquisition du groupe Les Echos pour 147 millions d'euros. Voir également Note 2.

En juin 2007, le Groupe a acquis la propriété de la marque Belvedere aux États-Unis pour 83 millions de dollars US ; jusqu'à cette date, le Groupe était propriétaire de la marque dans le reste du monde mais la détenait en licence aux États-Unis. Les droits attachés à la licence, soit 244 millions de dollars US, qui étaient comptabilisés en « Autres immobilisations incorporelles », ont été reclassés en « Marques ».



### 3.3 Marques et enseignes

La répartition des marques et enseignes par groupe d'activités est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008	2007
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Christian Dior Couture	12	-	12	25	25
Vins et Spiritueux	2 775	(21)	2 754	2 755	2 813
Mode et Maroquinerie	3 574	(217)	3 357	3 369	3 358
Parfums et Cosmétiques	1 282	(20)	1 262	1 264	1 263
Montres et Joaillerie	1 173	(6)	1 167	1 166	835
Distribution sélective	3 072	(1 219)	1 853	1 909	1 820
Autres activités	272	(63)	209	123	19
<b>MARQUES ET ENSEIGNES</b>	<b>12 160</b>	<b>(1 546)</b>	<b>10 614</b>	<b>10 611</b>	<b>10 133</b>

Les marques et enseignes comptabilisées sont celles acquises par le Groupe. Elles comprennent principalement au 31 décembre 2009 :

- Vins et Spiritueux : Hennessy, Moët & Chandon, Veuve Clicquot, Krug, Château d'Yquem, Belvedere, Glenmorangie, Newton Vineyards et Numanthia Termes ;
- Mode et Maroquinerie : Louis Vuitton, Fendi, Donna Karan New York, Céline, Loewe, Givenchy, Kenzo, Thomas Pink, Berluti, et Pucci ;
- Parfums et Cosmétiques : Parfums Christian Dior, Guerlain, Parfums Givenchy, Make Up for Ever, Benefit Cosmetics, Fresh et Acqua di Parma ;
- Montres et Joaillerie : TAG Heuer, Zenith, Hublot, Chaumet et Fred ;
- Distribution sélective : DFS Galleria, Sephora, Le Bon Marché ;
- Autres activités : les titres de presse du groupe Les Echos-Investir et la marque Royal Van Lent-Feadship.

Ces marques et enseignes figurent au bilan à la valeur déterminée lors de leur acquisition par le Groupe, qui peut être très inférieure à leur valeur d'utilité ou de cession à la date d'établissement des comptes ; c'est notamment le cas, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, des marques Louis Vuitton, Christian Dior Couture, Veuve Clicquot et Parfums Christian Dior, ou de l'enseigne Sephora.

Ne figurent pas à l'actif du bilan les marques qui ont été développées par le Groupe, notamment Dom Pérignon ainsi que l'enseigne de joaillerie De Beers développée en joint-venture avec le groupe De Beers.

Voir également Note 5 pour l'évaluation des marques, enseignes et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie.

## NOTE 4 - ÉCARTS D'ACQUISITION

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Écarts d'acquisition sur titres consolidés	5 229	(1 039)	4 190	4 259	3 600
Écarts d'acquisition sur engagements d'achat de titres de minoritaires	942	(3)	939	1 087	2 082
<b>TOTAL</b>	<b>6 171</b>	<b>(1 042)</b>	<b>5 129</b>	<b>5 346</b>	<b>5 682</b>

(1) Voir note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Voir également Note 19 pour les écarts d'acquisition sur engagements d'achat de titres de minoritaires.

Les variations sur les exercices présentés du solde net des écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	6 400	(1 054)	5 346	5 682	5 432
Effets des variations de périmètre	(93)	27	(66)	680	38
Variation des engagements d'achat de titres de minoritaires	(95)	-	(95)	(1 059)	272
Variation des dépréciations	-	(35)	(35)	(11)	-
Effets des variations de change	(41)	20	(21)	54	(60)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>6 171</b>	<b>(1 042)</b>	<b>5 129</b>	<b>5 346</b>	<b>5 682</b>

(1) Voir note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2009 résultent de l'allocation du prix d'acquisition de Royal Van Lent à la marque soit un impact négatif de 67 millions d'euros et de la finalisation de l'allocation des prix d'acquisition de Montaudon et Hublot pour 26 millions d'euros.

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2008 provenaient principalement de l'impact de la consolidation du groupe Les Echos pour 161 millions d'euros, de l'acquisition de la société Royal Van Lent pour 331 millions d'euros, et de la société Hublot pour 109 millions d'euros. Voir également Note 2.

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2007 concernaient pour 39 millions d'euros l'augmentation de la participation du Groupe dans Fendi et pour 14 millions d'euros l'impact de la consolidation de Wen Jun.



## NOTE 5 - ÉVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE INDEFINIE

Les marques, enseignes et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie ainsi que les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test annuel de perte de valeur. Aucune dépréciation significative n'a été enregistrée à ce titre au cours de l'exercice 2009. Comme décrit en Note 1.12, l'évaluation de ces actifs est effectuée le plus souvent à partir des flux de trésorerie prévisionnels actualisés attendus de ces actifs, déterminés dans le cadre de plans pluri-annuels établis au cours de chaque exercice.

Les principaux paramètres retenus au cours des périodes présentées pour l'établissement de ces flux prévisionnels sont les suivants :

Groupe d'activités	2009		2008		2007	
	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance au-delà de la durée des plans	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance au-delà de la durée des plans	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance au-delà de la durée des plans
Christian Dior Couture	8,2%	2%	10,6%	2%	8%	2%
Vins et Spiritueux	7,5 à 11,6%	2%	7,3 à 11,4%	2%	7,3 à 10,2%	2%
Mode et Maroquinerie	8,7 à 12,8%	2%	8,9 à 13%	2%	8,9 à 13%	2%
Parfums et Cosmétiques	8%	2%	9,1 à 11,5%	2%	9,1 à 11,5%	2%
Montres et Joaillerie	9,5 à 10,8%	2%	11 à 12,3%	2%	11 à 12,3%	2%
Distribution sélective	7,5 à 8,6%	2%	8 à 9,1%	2%	8 à 9,1%	2%
Autres	7,5%	2%	6,7 à 8%	2%	N/A	2%

La durée des plans est de 5 ans, à l'exception de Christian Dior Couture dont la durée de plan est sur 3 ans, mais peut être étendue jusqu'à 10 ans pour les marques dont le cycle de production s'étend sur une période supérieure à 5 ans, ou celles qui sont en cours de repositionnement stratégique.

Voir également Note 1.1 concernant la prise en compte de la crise économique dans les hypothèses de valorisation des actifs incorporels.

La variation des taux d'actualisation au 31 décembre 2009 par rapport à ceux retenus au 31 décembre 2008 provient principalement de la baisse des taux d'intérêt. Les taux de croissance retenus pour la période au-delà de la durée des plans sont ceux habituellement retenus par le marché pour les activités concernées.

Au 31 décembre 2009, sept secteurs d'activités (voir Note 1.12) présentent une valeur comptable proche de leur valeur d'utilité. Pour ceux-ci, les montants de dépréciation qui résulteraient d'une variation de 0,5 points du taux d'actualisation après impôt ou du taux de croissance au-delà de la durée des plans par rapport à ceux retenus au 31 décembre 2009 sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie au 31/12/2009	Sensibilité	
		Taux d'actualisation après impôt + 0,5 %	Taux de croissance - 0,5 %
Vins et Spiritueux	491	(53)	(36)
Mode et Maroquinerie	30	(2)	(2)
Distribution sélective	176	(16)	(12)
Autres groupes d'activité	140	(19)	(16)
<b>TOTAL</b>	<b>837</b>	<b>(90)</b>	<b>(66)</b>

Une variation de 0,5 points du taux d'actualisation après impôt ou du taux de croissance au-delà de la durée des plans par rapport aux valeurs retenues au 31 décembre 2009 pour les autres secteurs d'activités du Groupe n'entraînerait aucun risque de dépréciation.

## NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	2009		2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Terrains	940	-	940	898
Terres à vignes et vignobles	1 654	(84)	1 570	1 426
Constructions	1 768	(798)	970	949
Immeubles locatifs	345	(57)	288	288
Installations techniques, matériels et outillages	4 472	(2 815)	1 657	1 433
Autres immobilisations corporelles et en-cours	1 493	(569)	924	673
<b>TOTAL</b>	<b>10 672</b>	<b>(4 323)</b>	<b>6 349</b>	<b>5 667</b>
dont : immobilisations en location financement	262	(122)	140	150
coût historique des terres à vignes et vignobles	574	(84)	490	464

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

### 6.1 VARIATIONS DE L'EXERCICE

La variation des immobilisations corporelles au cours de l'exercice s'analyse de la façon suivante :

<i>Valeur brute</i> <i>(en millions d'euros)</i>	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles et en-cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2008 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 690</b>	<b>2 653</b>	<b>347</b>	<b>4 182</b>	<b>1 411</b>	<b>10 283</b>
Acquisitions	4	51	3	322	346	726
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	(53)	-	-	-	-	(53)
Cessions, mises hors service	(3)	(21)	-	(146)	(47)	(217)
Effets des variations de périmètre	2	14	-	(6)	(6)	4
Effets des variations de change	4	(27)	(3)	(25)	(11)	(62)
Autres mouvements, y compris transferts	10	38	(2)	145	(200)	(9)
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>1 654</b>	<b>2 708</b>	<b>345</b>	<b>4 472</b>	<b>1 493</b>	<b>10 672</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

<i>Amortissements et dépréciations</i> <i>(en millions d'euros)</i>	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles et en-cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2008 <sup>(1)</sup></b>	<b>(77)</b>	<b>(740)</b>	<b>(53)</b>	<b>(2 541)</b>	<b>(525)</b>	<b>(3 936)</b>
Amortissements	(6)	(69)	(4)	(437)	(97)	(613)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Cessions, mises hors service	2	18	-	138	37	195
Effets des variations de périmètre	-	-	-	6	3	9
Effets des variations de change	(1)	3	-	14	6	22
Autres mouvements, y compris transferts	(2)	(10)	-	5	7	-
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>(84)</b>	<b>(798)</b>	<b>(57)</b>	<b>(2 815)</b>	<b>(569)</b>	<b>(4 323)</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2009</b>	<b>1 570</b>	<b>1 910</b>	<b>288</b>	<b>1 657</b>	<b>924</b>	<b>6 349</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.



Les acquisitions d'immobilisations corporelles reflètent les investissements de Louis Vuitton, Christian Dior Couture, Sephora et DFS dans leurs réseaux de distribution, ceux de Parfums Christian Dior dans de nouveaux comptoirs et dans son outil de production, ainsi que ceux de Hennessy et Veuve Clicquot dans leurs outils de production.

## 6.2 VARIATIONS DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Valeur nette (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles et en-cours	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2006 <sup>(1)</sup></b>	<b>1 401</b>	<b>1 860</b>	<b>299</b>	<b>1 370</b>	<b>554</b>	<b>5 484</b>
Acquisitions	15	98	1	343	413	870
Cessions, mises hors service	(8)	(4)	1	(40)	-	(51)
Amortissements	(5)	(66)	(5)	(350)	(80)	(506)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	81	-	-	-	-	81
Effets des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Effets des variations de change	(6)	(62)	(8)	(48)	(31)	(155)
Autres, y compris transferts	(52)	21	-	158	(183)	(56)
<b>Au 31 décembre 2007</b>	<b>1 426</b>	<b>1 847</b>	<b>288</b>	<b>1 433</b>	<b>673</b>	<b>5 667</b>
Acquisitions	24	50	-	429	487	990
Cessions, mises hors service	(3)	(32)	(1)	(17)	(16)	(69)
Amortissements	(6)	(58)	(5)	(393)	(88)	(550)
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	173	-	-	-	-	173
Effets des variations de périmètre	1	13	-	7	1	22
Effets des variations de change	(6)	82	7	31	14	128
Autres, y compris transferts	4	11	5	151	(185)	(14)
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>1 613</b>	<b>1 913</b>	<b>294</b>	<b>1 641</b>	<b>886</b>	<b>6 347</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles des exercices 2008 et 2007 reflétaient les investissements de Louis Vuitton, Sephora et DFS dans leurs réseaux de distribution ainsi que ceux de Hennessy et Moët & Chandon dans leurs outils de production.



## NOTE 7 - PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008	2007
	Valeur Brute	Dépréciations	Valeur Nette	Valeur Nette	Valeur Nette
<b>Part dans l'actif net des participations mises en équivalence au 1er janvier</b>	<b>435</b>	-	<b>435</b>	<b>330</b>	<b>253</b>
Part dans le résultat de la période	3	-	3	(33)	15
Dividendes versés	(9)	-	(9)	(7)	(7)
Effets des variations de périmètre	(63)	-	(63)	171	79
Effets des variations de change	(5)	-	(5)	9	(2)
Effets des écarts de réévaluation	142	-	142	(35)	(8)
<b>Part dans l'actif net des participations mises en équivalence au 31 décembre</b>	<b>503</b>	-	<b>503</b>	<b>435</b>	<b>330</b>

Au 31 décembre 2009, les titres mis en équivalence comprennent principalement :

- une participation de 40% dans Le Peigné SA, dont le siège social est basé à Bruxelles, Belgique. En juillet 2008, la société Le Peigné SA a acquis une participation de 37% dans la société PAPREC SAS. Les principaux agrégats des comptes statutaires sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Actif immobilisé	805	795	723
Total Bilan	1 598	1 643	1 128
Capitaux propres	(89)	(100)	(2)
Dettes nettes bancaires	583	378	653
Chiffre d'affaires	-	-	-
Résultat net	11	(98)	-

- une participation de 50% dans le groupe Go Invest SA (actionnaire majoritaire de Go Voyages), dont le siège social est basé à Bruxelles, Belgique. Les principaux agrégats des comptes en normes IFRS sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Actifs non courants	315	316	292
Total Bilan	475	445	395
Capitaux propres	59	60	63
Dettes financières	207	200	197
Ventes	128	125	95
Résultat net	(2)	(4)	2

- une participation de 40 % dans Mongoual SA, société immobilière propriétaire d'un immeuble à Paris (France), siège social de la société LVMH Moët Hennessy-Louis Vuitton SA ; les loyers facturés au Groupe par Mongoual sont de 16 millions d'euros en 2009 (15 millions d'euros en 2008 et 2007) ;
- une participation de 45% dans le groupe détenant les magasins Ile de Beauté, l'une des principales enseignes de distribution de Parfums et Cosmétiques en Russie, acquise en octobre 2008 ; les ventes du groupe d'activités Parfums et Cosmétiques à Ile de Beauté s'élèvent à 22 millions d'euros en 2009 (11 millions d'euros d'octobre à décembre 2008) ;



- une participation de 49% dans Edun, société associant mode, commerce équitable et développement durable acquise durant le premier semestre 2009.

La participation de 23,1 % dans le distributeur français de jeux vidéo Micromania a été cédée en 2008.

## NOTE 8 - INVESTISSEMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008	2007
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
<b>TOTAL</b>	1 270	(479)	791	573	1 001

Les investissements financiers ont évolué de la façon suivante au cours des exercices présentés :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>573</b>	<b>1 001</b>	<b>698</b>
Acquisitions	171	110	487
Cessions à valeur de vente	(45)	(141)	(181)
Variations de valeur de marché	97	(5)	9
Reclassements en titres consolidés, voir Note 2	(30)	(352)	(1)
Reclassements de placements financiers	59	-	-
Variation du montant des dépréciations	(24)	(44)	4
Effets des variations de périmètre	(2)	-	(1)
Effets des variations de change	(8)	4	(14)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>791</b>	<b>573</b>	<b>1 001</b>

Ont été reclassés en investissements financiers les placements financiers dont l'évolution de la liquidité, du fait de l'environnement économique, conduit à ne plus considérer ces actifs comme rapidement réalisables.

Les acquisitions 2008 incluaient la société Montaudon à hauteur de 29 millions d'euros ; cette acquisition a été consolidée sur l'exercice 2009. Voir Note 2 Variations de périmètre.

Les acquisitions de l'exercice 2007 étaient constituées principalement du groupe Les Échos à hauteur de 350 millions d'euros ; cette acquisition a été consolidée sur l'exercice 2008.

Les cessions de l'exercice 2008 incluent en particulier la quote-part du Groupe dans les opérations effectuées par le fonds L Capital, notamment la cession de la participation dans le distributeur français de jeux vidéo Micromania.

Les résultats de cession sont analysés en Note 25 Résultat financier.

Les dépréciations sont établies par référence aux principes comptables décrits en note 1.13.



Au 31 décembre 2009, les investissements financiers détenus par le Groupe sont notamment les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Pourcentage d'intérêt	Valeur nette des titres	Ecarts de réévaluation	Dividendes encaissés	Capitaux propres <sup>(3)</sup>	Résultat net <sup>(3)</sup>
Sociedad Textil Lonia (Espagne) <sup>(2)</sup>	25,0%	22	13	1	85 <sup>(4)</sup>	9 <sup>(4)</sup>
Tod's Spa (Italie) <sup>(1)</sup>	3,5%	55	8	1	606 <sup>(4)</sup>	83 <sup>(4)</sup>
Hengdeli Holdings Ltd (Chine) <sup>(1)</sup>	6,8%	73	55	1	209 <sup>(4)</sup>	43 <sup>(4)</sup>
L Capital 2 FCPR (France) <sup>(2)</sup>	18,5%	66	5	-	231 <sup>(5)</sup>	(7) <sup>(5)</sup>
L Real Estate (Luxembourg) <sup>(2)</sup>	100,0%	131	(12)	-	133	(4)
Autres participations		444	23	9		
<b>TOTAL</b>		<b>791</b>	<b>92</b>	<b>12</b>		

(1) Évaluation au cours de bourse de clôture au 31 décembre 2009.

(2) Évaluation en valeur de réalisation estimée.

(3) Les données comptables fournies sont antérieures au 31 décembre 2009, les chiffres à fin 2009 étant indisponibles à la date d'établissement des états financiers.

(4) Données consolidées.

(5) Données sociales.

## NOTE 9 - STOCKS ET EN-COURS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
Vins et eaux-de-vie en cours de vieillissement	3 177	2 928	2 683
Autres matières premières et en-cours	741	727	473
	<b>3 918</b>	<b>3 655</b>	<b>3 156</b>
Marchandises	657	707	611
Produits finis	2 007	2 325	1 925
	<b>2 664</b>	<b>3 032</b>	<b>2 536</b>
<b>Valeur brute</b>	<b>6 582</b>	<b>6 687</b>	<b>5 692</b>
Provision pour dépréciation	(671)	(608)	(567)
<b>Valeur nette</b>	<b>5 911</b>	<b>6 079</b>	<b>5 125</b>



La variation du stock net au cours des exercices présentés provient des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009			2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
	Valeur brute	Provision pour Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>6 687</b>	<b>(608)</b>	<b>6 079</b>	<b>5 125</b>	<b>4 625</b>
Variation du stock brut	(110)	-	(110)	823	649
Effets de la mise à valeur de marché des vendanges	13	-	13	24	35
Variation de la provision pour dépréciation	-	(56)	(56)	(70)	(47)
Effets des variations de périmètre	26	1	27	88	22
Effets des variations de change	(35)	4	(31)	95	(159)
Reclassements	1	(12)	(11)	(6)	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>6 582</b>	<b>(671)</b>	<b>5 911</b>	<b>6 079</b>	<b>5 125</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Les effets de la mise à valeur de marché des vendanges sur le coût des ventes des activités Vins et Spiritueux sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Mise à valeur de marché de la récolte de l'exercice	43	53	50
Effets des sorties de stocks	(30)	(29)	(15)
<b>Incidence nette sur le coût des ventes de la période</b>	<b>13</b>	<b>24</b>	<b>35</b>

## NOTE 10 - CLIENTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Créances à valeur nominale	1 737	1 920	1 866
Provision pour dépréciation	(68)	(62)	(59)
Provision pour retours et reprises de produits	(154)	(136)	(132)
<b>Montant net</b>	<b>1 515</b>	<b>1 722</b>	<b>1 675</b>

Le montant de la dotation aux provisions pour dépréciation est, pour 2009, de 22 millions d'euros (12 millions d'euros en 2008, 9 millions d'euros en 2007).

La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable.

La part des ventes réalisées par le Groupe dans ses propres magasins représente environ 58 % des ventes. Le solde clients est constitué essentiellement d'en-cours sur des clients grossistes ou des agents, de nombre limité et avec lesquels le Groupe entretient des relations continues le plus souvent. Des assurances crédit sont souscrites lorsque la probabilité de non-recouvrement de ces créances le justifie.

Au 31 décembre 2009, la ventilation de la valeur brute et de la provision pour dépréciation des créances clients, en fonction de l'ancienneté des créances, s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur brute des créances	Provision pour dépréciation	Valeur nette des créances
Non échues			
moins de 3 mois	1 424	(10)	1 414
plus de 3 mois	57	(4)	53
	<b>1 481</b>	<b>(14)</b>	<b>1 467</b>
Echues			
moins de 3 mois	154	(8)	146
plus de 3 mois	102	(46)	56
	<b>256</b>	<b>(54)</b>	<b>202</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 737</b>	<b>(68)</b>	<b>1 669</b>

## NOTE 11 - AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Placements financiers	244	618	1 229
Valeur de marché des instruments dérivés	302	255	315
Créances d'impôts et taxes, hors impôt sur les résultats	207	296	260
Fournisseurs : avances et acomptes	117	146	113
Charges constatées d'avance <sup>(1)</sup>	185	202	130
Autres créances, nettes	1 336	1 403	1 820
<b>TOTAL</b>	<b>2 391</b>	<b>2 920</b>	<b>3 867</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

Voir également Note 12 Placements financiers et Note 21 Instruments financiers et gestion des risques de marché.

## NOTE 12 - PLACEMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Valeurs mobilières de placement non cotées, parts de SICAV et de fonds non monétaires	73	492	926
Valeurs mobilières de placement cotées	171	126	303
<b>TOTAL</b>	<b>244</b>	<b>618</b>	<b>1 229</b>
Dont coût historique des placements financiers	363	706	1 062



La valeur nette des placements financiers a évolué de la façon suivante au cours des exercices présentés :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>618</b>	<b>1 229</b>	<b>1 362</b>
Acquisitions	42	610	721
Cessions à valeur de vente	(381)	(934)	(879)
Variations de valeur de marché	60	(240)	91
Variation du montant des dépréciations	(31)	(92)	-
Reclassement en investissements financiers, voir Note 8	(59)	-	-
Effets des variations de périmètre	(1)	1	-
Effets des variations de change	(4)	44	(66)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>244</b>	<b>618</b>	<b>1 229</b>

Les résultats de cession sont analysés en Note 25 Résultat financier.

Voir également Note 1.13 pour le mode de détermination des dépréciations des placements financiers.

### **NOTE 13 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Dépôts à terme à moins de trois mois	216	337	493
Parts de SICAV et FCP monétaires	360	396	259
Comptes bancaires	2 283	938	1 164
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</b>	<b>2 859</b>	<b>1 671</b>	<b>1 916</b>

Au 31 décembre 2007, la trésorerie et équivalents de trésorerie incluait un en-cours de 28 millions d'euros constituant la garantie des dettes financières de même montant.

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 859	1 671	1 916
Découverts bancaires	(299)	(424)	(581)
<b>Trésorerie nette du tableau de variation de trésorerie</b>	<b>2 560</b>	<b>1 247</b>	<b>1 335</b>

## NOTE 14 - CAPITAUX PROPRES

### 14.1 Capital social

Au 31 décembre 2009, le capital est constitué de 3 173 352 actions (3 173 352 actions aux 31 décembre 2008 et 2007), entièrement libérées, au nominal de 16 euros ; 2 819 394 actions bénéficient d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de deux ans (2 459 461 au 31 décembre 2008, 2 809 577 au 31 décembre 2007).

### 14.2 Actions auto-détenues et assimilés

Les effets sur la situation nette du Groupe des actions Financière Agache et des options d'achat sur actions LVMH détenus dans le cadre des plans d'options d'achat s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Actions Financière Agache auto-détenues	4	4	4
Part de Financière Agache dans les calls sur actions LVMH <sup>(1)</sup>	39	42	32
<b>Actions auto-détenues et assimilés</b>	<b>43</b>	<b>46</b>	<b>36</b>

(1) Lors de l'exercice des calls et du service des titres à une date rapprochée, le dénouement de ces opérations n'a pas d'impact sur le pourcentage d'intérêt.

### 14.3 Dividendes versés par la société mère Financière Agache

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto-détenues. Au 31 décembre 2009, le montant distribuable s'élève ainsi à 2 336 millions d'euros ; il est de 2 272 millions d'euros après prise en compte de la proposition de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2009.

<i>(en millions d'euros, sauf données par action, en euros)</i>	2009	2008	2007
Solde au titre de l'exercice précédent (2008 : 7,12 euros ; 2007 : 7,12 euros ; 2006 : 6,78 euros)	23	23	22
Effet des actions auto-détenues	-	-	-
<b>Montant brut total versé au cours de la période <sup>(1)</sup></b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>22</b>

(1) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

Le montant brut du dividende au titre de l'exercice 2009, proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 23 juin 2010, est de 20 euros par action, soit un montant total de 63 millions d'euros avant déduction du montant correspondant aux actions auto-détenues à la date du décaissement.



#### 14.4 Écarts de conversion

La variation du montant des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres, part du Groupe, et leur solde de clôture, y compris les effets de couverture des actifs nets en devises, s'analysent par devise de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	Variation	2008	2007
Dollar US	(157)	(46)	(111)	(172)
Yen japonais	11	(9)	20	(10)
Hong Kong dollar	(5)	(14)	9	(21)
Livre Sterling	(28)	9	(37)	(2)
Autres devises	18	4	14	(2)
Couvertures d'actifs nets en devises	(1)	9	(10)	13
<b>TOTAL - PART DU GROUPE</b>	<b>(162)</b>	<b>(47)</b>	<b>(115)</b>	<b>(194)</b>

#### 14.5 Stratégie en matière de structure financière

Le Groupe estime que la gestion de la structure financière participe, avec le développement des sociétés qu'il détient et la gestion du portefeuille de marques, à l'objectif d'accroissement de la richesse de ses actionnaires. En outre, la qualité de crédit et la sécurisation des créanciers obligataires et bancaires du Groupe constituent un objectif en soi.

Le Groupe gère sa structure financière avec pour but de disposer d'une réelle flexibilité, ce qui permet à la fois de saisir des opportunités et de bénéficier d'une large capacité d'accès aux marchés à des conditions favorables.

À cette fin, le Groupe suit un certain nombre de ratios et d'agrégats :

- dette financière nette (voir Note 17) sur capitaux propres ;
- capitaux permanents sur actifs immobilisés ;
- capacité d'autofinancement ;
- variation de trésorerie issue des opérations et investissements d'exploitation ;
- part de la dette à plus d'un an dans la dette financière nette.

Les capitaux permanents s'entendent comme la somme des capitaux propres et des passifs non courants.

Ces indicateurs sont, le cas échéant, ajustés des engagements financiers hors bilan du Groupe.

Le Groupe recherche, pour ces indicateurs, un niveau lui permettant de bénéficier d'un bon niveau de flexibilité financière.

L'objectif de flexibilité financière se traduit aussi par l'entretien de relations bancaires nombreuses et diversifiées, par le recours régulier à plusieurs marchés de dette négociable (à plus d'un an comme à moins d'un an), par la détention d'un montant significatif de trésorerie et équivalents de trésorerie et par l'existence de montants appréciables de lignes de crédit confirmées non tirées.

En particulier, les lignes de crédit confirmées non tirées ont vocation à aller bien au-delà de la couverture de l'encours du programme de billets de trésorerie.



## NOTE 15 - CHARGE DE STOCK OPTIONS DE L'EXERCICE

Il n'y a pas de plans d'options consentis par la société Financière Agache au 31 décembre 2009.

### *Charge de l'exercice*

Dans les calculs ci-dessous, la valeur unitaire de chaque plan d'options est déterminée selon la méthode Black & Scholes, comme décrit en Note 1.25. Les paramètres et hypothèses retenus pour cette évaluation sont les suivants :

#### Chez LVMH

	Plans 2009	Plans 2008	Plans 2007
Cours de bourse de l'action LVMH à la date d'attribution ( <i>en euros</i> )	57,28	75,01	86,67
Prix d'exercice moyen ( <i>en euros</i> )	56,50	72,51	86,12
Volatilité du cours de l'action LVMH ( <i>en %</i> )	37,0	27,5	24,0
Taux de distribution de dividendes ( <i>en %</i> )	2,8	2,4	2,0
Taux de placement sans risque ( <i>en %</i> )	2,7	4,1	4,4
Période d'acquisition des droits	4 ans	4 ans	4 ans
Réalisation des conditions de performance au terme de la période d'acquisition des droits	Oui	N/A	N/A

La volatilité du cours de l'action LVMH est déterminée sur la base de la volatilité implicite observée.

Les valeurs unitaires moyennes des options de souscription et des actions gratuites attribuées en 2009 sont de 17,10 euros et 54,12 euros, respectivement.

#### Chez Christian Dior

	Plan de mai 2009	Plan de mai 2008	Plan de janvier 2007
Cours de bourse de l'action Christian Dior à la date d'attribution ( <i>en euros</i> )	49,67	76,15	84,40
Prix d'exercice moyen ( <i>en euros</i> )	52,10	73,24	85,00
Volatilité du cours de l'action Christian Dior ( <i>en %</i> )	45,6	25,0	24,0
Taux de distribution de dividendes ( <i>en %</i> )	3,2	2,1	2,0
Taux de placement sans risque ( <i>en %</i> )	3,0	4,2	4,4
Période d'acquisition des droits	4 ans	4 ans	4 ans
Réalisation des conditions de performance au terme de la période d'acquisition des droits	Oui	N/A	N/A

La volatilité du cours de l'action Christian Dior est déterminée sur la base de la volatilité implicite observée.

Sur la base des hypothèses et paramètres ci-dessus, la valeur unitaire moyenne des options d'achats attribuées le 14 mai 2009 est de 17,32 euros.

La charge totale comptabilisée en 2009 au titre des plans d'options d'achat Christian Dior est de 6 millions d'euros (9 millions d'euros en 2008 et 10 millions d'euros en 2007).



### Charge de stock-options consolidée

La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice 2009 est présentée ci-dessous ; sont pris en compte tous les plans dont la période d'acquisition des droits était ouverte à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2004, date de transition aux IFRS.

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Plans d'options d'achat Christian Dior	6	9	10
Plans d'options de souscription, d'achat et d'attribution d'actions gratuites LVMH	46	44	43
Plans de rémunérations liées au cours de l'action LVMH dénoués en numéraire	7	(6)	3
<b>CHARGE DE L'EXERCICE</b>	<b>59</b>	<b>47</b>	<b>56</b>

### NOTE 16 - INTERETS MINORITAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008 <sup>(1)</sup>	2007 <sup>(1)</sup>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>10 996</b>	<b>10 066</b>	<b>9 432</b>
<b>Effet de l'application d'IAS 38 amendée. Voir Note 1.2</b>	-	-	<b>(64)</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier après retraitement</b>	<b>10 996</b>	<b>10 066</b>	<b>9 368</b>
Part des minoritaires dans le résultat	1 404	1 652	1 680
Dividendes versés aux minoritaires	(677)	(692)	(611)
Effets des variations de périmètre :			
effet de l'auto-détention des filiales	(1)	(60)	64
acquisition de titres de minoritaires de Fendi	-	-	(27)
consolidation de Wen Jun	-	-	9
consolidation de Royal Van Lent	-	14	-
autres variations de périmètre	15	6	31
Total des effets des variations de périmètre	14	(40)	77
Augmentations de capital souscrites par les minoritaires	29	5	1
Part des minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres (voir tableau ci-dessous)	(79)	107	(356)
Part des minoritaires dans les charges liées aux plans d'options	34	34	33
Effets des engagements d'achat de titres minoritaires	(30)	(139)	(126)
Autres	-	3	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>11 691</b>	<b>10 996</b>	<b>10 066</b>

(1) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS38.

L'évolution de la part des minoritaires dans les gains et pertes enregistrés en capitaux propres, y compris l'effet impôt se décompose ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ecart de conversion	Investisse- ments et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Total part des minoritaires
<b>Au 31 décembre 2006</b>	(123)	249	50	421	597
Variations de l'exercice	(416)	(3)	21	42	(356)
<b>Au 31 décembre 2007</b>	(539)	246	71	463	241
Variations de l'exercice	203	(157)	(23)	84	107
<b>Au 31 décembre 2008</b>	(336)	89	48	547	348
Variations de l'exercice	(108)	51	4	(26)	(79)
<b>Au 31 décembre 2009</b>	(444)	140	52	521	269

## NOTE 17 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

### 17.1 Dette financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Dette financière à plus d'un an	6 955	7 329	5 543
Dette financière à moins d'un an	3 515	3 880	4 963
<b>Dette financière brute</b>	<b>10 470</b>	<b>11 209</b>	<b>10 506</b>
Instrument dérivé lié au risque de taux d'intérêt	(87)	(63)	(72)
Autres dérivés	6	44	6
<b>Dette financière brute après effet des instruments dérivés</b>	<b>10 389</b>	<b>11 190</b>	<b>10 440</b>
Placements financiers	(244)	(618)	(1 229)
Autres actifs financiers	(115)	(130)	(70)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 859)	(1 671)	(1 916)
<b>Dette financière nette</b>	<b>7 171</b>	<b>8 771</b>	<b>7 225</b>

La dette financière nette n'inclut pas les engagements d'achat de titres de minoritaires, classés en « Autres passifs non courants » (voir Note 19).

Les montants relatifs aux instruments dérivés liés au risque de taux d'intérêt sont détaillés en Note 21.



## 17.2 Analyse de la dette financière brute par nature

(en millions d'euros)	2009	2008	2007
Emprunts obligataires et EMTN	4 421	3 294	2 879
Crédit-bail et locations de longue durée	122	129	118
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 412	3 906	2 546
<b>Dette financière à plus d'un an</b>	<b>6 955</b>	<b>7 329</b>	<b>5 543</b>
Emprunts obligataires et EMTN	833	336	907
Crédit-bail et locations de longue durée	23	23	18
Emprunts auprès des établissements de crédit	657	669	616
Billets de trésorerie	805	1 422	1 788
Autres emprunts et lignes de crédit	784	901	968
Découverts bancaires	299	424	581
Intérêts courus	114	105	85
<b>Dette financière à moins d'un an</b>	<b>3 515</b>	<b>3 880</b>	<b>4 963</b>
<b>Dette financière brute totale</b>	<b>10 470</b>	<b>11 209</b>	<b>10 506</b>
<b>Valeur de marché de la dette financière brute</b>	<b>10 672</b>	<b>11 308</b>	<b>10 493</b>

## 17.3 Emprunts obligataires et EMTN

(en millions d'euros)	Échéance	Taux effectif initial <sup>(1)</sup> (en %)	2009	2008	2007
EUR 1 000 000 000 ; 2009	2014	4,52	998	-	-
EUR 350 000 000 ; 2009	2014	4,02	347	-	-
CHF 200 000 000 ; 2008	2015	4,04	135	135	-
CHF 200 000 000 ; 2008	2011	3,69	135	135	-
EUR 50 000 000 ; 2008	2011	6,12	50	50	-
EUR 760 000 000 ; 2005 et 2008 <sup>(2)</sup>	2012	3,76	752	749	598
CHF 300 000 000 ; 2007	2013	3,46	206	206	185
EUR 150 000 000 ; 2006	2011	4,37	149	149	149
EUR 600 000 000 ; 2004	2011	4,74	611	609	604
EUR 750 000 000 ; 2003 <sup>(3)</sup>	2010	5,05	723	742	742
EUR 110 000 000 ; 2005	2010	3,85	110	110	109
EUR 500 000 000 ; 2001	2008	6,27	-	-	502
<b>Émissions publiques</b>			<b>4 216</b>	<b>2 885</b>	<b>2 889</b>
EUR 250 000 000 ; 2009	2015	4,59	251	-	-
EUR 150 000 000 ; 2009	2017	4,81	149	-	-
Autres placements en euros			450	459	857
Autres placements en devises			188	286	40
<b>Placements privés EMTN</b>			<b>1 038</b>	<b>745</b>	<b>897</b>
<b>Total emprunts obligataires et EMTN</b>			<b>5 254</b>	<b>3 630</b>	<b>3 786</b>

(1) Avant effet des couvertures de taux mises en place concomitamment ou postérieurement à l'émission.

(2) Montants cumulés et taux effectif initial moyen pondéré résultant d'un emprunt de 600 millions d'euros émis en 2005 à un taux effectif initial de 3,43 % et d'un abondement de 160 millions d'euros réalisé en 2008 à un taux effectif de 4,99 %.

(3) Des rachats accompagnés d'annulations ont permis de réduire le nominal de cet emprunt de 35 millions d'euros.

## 17.4 Analyse de la dette financière brute par échéance et par nature de taux

<i>(en millions d'euros)</i>		Dette financière brute			Effets des instruments dérivés			Dette financière brute après effet des instruments dérivés		
		Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
		Échéance	2010	1 682	1 833	3 515	45	(62)	(17)	1 727
	2011	1 012	376	1 388	69	(92)	(23)	1 081	284	1 365
	2012	787	877	1 664	9	4	13	796	881	1 677
	2013	381	1 454	1 835	91	(132)	(41)	472	1 322	1 794
	2014	1 509	1	1 510	(1 152)	1 143	(9)	357	1 144	1 501
	Au-delà	557	1	558	(400)	396	(4)	157	397	554
<b>TOTAL</b>		<b>5 928</b>	<b>4 542</b>	<b>10 470</b>	<b>(1 338)</b>	<b>1 257</b>	<b>(81)</b>	<b>4 590</b>	<b>5 799</b>	<b>10 389</b>

Voir Note 21.4 concernant les valeurs de marché des instruments de taux d'intérêt.

L'échéance 2010 de la dette financière brute se décompose ainsi, par trimestre :

<i>(en millions d'euros)</i>			Échéance 2010
Échéance	Premier trimestre		1 708
	Deuxième trimestre		971
	Troisième trimestre		223
	Quatrième trimestre		613
<b>TOTAL</b>			<b>3 515</b>

## 17.5 Analyse de la dette financière brute par devise après effet des instruments dérivés

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Euro	8 263	8 658	8 542
Dollar US	526	713	466
Franc suisse	797	820	668
Yen japonais	340	513	395
Autres devises	463	486	369
<b>TOTAL</b>	<b>10 389</b>	<b>11 190</b>	<b>10 440</b>

La dette en devises a le plus souvent pour objet de couvrir les actifs nets en devises de sociétés consolidées situées hors zone Euro.

## 17.6 Sensibilité

Sur la base de la dette au 31 décembre 2009 :

- une hausse instantanée de 1 point sur les courbes de taux des devises d'endettement du Groupe aurait pour effet une augmentation de 58 millions d'euros du coût de la dette financière nette après effet des instruments dérivés, et une baisse de 62 millions d'euros de la valeur de marché de la dette financière brute à taux fixe après effet des instruments dérivés.
- une baisse instantanée de 1 point de ces mêmes courbes aurait pour effet une diminution de 58 millions d'euros du coût de la dette financière nette après effets des instruments dérivés, et une hausse de 62 millions d'euros de la valeur de marché de la dette financière brute à taux fixe après effet des instruments dérivés.

## 17.7 Covenants

Dans le cadre de certaines conventions de crédit, le Groupe Financière Agache a souscrit à des engagements de détention de pourcentage d'intérêt et de droit de vote dans certaines de ses filiales et au respect d'un ratio financier usuel en la matière.

En outre, le Groupe s'est engagé, dans le cadre de certaines lignes de crédit à long terme, à respecter certains ratios financiers (dette financière nette sur capitaux propres ; couverture de la dette financière par des actifs). Le niveau actuel de ces ratios assure au Groupe une réelle flexibilité financière au regard de ces engagements.

## 17.8 Lignes de crédit confirmées non tirées

Au 31 décembre 2009, l'en-cours total de lignes de crédit confirmées de façon irrévocable et non tirées s'élève à 6 milliards d'euros.

## 17.9 Garanties et sûretés réelles

Au 31 décembre 2009, le montant de la dette financière couverte par des sûretés réelles est inférieur à 844 millions d'euros.

## NOTE 18 - PROVISIONS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	245	235	242
Provisions pour risques et charges	732	715	720
Provisions pour réorganisation	25	34	27
<b>Part à plus d'un an</b>	<b>1 002</b>	<b>984</b>	<b>989</b>
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	9	7	5
Provisions pour risques et charges	262	249	232
Provisions pour réorganisation	84	72	63
<b>Part à moins d'un an</b>	<b>355</b>	<b>328</b>	<b>300</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 357</b>	<b>1 312</b>	<b>1 289</b>



Au cours de l'exercice 2009, les soldes des provisions ont évolué de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2008	Dotations	Utilisations	Reprises	Variations de périmètre	Autres (dont écarts de conversion)	31 décembre 2009
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	242	62	(59)	(1)	-	10	254
Provisions pour risques et charges	964	178	(87)	(59)	10	(12)	994
Provisions pour réorganisation	106	61	(45)	(4)	-	(9)	109
<b>TOTAL</b>	<b>1 312</b>	<b>301</b>	<b>(191)</b>	<b>(64)</b>	<b>10</b>	<b>(11)</b>	<b>1 357</b>
dont : résultat opérationnel courant		155	(127)	(32)			
résultat financier		-	-	-			
autres		146	(64)	(32)			

Les provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés sont analysées en Note 28.

Les provisions pour risques et charges correspondent à l'estimation des effets patrimoniaux des risques, litiges, situations contentieuses réalisés ou probables, qui résultent des activités du Groupe : ces activités sont en effet menées dans le contexte d'un cadre réglementaire international souvent imprécis, évoluant selon les pays et dans le temps, et s'appliquant à des domaines aussi variés que la composition des produits ou le calcul de l'impôt.

## NOTE 19 - AUTRES PASSIFS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Engagements d'achat de titres de minoritaires	2 843	2 965	3 862
Valeur de marché des instruments dérivés	273	240	469
Participation du personnel aux résultats <sup>(1)</sup>	81	89	109
Autres dettes	140	168	156
<b>TOTAL</b>	<b>3 337</b>	<b>3 462</b>	<b>4 596</b>

(1) Sociétés françaises uniquement, en application des dispositions légales.

Aux 31 décembre 2009, 2008 et 2007, les engagements d'achat de titres de minoritaires sont constitués, à titre principal, de l'engagement de LVMH vis-à-vis de Diageo plc pour la reprise de sa participation de 34 % dans Moët Hennessy, avec un préavis de six mois, pour un montant égal à 80 % de sa valeur de marché à la date d'exercice de la promesse. Dans le calcul de l'engagement, la valeur de marché a été déterminée par référence à des multiples boursiers de sociétés comparables, appliqués aux données opérationnelles consolidées de Moët Hennessy.

Les engagements d'achat de titres de minoritaires incluent en outre l'engagement relatif aux minoritaires de Benefit (20 %), de Royal Van Lent (10%) ainsi que de filiales de Sephora dans différents pays.



## NOTE 20 - AUTRES PASSIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Valeur de marché des instruments dérivés	98	214	31
Personnel et organismes sociaux	608	589	545
Participation du personnel aux résultats <sup>(1)</sup>	67	67	39
Etat et collectivités locales : impôts et taxes, hors impôt sur les résultats	258	250	241
Clients : avances et acomptes versés	223	208	81
Différé de règlement d'immobilisations corporelles ou financières	190	174	273
Produits constatés d'avance	61	70	49
Autres dettes	454	432	380
<b>TOTAL</b>	<b>1 959</b>	<b>2 004</b>	<b>1 639</b>

(1) Sociétés françaises uniquement, en application des dispositions légales.

Les instruments dérivés sont analysés en Note 21.

## NOTE 21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet principal la couverture des risques liés à son activité et à son patrimoine.

### 21.1 Organisation de la gestion des risques de change, de taux et des marchés actions

La gestion des risques de change, de taux et des marchés actions ainsi que les transactions sur instruments financiers sont effectuées de façon centralisée.

Le Groupe a mis en place une politique, des règles de gestion et des procédures strictes pour mesurer, gérer et contrôler ces risques de marché.

L'organisation de ces activités repose sur la séparation des fonctions de mesure des risques, de mise en oeuvre des opérations (front-office), de gestion administrative (back-office) et de contrôle financier.

Cette organisation s'appuie sur un système d'information qui permet un contrôle rapide des opérations.

Les décisions de couverture sont prises selon un processus clairement établi qui comprend des présentations régulières aux organes de direction du Groupe, et font l'objet d'une documentation détaillée.

Les contreparties sont retenues en fonction de leur notation et selon une approche de diversification des risques.



## 21.2 Présentation des actifs et passifs financiers au bilan

### Ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories définies par IAS 39, et juste valeur

(en millions d'euros)	Notes	2009		2008		2007	
		Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
Investissements financiers	8	791	791	573	573	1 001	1 001
Placements financiers	11	244	244	618	618	1 229	1 229
<b>Investissements et placements financiers (voir Note 1.13)</b>		<b>1 035</b>	<b>1 035</b>	<b>1 191</b>	<b>1 191</b>	<b>2 230</b>	<b>2 230</b>
Autres actifs non courants, hors instruments dérivés		1 362	1 362	1 648	1 648	588	588
Créances clients et comptes rattachés	10	1 515	1 515	1 722	1 722	1 675	1 675
Autres actifs courants, hors instruments dérivés, placements financiers et charges constatées d'avance	11	1 660	1 660	1 845	1 845	2 193	2 193
<b>Prêts et créances (voir Note 1.15)</b>		<b>4 537</b>	<b>4 537</b>	<b>5 215</b>	<b>5 215</b>	<b>4 456</b>	<b>4 456</b>
Trésorerie et équivalents (voir Note 1.16)	13	2 859	2 859	1 671	1 671	1 916	1 916
<b>Actifs financiers, hors instruments dérivés</b>		<b>8 431</b>	<b>8 431</b>	<b>8 077</b>	<b>8 077</b>	<b>8 602</b>	<b>8 602</b>
Dette financière à plus d'un an	17	6 955	7 154	7 329	7 426	5 543	5 530
Dette financière à moins d'un an	17	3 515	3 518	3 880	3 882	4 963	4 964
Fournisseurs et comptes rattachés		1 956	1 956	2 349	2 349	2 166	2 166
Autres passifs non courants, hors instruments dérivés et engagements d'achat de titres	19	221	221	257	257	265	265
Autres passifs courants, hors instruments dérivés et produits constatés d'avance	20	1 800	1 800	1 720	1 720	1 559	1 559
<b>Passifs financiers, hors instruments dérivés (voir Note 1.18)</b>		<b>14 447</b>	<b>14 649</b>	<b>15 535</b>	<b>15 634</b>	<b>14 496</b>	<b>14 484</b>
<b>Instruments dérivés (voir Note 1.19)</b>	21.3	<b>323</b>	<b>323</b>	<b>204</b>	<b>204</b>	<b>303</b>	<b>303</b>

La juste valeur est le plus souvent la valeur de marché, celle-ci étant définie comme le prix qu'un tiers informé agissant librement serait prêt à verser ou recevoir pour l'actif ou le passif concerné.

### Ventilation par méthode de valorisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

(en millions d'euros)	2009			2008			2007		
	Investissements et placements financiers	Instruments dérivés	Trésorerie et équivalents	Investissements et placements financiers	Instruments dérivés	Trésorerie et équivalents	Investissements et placements financiers	Instruments dérivés	Trésorerie et équivalents
Valorisation :									
Cotation boursière	380	-	2 859	273	-	1 671	540	-	1 916
Formule de calcul reposant sur des cotations de marché	214	694	-	492	658	-	824	803	-
Cotations privées	441	-	-	397	-	-	516	-	-
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	29	-	-	350	-	-
<b>Actifs</b>	<b>1 035</b>	<b>694</b>	<b>2 859</b>	<b>1 191</b>	<b>658</b>	<b>1 671</b>	<b>2 230</b>	<b>803</b>	<b>1 916</b>
Valorisation :									
Cotation boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formule de calcul reposant sur des cotations de marché	-	371	-	-	454	-	-	500	-
Cotations privées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passifs</b>		<b>371</b>			<b>454</b>			<b>500</b>	

(1) Ces montants correspondent au prix d'acquisition de Montaudon au 31 décembre 2008 et au prix d'acquisition du groupe Les Echos au 31 décembre 2007.



Le montant des actifs financiers évalués sur la base de cotations privées a évolué ainsi en 2009 :

(en millions d'euros)	<b>2009</b>
<b>Au 1er janvier</b>	<b>397</b>
Acquisitions	92
Cessions (à la valeur de vente)	(40)
Gains et pertes enregistrés en résultat	(4)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(4)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>441</b>

### 21.3 Synthèse des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan dans les rubriques et pour les montants suivants :

(en millions d'euros)	Notes	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
<b>Risque de taux d'intérêt</b>				
Actifs : non courants		49	36	40
courants		90	81	74
Passifs : non courants		(21)	(33)	(21)
courants		(31)	(21)	(21)
	<b>21.4</b>	<b>87</b>	<b>63</b>	<b>72</b>
<b>Risque de change</b>				
Actifs : non courants		6	17	6
courants		211	185	241
Passifs : non courants		(1)	(2)	-
courants		(57)	(70)	(10)
	<b>21.5</b>	<b>159</b>	<b>130</b>	<b>237</b>
<b>Autres risques</b>				
Actifs : non courants		337	350	442
courants		1	(11)	-
Passifs : non courants		(251)	(205)	(448)
courants		(10)	(123)	-
		<b>77</b>	<b>11</b>	<b>(6)</b>
<b>Total</b>				
Actifs : non courants		392	403	488
courants	<i>11</i>	302	255	315
Passifs : non courants	<i>19</i>	(273)	(240)	(469)
courants	<i>20</i>	(98)	(214)	(31)
		<b>323</b>	<b>204</b>	<b>303</b>

## 21.4 Instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux d'intérêt

Le Groupe gère le risque de taux lié à la dette financière nette globale. L'objectif de la politique de gestion menée est de prémunir le résultat contre une hausse rapide et sensible des taux d'intérêt.

Dans ce cadre, le Groupe utilise des instruments dérivés de taux à nature ferme (swaps) ou conditionnelle (caps et floors).

Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux en vie au 31 décembre 2009 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Montants nominaux par échéance			Valeur de marché <sup>(1)</sup>			
	2010	2011 à 2014	Au-delà de 2014	TOTAL	Couverture de juste valeur	Non affectés	TOTAL
Swaps de taux en euros :							
- payeur du taux fixe	995	591	-	1 586	(23)	(9)	(32)
- payeur du taux variable	960	1 752	400	3 112	119	-	119
Caps achetés (en euros)	-	150	-	150			
Swaps de devises	100	217	-	317	-	-	-
<b>TOTAL</b>					<b>96</b>	<b>(9)</b>	<b>87</b>

(1) Gain / (Perte)

## 21.5 Instruments dérivés liés à la gestion du risque de change

Une part importante des ventes faites par les sociétés du Groupe, à leurs clients ou à leurs propres filiales de distribution, ainsi que certains de leurs achats, sont effectués en devises différentes de leur monnaie fonctionnelle ; l'ensemble de ces flux en devises est constitué principalement de flux intra-Groupe. Les instruments de couverture utilisés ont pour objet de réduire les risques de change issus des variations de parité de ces devises par rapport à la monnaie fonctionnelle de ces sociétés, et sont affectés soit aux créances ou dettes commerciales de l'exercice, soit sous certaines conditions aux transactions prévisionnelles des exercices suivants.

Les flux futurs de devises font l'objet de prévisions détaillées dans le cadre du processus budgétaire, et sont couverts progressivement, dans la limite d'un horizon qui n'excède un an que dans les cas où les probabilités de réalisation le justifient. Dans ce cadre, et selon les évolutions de marché, les risques de change identifiés sont couverts par des contrats à terme ou des instruments de nature optionnelle.

Le Groupe peut couvrir les situations nettes de ses filiales situées hors zone euro, par des instruments appropriés ayant pour objet de limiter l'effet sur ses capitaux propres consolidés des variations de parité des devises concernées contre l'euro.



Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de change en vie au 31 décembre 2009 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Montants nominaux par exercice d'affectation</b>			<b>Valeur de marché <sup>(1)</sup></b>				
	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>Total</b>	<b>Couverture de flux de trésorerie futurs</b>	<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>Couverture d'actifs nets en devises</b>	<b>Non affectés</b>	<b>Total</b>
Options achetées								
Put USD	18	239	257	6	1	-	1	8
Put JPY	3	1	4	-	(1)	-	-	(1)
Autres	21	39	60	1	-	-	1	2
	<b>42</b>	<b>279</b>	<b>321</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
Tunnels								
Vendeur USD	216	1 435	1 651	103	7	-	11	121
Vendeur JPY	3	446	449	30	-	-	1	31
	<b>219</b>	<b>1 881</b>	<b>2 100</b>	<b>133</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>152</b>
Contrats à terme <sup>(2)</sup>								
USD	222	(6)	216	2	(3)	-	1	-
JPY	42	-	42	-	1	-	3	4
GBP	(3)	(6)	(9)	-	-	-	-	-
Autres	11	51	62	-	-	-	-	-
	<b>272</b>	<b>39</b>	<b>311</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Swaps cambistes <sup>(2)</sup>								
CHF	247	-	247	-	-	-	(6)	(6)
USD	11	-	11	-	-	(40)	42	2
JPY	94	-	94	-	-	(1)	2	1
Autres	115	-	115	-	-	-	(3)	(3)
	<b>467</b>	<b>-</b>	<b>467</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(41)</b>	<b>35</b>	<b>(6)</b>
<b>TOTAL</b>				<b>142</b>	<b>5</b>	<b>(41)</b>	<b>53</b>	<b>159</b>

(1) Gain / (Perte).

(2) Vente / (Achat).

L'effet en résultat des couvertures de flux de trésorerie futurs ainsi que les flux de trésorerie futurs couverts par ces instruments seront comptabilisés en 2010.

Les incidences d'une variation de plus ou moins 10 % du dollar US et du yen japonais par rapport à l'euro sur le résultat net de l'exercice, les capitaux propres (hors résultat net) et la valeur de marché des instruments dérivés au 31 décembre 2009, y compris les effets en cours, seraient les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Dollar US</b>		<b>Yen japonais</b>	
	<b>+ 10%</b>	<b>- 10%</b>	<b>+ 10%</b>	<b>- 10%</b>
Incidences sur le résultat net	65	(47)	9	(21)
Incidences sur les capitaux propres, hors résultat net	375	(406)	38	(40)
Incidences sur la valeur de marché des instruments dérivés	(162)	133	(9)	7

Au 31 décembre 2009, au niveau de LVMH, les encaissements prévisionnels de 2010 en dollars US et yen japonais sont couverts à hauteur de 79% et 85% respectivement.

## **21.6 Instruments financiers liés à la gestion du risque actions**

La politique d'investissement et de placement du Groupe s'inscrit dans la durée. Occasionnellement, le Groupe peut investir dans des instruments financiers à composante action ayant pour objectif de dynamiser la gestion de son portefeuille de placements.

Le Groupe est exposé aux risques de variation de cours des actions soit directement, en raison de la détention de participations ou de placements financiers, soit indirectement du fait de la détention de fonds eux-mêmes investis partiellement en actions.

Le Groupe peut utiliser des instruments dérivés sur actions ayant pour objet de construire synthétiquement une exposition économique à des actifs particuliers, ou de couvrir les plans de rémunérations liées au cours de l'action LVMH et dénouées en numéraire. La valeur comptable retenue pour ces instruments, qui ne font pas l'objet de cotation, correspond à l'estimation, fournie par la contrepartie, de la valorisation à la date de clôture. La valorisation des instruments tient ainsi compte de paramètres de marché tels les taux d'intérêt, le cours de bourse, et la volatilité. D'un montant nominal de 1 milliard d'euros, ces instruments financiers auraient, en cas de variation uniforme de 1 % des cours de leurs sous-jacents au 31 décembre 2009, un effet net sur le résultat du Groupe d'environ 11 millions d'euros. Les instruments dérivés liés à la gestion du risque actions en vie au 31 décembre 2009 ont une valeur de marché positive de 77 millions d'euros. Ces instruments sont à échéance 2010 et 2011, principalement.

## **21.7 Risque de liquidité**

Outre des risques de liquidité locaux en règle générale peu significatifs, l'exposition du Groupe au risque de liquidité peut être appréciée au moyen du montant de sa dette financière à moins d'un an avant prise en compte des instruments dérivés (3,5 milliards d'euros), nette de la trésorerie et équivalents (2,8 milliards d'euros), soit 0,7 milliard d'euros à fin 2009, ou de l'encours de son programme de billets de trésorerie, soit 0,8 milliard d'euros.. Au regard du non-renouvellement éventuel de ces concours, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant de 6,0 milliards d'euros.

La liquidité du Groupe repose ainsi sur l'ampleur de ses placements, sur l'importance de ses financements à long terme, sur la diversité de sa base d'investisseurs (titres à court terme et obligations), ainsi que sur la qualité de ses relations bancaires, matérialisée ou non par des lignes de crédit confirmées.



Le tableau suivant présente, pour les passifs financiers comptabilisés au 31 décembre 2009, l'échéancier contractuel des décaissements relatifs aux passifs financiers (hors instruments dérivés), nominal et intérêts, hors effet d'actualisation :

<i>(en millions d'euros)</i>	2010	2011	2012	2013	2014	Au-delà de 5 ans	Total
Emprunts obligataires et EMTN	1 018	1 123	1 327	450	1 058	919	5 895
Emprunts auprès des établissements de crédit	705	441	490	1 418	165	6	3 225
Autres emprunts et lignes de crédit	794	-	-	-	-	-	794
Crédit-bail et locations longue durée	29	21	18	17	16	336	437
Billets de trésorerie	805	-	-	-	-	-	805
Découverts bancaires	299	-	-	-	-	-	299
<b>Dette financière brute</b>	<b>3 650</b>	<b>1 584</b>	<b>1 834</b>	<b>1 885</b>	<b>1 239</b>	<b>1 261</b>	<b>11 453</b>
Autres passifs financiers <sup>(1)</sup>	1 813	14	13	18	20	143	2 021
Fournisseurs et comptes rattachés	1 956	-	-	-	-	-	1 956
<b>Autres passifs financiers</b>	<b>3 769</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>143</b>	<b>3 977</b>
<b>Total passifs financiers</b>	<b>7 419</b>	<b>1 598</b>	<b>1 847</b>	<b>1 903</b>	<b>1 259</b>	<b>1 404</b>	<b>15 430</b>

(1) Correspond à hauteur de 221 millions d'euros aux Autres passifs non courants (hors instruments dérivés et engagements d'achat de titres) et de 1 800 millions d'euros aux Autres passifs courants (hors instruments dérivés et produits constatés d'avance), voir Note 21.2.

Voir Note 29.3 concernant l'échéancier contractuel des cautions et avals.

Voir Notes 21.4 et 21.5 concernant les instruments dérivés de change et Notes 17.4 et 21.4 concernant les instruments dérivés de taux.

## NOTE 22 - INFORMATION SECTORIELLE

Les marques et enseignes du Groupe sont organisées en sept groupes d'activités. Cinq groupes d'activités : Christian Dior Couture, Vins et Spiritueux, Mode et Maroquinerie, Parfums et Cosmétiques, Montres et Joaillerie, regroupent les marques des produits de même nature, ayant des modes de production, de distribution similaires ainsi qu'une équipe de direction spécifique. Le groupe d'activités Distribution sélective regroupe les activités de distribution sous enseigne. Le groupe Autres et holdings réunit les marques et activités ne relevant pas des groupes précités, le plus souvent les activités nouvelles pour le Groupe, ainsi que l'activité des sociétés holdings ou immobilières.

### 22.1 Informations par groupe d'activités

#### Exercice 2009

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations et non affecté <sup>(1)</sup>	TOTAL
Ventes hors Groupe	701	2 731	6 273	2 519	747	4 517	256	-	17 744
Ventes entre groupes d'activités	16	8	29	222	17	16	22	(330)	-
<b>Total des ventes</b>	<b>717</b>	<b>2 739</b>	<b>6 302</b>	<b>2 741</b>	<b>764</b>	<b>4 533</b>	<b>278</b>	<b>(330)</b>	<b>17 744</b>
Résultat opérationnel courant	13	760	1 986	291	63	388	(146)	(2)	3 353
Autres produits et charges opérationnels	(11)	(41)	(41)	(17)	(32)	(19)	(3)	2	(162)
Investissements d'exploitation <sup>(2)</sup>	34	96	284	96	26	182	91	-	809
Charges d'amortissement	45	90	258	99	27	175	42	-	736
Charges de dépréciation	-	-	-	20	-	5	11	(1)	35
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition <sup>(3)</sup>	41	4 007	4 537	1 635	1 447	2 522	1 569	-	15 758
Stocks	158	3 537	701	226	369	738	248	(66)	5 911
Autres actifs opérationnels	410	2 540	1 855	644	257	1 342	2 243	8 002 <sup>(4)</sup>	17 293
<b>Total actif</b>	<b>609</b>	<b>10 084</b>	<b>7 093</b>	<b>2 505</b>	<b>2 073</b>	<b>4 602</b>	<b>4 060</b>	<b>7 936</b>	<b>38 962</b>
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	15 799	15 799
Passifs opérationnels	171	922	1 137	805	176	1 001	497	18 454 <sup>(5)</sup>	23 163
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>171</b>	<b>922</b>	<b>1 137</b>	<b>805</b>	<b>176</b>	<b>1 001</b>	<b>497</b>	<b>34 253</b>	<b>38 962</b>



*Exercice 2008*

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Christian Dior Couture</b>	<b>Vins et Spiritueux</b>	<b>Mode et Maroquinerie</b>	<b>Parfums et Cosmétiques</b>	<b>Montres et Joaillerie</b>	<b>Distribution sélective</b>	<b>Autres et Holdings</b>	<b>Eliminations et non affecté <sup>(1)</sup></b>	<b>TOTAL</b>
Ventes hors Groupe	749	3 117	5 975	2 664	856	4 361	221	-	<b>17 943</b>
Ventes entre groupes d'activités	16	9	35	204	23	15	33	(335)	-
<b>Total des ventes</b>	<b>765</b>	<b>3 126</b>	<b>6 010</b>	<b>2 868</b>	<b>879</b>	<b>4 376</b>	<b>254</b>	<b>(335)</b>	<b>17 943</b>
Résultat opérationnel courant	9	1 060	1 927	290	118	388	(152)	(21)	3 619
Autres produits et charges opérationnels	(7)	13	(61)	(28)	(1)	(28)	(38)	28	(122)
Investissements d'exploitation <sup>(2)</sup>	41	157	338	146	39	228	160	-	1 109
Charges d'amortissement	46	73	226	111	23	148	36	-	663
Charges de dépréciation	-	-	-	-	-	-	11	-	11
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition <sup>(3)(6)</sup>	54	4 092	4 546	1 648	1 431	2 630	1 571	-	15 972
Stocks <sup>(6)</sup>	209	3 406	850	292	400	776	225	(79)	6 079
Autres actifs opérationnels <sup>(6)</sup>	444	2 564	1 945	725	317	1 390	2 335	7 305	17 025
<b>Total actif</b>	<b>707</b>	<b>10 062</b>	<b>7 341</b>	<b>2 665</b>	<b>2 148</b>	<b>4 796</b>	<b>4 131</b>	<b>7 226</b>	<b>39 076</b>
Capitaux propres <sup>(6)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	14 502	14 502
Passifs opérationnels	182	1 069	1 141	883	189	1 111	586	19 413	24 574
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>182</b>	<b>1 069</b>	<b>1 141</b>	<b>883</b>	<b>189</b>	<b>1 111</b>	<b>586</b>	<b>33 915</b>	<b>39 076</b>



## Exercice 2007

La Samaritaine ayant été reclassée en 2008 du groupe Distribution sélective au groupe Autres et Holdings, les données de 2007 ont été retraitées afin de les rendre comparables à celles de 2008.

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations et non affecté <sup>(1)</sup>	TOTAL
Ventes hors Groupe	776	3 220	5 591	2 561	808	4 152	140	-	17 248
Ventes entre groupes d'activités	11	6	37	170	25	12	16	(277)	-
<b>Total des ventes</b>	<b>787</b>	<b>3 226</b>	<b>5 628</b>	<b>2 731</b>	<b>833</b>	<b>4 164</b>	<b>156</b>	<b>(277)</b>	<b>17 248</b>
Résultat opérationnel courant	74	1 058	1 829	256	141	426	(138)	(33)	3 613
Autres produits et charges opérationnels	-	(4)	(18)	(17)	(3)	(12)	(72)	34	(92)
Investissements d'exploitation <sup>(2)</sup>	38	199	241	116	28	242	176	-	1 040
Charges d'amortissement	43	69	210	103	21	122	29	-	597
Charges de dépréciation	-	-	-	-	1	-	10	-	11
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition <sup>(3)(6)</sup>	42	5 212	4 750	1 644	973	2 525	684	-	15 830
Stocks <sup>(6)</sup>	191	3 034	622	262	268	626	170	(48)	5 125
Autres actifs opérationnels <sup>(6)(7)</sup>	426	2 415	1 737	629	265	1 329	1 930	7 841 <sup>(4)</sup>	16 572
<b>Total actif</b>	<b>659</b>	<b>10 661</b>	<b>7 109</b>	<b>2 535</b>	<b>1 506</b>	<b>4 480</b>	<b>2 784</b>	<b>7 793</b>	<b>37 527</b>
Capitaux propres <sup>(6)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	13 313	13 313
Passifs opérationnels <sup>(7)</sup>	171	1 064	977	833	155	1 010	840	19 164 <sup>(5)</sup>	24 214
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>171</b>	<b>1 064</b>	<b>977</b>	<b>833</b>	<b>155</b>	<b>1 010</b>	<b>840</b>	<b>32 477</b>	<b>37 527</b>

- (1) Les éliminations correspondent aux ventes entre groupes d'activités ; il s'agit le plus souvent de ventes des groupes d'activités hors Distribution sélective à ce dernier. Les prix de cession entre les différents groupes d'activités correspondent aux prix habituellement utilisés pour des ventes de gros ou à des détaillants hors Groupe.
- (2) Les investissements d'exploitation sont constitués des montants comptabilisés en immobilisations au cours de l'exercice, non des décaissements effectués.
- (3) Les marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition sont constitués des montants nets figurant en Notes 3 et 4.
- (4) Les actifs non affectés incluent les titres mis en équivalence, les investissements et placements financiers, les autres actifs à caractère financier et les créances d'impôt sur les sociétés.
- (5) Les passifs non affectés incluent les dettes financières et la dette d'impôt courant et différé.
- (6) Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.
- (7) Au 31 décembre 2008, la dette d'impôt sur les résultats au titre de l'intégration fiscale française a été compensée avec les acomptes d'impôts versés. Les autres actifs et passifs opérationnels au 31 décembre 2007 ont été retraités afin de les rendre comparables.

## 22.2 Informations par zone géographique

La répartition des ventes par zone géographique de destination est la suivante :

(en millions d'euros)	2 009	2 008	2 007
France	2 596	2 747	2 459
Europe (hors France)	3 918	4 262	4 065
Etats-Unis	3 913	4 018	4 244
Japon	1 752	1 855	1 949
Asie (hors Japon)	4 012	3 523	3 199
Autres pays	1 553	1 538	1 332
<b>VENTES</b>	<b>17 744</b>	<b>17 943</b>	<b>17 248</b>



La répartition des investissements d'exploitation par zone géographique se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2 009</b>	<b>2 008</b>	<b>2 007</b>
France	325	509	415
Europe (hors France)	143	195	241
Etats-Unis	106	169	203
Japon	18	19	37
Asie (hors Japon)	165	158	99
Autres pays	52	59	45
<b>INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION</b>	<b>809</b>	<b>1 109</b>	<b>1 040</b>

Les investissements d'exploitation sont constitués des montants comptabilisés en immobilisations au cours de l'exercice, non des décaissements effectués pendant cette période.

Il n'est pas présenté de répartition des actifs sectoriels par zone géographique dans la mesure où une part significative de ces actifs est constituée de marques et écarts d'acquisition, qui doivent être analysés sur la base du chiffre d'affaires que ceux-ci réalisent par région, et non en fonction de la région de leur détention juridique.

### 22.3 Informations trimestrielles

La répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre est la suivante :

#### *Exercice 2009*

<i>(en millions d'euros)</i>	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joallerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations	TOTAL
Premier trimestre	169	540	1 598	663	154	1 085	62	(89)	4 182
Deuxième trimestre	171	539	1 390	622	192	1 042	68	(69)	3 955
Troisième trimestre	178	682	1 549	686	187	1 040	68	(81)	4 309
Quatrième trimestre	199	978	1 765	770	231	1 366	80	(91)	5 298
<b>TOTAL</b>	<b>717</b>	<b>2 739</b>	<b>6 302</b>	<b>2 741</b>	<b>764</b>	<b>4 533</b>	<b>278</b>	<b>(330)</b>	<b>17 744</b>

#### *Exercice 2008*

<i>(en millions d'euros)</i>	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joallerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations	TOTAL
Premier trimestre	184	640	1 445	717	211	1 011	78	(100)	4 186
Deuxième trimestre	182	652	1 323	645	206	979	58	(69)	3 976
Troisième trimestre	197	746	1 471	719	239	1 015	43	(78)	4 352
Quatrième trimestre	202	1 088	1 771	787	223	1 371	75	(88)	5 429
<b>TOTAL</b>	<b>765</b>	<b>3 126</b>	<b>6 010</b>	<b>2 868</b>	<b>879</b>	<b>4 376</b>	<b>254</b>	<b>(335)</b>	<b>17 943</b>

#### *Exercice 2007*

<i>(en millions d'euros)</i>	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joallerie	Distribution sélective	Autres et Holdings	Eliminations	TOTAL
Premier trimestre	184	689	1 347	663	189	937	44	(66)	3 987
Deuxième trimestre	184	625	1 254	601	201	947	40	(68)	3 784
Troisième trimestre	202	759	1 420	697	199	987	30	(67)	4 227
Quatrième trimestre	217	1 153	1 607	770	244	1 293	42	(76)	5 250
<b>TOTAL</b>	<b>787</b>	<b>3 226</b>	<b>5 628</b>	<b>2 731</b>	<b>833</b>	<b>4 164</b>	<b>156</b>	<b>(277)</b>	<b>17 248</b>

## NOTE 23 - VENTES ET CHARGES PAR NATURE

### 23.1 Analyse des ventes

Les ventes sont constituées des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Ventes réalisées par les marques et enseignes	17 394	17 519	16 886
Royalties et revenus de licences	124	165	142
Revenus des immeubles locatifs	75	78	39
Autres	151	181	181
<b>TOTAL</b>	<b>17 744</b>	<b>17 943</b>	<b>17 248</b>

### 23.2 Charges par nature

Le résultat opérationnel courant inclut notamment les charges suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Frais de publicité et de promotion	1 885	2 125	2 038
Loyers commerciaux	1 145	1 063	1 064
Charges de personnel	3 319	3 200	2 838
Dépenses de recherche et développement	45	43	46

Les frais de publicité et de promotion sont principalement constitués des coûts des campagnes média et des frais de publicité sur les lieux de vente ; ils intègrent également les frais de personnel dédié à cette fonction.

Au 31 décembre 2009, le nombre de magasins exploités par le Groupe dans le monde, en particulier par les groupes Mode et Maroquinerie et Distribution sélective, est de 2 660 (2 551 en 2008, 2 269 en 2007).

Dans certains pays, les locations de magasins comprennent un montant minima et une part variable, en particulier lorsque le bail contient une clause d'indexation du loyer sur les ventes. La charge de location des magasins s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Loyers fixes ou minima	551	504	488
Part variable des loyers indexés	202	175	176
Concessions aéroportuaires - part fixe ou minima	246	221	204
Part variable des concessions aéroportuaires	146	163	196
<b>LOYERS COMMERCIAUX</b>	<b>1 145</b>	<b>1 063</b>	<b>1 064</b>



Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Salaires et charges sociales	3 196	3 122	2 740
Retraites, frais médicaux et autres avantages assimilés au titre des régimes à prestations définies	64	31	42
Charges liées aux plans d'options et assimilés	59	47	56
<b>TOTAL</b>	<b>3 319</b>	<b>3 200</b>	<b>2 838</b>

## **NOTE 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2009</b>	<b>2008</b>	<b>2007</b>
Résultat de cessions	12	12	(47)
Réorganisations	(100)	(90)	(25)
Amortissement ou dépréciation des marques, enseignes, écarts d'acquisition et autres actifs immobilisés	(61)	(27)	(16)
Autres, net	(13)	(17)	(4)
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS</b>	<b>(162)</b>	<b>(122)</b>	<b>(92)</b>

En 2009, les réorganisations correspondent à diverses restructurations industrielles et commerciales, principalement dans les groupes d'activités Mode et Maroquinerie ainsi que Montres et Joaillerie.

En 2008, les autres produits et charges incluaient 12 millions d'euros de plus-values de cessions et 90 millions d'euros de coûts de réorganisations commerciales ou industrielles ; ces montants concernaient l'arrêt de certaines lignes de produits, la fermeture de points de vente jugés insuffisamment rentables et la réorganisation des activités de Glenmorangie ; cette dernière comportait notamment le désengagement progressif des activités pour compte de tiers et la cession d'actifs, en particulier le site industriel de Broxburn (Royaume-Uni) ainsi que la marque et la distillerie Glen Moray.

En 2007, les autres produits et charges étaient principalement constitués des résultats de cession du groupe La Tribune, de la société de logistique Kami (branche Mode et Maroquinerie) et des stylos Omas.

## NOTE 25 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Coût de la dette financière brute	(366)	(497)	(472)
Produits de la trésorerie et des placements financiers	63	122	114
Effets des réévaluations de la dette financière et instruments de taux, hors TDI	1	(24)	2
Impact des TDI	-	-	2
<b>Coût de la dette financière nette</b>	<b>(302)</b>	<b>(399)</b>	<b>(354)</b>
Dividendes reçus au titre des investissements financiers	12	11	35
Part inefficace des dérivés de change	(43)	(72)	(92)
Résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers	(36)	14	120
Autres, nets	(25)	(30)	(22)
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>(92)</b>	<b>(77)</b>	<b>41</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(394)</b>	<b>(476)</b>	<b>(313)</b>

Le résultat relatif aux investissements, placements et autres instruments financiers incluait en 2007 des plus-values pour 120 millions d'euros. En 2008, il comprenait notamment la quote-part de LVMH dans la plus-value de cession du distributeur français de jeux vidéo Micromania, et diverses dépréciations d'investissements et placements financiers. En 2009, il provient de l'évolution des marchés ainsi que des charges de dépréciations d'investissements et placements financiers.

Les produits de la trésorerie et des placements financiers comprennent les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Revenus de la trésorerie et équivalents	15	29	33
Revenus des placements et autres actifs financiers courants	48	93	81
<b>Produits de la trésorerie et des placements financiers</b>	<b>63</b>	<b>122</b>	<b>114</b>

Les effets des réévaluations de la dette financière et des instruments de taux, hors TDI, proviennent des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Dettes financières couvertes, hors TDI	(20)	(12)	16
Dérivés de couverture	24	11	(15)
Dérivés non affectés	1	(15)	(2)
Dettes comptabilisées selon l'option juste valeur	(4)	(8)	3
<b>Effets des réévaluations de la dette financière et instruments de taux, hors TDI</b>	<b>1</b>	<b>(24)</b>	<b>2</b>



La part inefficace des dérivés de change s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Coût financier des couvertures de change commerciales	(53)	(71)	(97)
Coût financier des couvertures d'actifs nets en devises	12	3	4
Variation de valeur de marché des dérivés non affectés	(2)	(4)	1
<b>Part inefficace des dérivés de change</b>	<b>(43)</b>	<b>(72)</b>	<b>(92)</b>

## NOTE 26 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

### 26.1 Analyse de la charge d'impôt

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Impôt courant de la période	(792)	(923)	(999)
Impôt courant relatif aux périodes antérieures	2	5	6
<b>Impôt courant</b>	<b>(790)</b>	<b>(918)</b>	<b>(993)</b>
Variation des impôts différés	(85)	5	83
Effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés	-	-	47
<b>Impôts différés</b>	<b>(85)</b>	<b>5</b>	<b>130</b>
<b>Charge totale d'impôt au compte de résultat</b>	<b>(875)</b>	<b>(913)</b>	<b>(863)</b>
<b>Impôts sur les éléments comptabilisés en capitaux propres</b>	<b>(30)</b>	<b>34</b>	<b>(51)</b>

Le taux d'imposition effectif s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Résultat avant impôt	2 797	3 021	3 208
Charge totale d'impôt	(875)	(913)	(863)
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>31,3%</b>	<b>30,2%</b>	<b>26,9%</b>

## 26.2 Analyse de l'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition théorique

Le rapprochement entre le taux d'imposition théorique, qui est le taux légal applicable aux sociétés françaises, et le taux d'imposition effectif constaté dans les états financiers consolidés, s'établit de la façon suivante :

<i>(en pourcentage du résultat avant impôt)</i>	2009	2008	2007
<b>Taux d'imposition en France</b>	34,4	34,4	34,4
Changements de taux d'impôt	-	-	(1,5)
Différences entre les taux d'imposition étrangers et français	(6,7)	(6,2)	(4,9)
Résultats et reports déficitaires	0,3	1,4	(3,0)
Différences entre les résultats consolidés et imposables, et résultats imposables à un taux réduit	2,8	0,3	1,5
Retenues à la source	0,5	0,3	0,4
<b>TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF DU GROUPE</b>	<b>31,3</b>	<b>30,2</b>	<b>26,9</b>

Depuis 2000, les sociétés françaises sont soumises à un supplément d'impôt dont le taux était de 3,3 % pour 2007, 2008 et 2009 portant ainsi le taux d'imposition théorique à 34,4 % pour chaque exercice.

## 26.3 Sources d'impôts différés

### *Au compte de résultat :*

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Evaluation des marques	(12)	(41)	16
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	-	-	2
Autres écarts de réévaluation	(11)	3	-
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	(5)	-	10
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(4)	(3)	8
Provisions pour risques et charges <sup>(1)</sup>	10	(12)	28
Marge intra-Groupe comprise dans les stocks	(23)	80	11
Autres retraitements de consolidation <sup>(1)</sup>	2	11	63
Reports déficitaires	(42)	(33)	(8)
<b>TOTAL</b>	<b>(85)</b>	<b>5</b>	<b>130</b>

### *En capitaux propres :*

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	18	(59)	(26)
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	-	(7)	18
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(2)	23	(33)
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>(43)</b>	<b>(41)</b>



## Au bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008 <sup>(2)</sup>	2007 <sup>(2)</sup>
Evaluation des marques	(3 152)	(3 126)	(2 932)
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	(484)	(503)	(443)
Autres écarts de réévaluation	(321)	(305)	(318)
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	(21)	(23)	(7)
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(22)	(14)	(27)
Provisions pour risques et charges <sup>(1)</sup>	153	143	78
Marge intra-Groupe comprise dans les stocks	275	301	223
Autres retraitements de consolidation <sup>(1)</sup>	185	188	200
Reports déficitaires	79	124	144
<b>TOTAL</b>	<b>(3 308)</b>	<b>(3 215)</b>	<b>(3 082)</b>

<sup>(1)</sup> Principalement provisions réglementées, amortissements dérogatoires et location financement.

Les impôts différés nets au bilan s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008 <sup>(2)</sup>	2007 <sup>(2)</sup>
Impôts différés actifs	555	714	596
Impôts différés passifs	(3 863)	(3 929)	(3 678)
<b>IMPOTS DIFFERES NETS AU BILAN</b>	<b>(3 308)</b>	<b>(3 215)</b>	<b>(3 082)</b>

<sup>(2)</sup> Voir Note 1.2 Application de l'amendement d'IAS 38.

## 26.4 Reports déficitaires

Au 31 décembre 2009, au niveau de la société LVMH SA, les reports déficitaires et crédits d'impôt non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés actifs représentent une économie potentielle d'impôt de 321 millions d'euros (307 millions d'euros en 2008, 360 millions d'euros en 2007).

Au 31 décembre 2009, au niveau de la société Christian Dior, les reports déficitaires ordinaires s'élèvent à 196 millions d'euros (199 millions d'euros en 2008 et 87 millions d'euros en 2007).

Sur la base des perspectives de consommation de ces reports déficitaires, des impôts différés actifs sont reconnus à hauteur de 29 millions d'euros au 31 décembre 2009 (30 millions d'euros aux 31 décembre 2008, et 2007). Les reports déficitaires, non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à reconnaissance d'impôts différés actifs, représentent ainsi une économie potentielle d'impôt de 38 millions d'euros.

## 26.5 Consolidations fiscales

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du Groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la Société mère intégrante reste redevable.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, l'ensemble du périmètre d'intégration fiscale de Financière Agache est entré dans le périmètre d'intégration fiscale de la société Groupe Arnault.

Ce régime a généré pour le Groupe une diminution de la charge d'impôt courant de 106 millions d'euros en 2009 dont 104 millions d'euros pour LVMH et 2 millions d'euros chez Christian Dior (121 millions d'euros en 2008 et 103 millions d'euros en 2007 pour le Groupe).





Les autres régimes de consolidation fiscale en vigueur dans certains pays étrangers, notamment les États-Unis et l'Italie ont généré une diminution de la charge d'impôt courant de 96 millions d'euros en 2009 (96 millions en 2008 et 119 millions d'euros en 2007).

## NOTE 27 - RÉSULTATS PAR ACTION

	2009	2008	2007
<b>Résultat net - part du Groupe (en millions d'euros)</b>	<b>521</b>	<b>423</b>	<b>680</b>
Impact des instruments dilutifs sur les filiales	(1)	(4)	(10)
<b>Résultat net - part du Groupe dilué</b>	<b>520</b>	<b>419</b>	<b>670</b>
Nombre moyen d'actions en circulation sur la période	3 173 352	3 173 352	3 173 352
Nombre moyen d'actions Financière Agache auto-détenues sur la période	(3 619)	(3 619)	(3 619)
<b>Nombre moyen d'actions pris en compte pour le calcul avant dilution</b>	<b>3 169 733</b>	<b>3 169 733</b>	<b>3 169 733</b>
<b>Résultat net - part du Groupe par action (en euros)</b>	<b>164,37</b>	<b>133,45</b>	<b>214,53</b>
Nombre moyen d'actions en circulation pris en compte ci-dessus	3 169 733	3 169 733	3 169 733
Effet de dilution des plans d'options	-	-	-
<b>Nombre moyen d'actions en circulation après effets de dilution</b>	<b>3 169 733</b>	<b>3 169 733</b>	<b>3 169 733</b>
<b>Résultat net - part du Groupe par action après dilution (en euros)</b>	<b>164,05</b>	<b>132,19</b>	<b>211,37</b>



## NOTE 28 - ENGAGEMENTS DE RETRAITES, FRAIS MÉDICAUX ET AVANTAGES ASSIMILÉS

### 28.1 Charge de l'exercice

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Coût des services rendus	44	37	38
Effet de l'actualisation	30	23	22
Rendement attendu des actifs financiers dédiés	(16)	(18)	(18)
Amortissement des écarts actuariels	4	(11)	(2)
Coût des services passés	2	2	2
Modifications des régimes	-	(2)	-
<b>Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>64</b>	<b>31</b>	<b>42</b>
Rendement / (coût) effectif des actifs financiers dédiés	46	(77)	17

### 28.2 Engagement net comptabilisé

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Droits couverts par des actifs financiers	573	549	503
Droits non couverts par des actifs financiers	148	118	116
<b>Valeur actualisée des droits</b>	<b>721</b>	<b>667</b>	<b>619</b>
<b>Valeur de marché des actifs financiers</b>	<b>(420)</b>	<b>(351)</b>	<b>(403)</b>
Écarts actuariels non comptabilisés au bilan	(58)	(79)	27
Coût des services passés non encore comptabilisés	(8)	(17)	(8)
<b>Éléments non reconnus</b>	<b>(66)</b>	<b>(96)</b>	<b>19</b>
<b>Engagement net comptabilisé</b>	<b>235</b>	<b>220</b>	<b>235</b>
Dont :			
Provisions à plus d'un an	245	235	242
Provisions à moins d'un an	9	7	5
Autres actifs	(19)	(22)	(12)
<b>TOTAL</b>	<b>235</b>	<b>220</b>	<b>235</b>

### 28.3 Analyse de la variation de l'engagement net comptabilisé

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur actualisée des droits	Valeur de marché des actifs financiers	Éléments non reconnus	Engagement net comptabilisé
<b>Au 31 décembre 2008</b>	<b>667</b>	<b>(351)</b>	<b>(96)</b>	<b>220</b>
Charge de l'exercice	74	(16)	6	64
Prestations aux bénéficiaires	(40)	27	-	(13)
Augmentation des actifs financiers dédiés	-	(46)	-	(46)
Contributions des employés	3	(3)	-	-
Variations de périmètre et reclassifications	5	(4)	-	1
Modifications des régimes	11	3	(4)	10
Écarts actuariels : effets d'expérience	(16)	(29)	45	-
Écarts actuariels : changements d'hypothèses	18	-	(18)	-
Effet des variations de taux de change	(1)	(1)	1	(1)
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>721</b>	<b>(420)</b>	<b>(66)</b>	<b>235</b>

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'estimation des engagements au 31 décembre 2009 dans les principaux pays concernés sont les suivantes :

<i>(en pourcentage)</i>	2009				2008				2007			
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Japon	France	États-Unis	Royaume-Uni	Japon	France	États-Unis	Royaume-Uni	Japon
Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	5,25	5,5	5,75	2,25	5,5	6,0	6,0	2,25	5,0	6,0	5,5	2,25
Taux de rendement attendu des placements	4,0	7,75	5,75	4,0	4,5	7,75	5,75	4,0	4,75	7,75	6,0	4,0
Taux d'augmentation future des salaires	3,0	4,0	4,25	2,0	3,5	4,5	3,75	2,5	3,25	4,5	4,0	2,5

(1) Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées notées AA à la date de clôture dans les pays concernés. Ont été retenues des obligations de maturités comparables à celles des engagements.

Le taux de rendement attendu des placements est un taux global reflétant la structure des actifs financiers mentionnés en Note 28.5.

L'hypothèse d'augmentation du coût des frais médicaux aux États-Unis est de 8 % pour 2010, puis décroît progressivement à partir de 2011 pour atteindre 6% à l'horizon 2020.

Une augmentation de 0,5 % du taux d'actualisation entraînerait une réduction de 37 millions d'euros de la valeur actualisée des droits au 31 décembre 2009. Une réduction de 0,5 % du taux d'actualisation entraînerait une augmentation de 40 millions d'euros de la valeur actualisée des droits au 31 décembre 2009.



## 28.4 Analyse des droits

L'analyse de la valeur actualisée des droits par type de régime est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Indemnités de départ en retraite et assimilées	120	116	95
Frais médicaux des retraités	54	42	36
Médailles du travail	11	11	11
Retraites complémentaires	517	478	453
Préretraites	4	9	12
Autres	15	11	12
<b>Valeur actualisée des droits</b>	<b>721</b>	<b>667</b>	<b>619</b>

La répartition géographique de la valeur actualisée des droits est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
France	281	299	279
Europe (hors France)	220	159	178
Etats-Unis	144	126	100
Japon	65	74	53
Asie (hors Japon)	11	9	9
<b>Valeur actualisée des droits</b>	<b>721</b>	<b>667</b>	<b>619</b>

Les principaux régimes constitutifs de l'engagement au 31 décembre 2009 sont les suivants :

- en France : il s'agit des médailles du travail et indemnités de fin de carrière, dont le versement est prévu par la loi et les conventions collectives, respectivement après une certaine ancienneté ou lors du départ en retraite ; il s'agit en outre de l'engagement vis-à-vis des membres des organes de direction du Groupe, qui bénéficient, après une certaine ancienneté dans leurs fonctions, d'un régime de retraite complémentaire dont le montant est fonction de leur dernière rémunération ;
- en Europe (hors France), les engagements concernent les régimes de retraite à prestations définies ou de remboursement des frais médicaux aux retraités, mis en place au Royaume-Uni par certaines sociétés du Groupe, le TFR (Trattamento di Fine Rapporto) en Italie, dont le versement est prévu par la loi au moment du départ de l'entreprise, quel qu'en soit le motif, ainsi que la participation des sociétés suisses au régime légal de retraite (« Loi pour la Prévoyance Professionnelle ») ;
- aux États-Unis, l'engagement provient des régimes de retraite à prestations définies ou de remboursement des frais médicaux aux retraités, mis en place par certaines sociétés du Groupe.

## 28.5 Analyse des actifs financiers dédiés

La répartition des valeurs de marché des supports dans lesquels les fonds versés sont investis est la suivante :

<i>(en pourcentage)</i>	2009	2008	2007
Actions	42	43	51
Obligations			
- émetteurs privés	27	36	33
- émetteurs publics	19	13	11
Immobilier, trésorerie et autres actifs	12	8	5
<b>Valeur de marché des actifs financiers dédiés</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Les actifs des plans ne comportent pas de biens immobiliers exploités par le Groupe ni d'actions LVMH ou Christian Dior pour des montants significatifs.

Les sommes qui seront versées aux fonds en 2010 sont estimées à 42 millions d'euros.

## NOTE 29 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 29.1 Engagements d'achat

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Raisins, vins et eaux-de-vie	1 336	1 671	1 690
Autres engagements d'achats de matières premières	68	64	24
Immobilisations industrielles ou commerciales	109	180	109
Titres de participation et investissements financiers	127	91	75

Dans l'activité Vins et Spiritueux, une partie des approvisionnements futurs en raisins, vins clairs et eaux-de-vie résulte d'engagements d'achats auprès de producteurs locaux diversifiés. Ces engagements sont évalués, selon la nature des approvisionnements, sur la base des termes contractuels, ou sur la base des prix connus à la date de la clôture et de rendements de production estimés.

Au 31 décembre 2009, l'échéance de ces engagements se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	à moins d'un an	de un à cinq ans	au-delà de cinq ans	TOTAL
Raisins, vins et eaux-de-vie	587	652	97	1 336
Autres engagements d'achats de matières premières	57	11	-	68
Immobilisations industrielles ou commerciales	53	56	-	109
Titres de participation et investissements financiers	17	95	15	127



## 29.2 Engagements de location

Outre la location de ses magasins, le Groupe finance également une partie de son équipement par des locations simples de longue durée. Par ailleurs, certains actifs immobilisés ou équipements industriels ont été acquis ou refinancés par des contrats de location financement.

### Locations simples et redevances de concessions

Au 31 décembre 2009, les engagements futurs minima non résiliables résultant des contrats de location simple et de redevances de concessions s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
A moins d'un an	907	836	722
De un à cinq ans	2 162	2 129	1 928
Au-delà de cinq ans	967	1 062	979
<b>Engagements donnés au titre de locations simples et redevances de concessions</b>	<b>4 036</b>	<b>4 027</b>	<b>3 629</b>
A moins d'un an	20	24	21
De un à cinq ans	32	50	42
Au-delà de cinq ans	6	8	4
<b>Engagements reçus au titre de sous-locations</b>	<b>58</b>	<b>82</b>	<b>67</b>

### Locations financement

Au 31 décembre 2009, les engagements futurs non résiliables résultant des contrats de location financement s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009		2008		2007	
	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements
A moins d'un an	29	31	25	25	22	21
De un à cinq ans	72	51	80	61	69	45
Au-delà de cinq ans	336	63	364	66	344	70
<b>Total des paiements minima futurs</b>	<b>437</b>	<b>145</b>	<b>469</b>	<b>152</b>	<b>435</b>	<b>136</b>
Part représentative d'intérêts financiers	(292)	-	(317)	-	(299)	-
<b>Valeur actuelle des paiements minima futurs</b>	<b>145</b>	<b>145</b>	<b>152</b>	<b>152</b>	<b>136</b>	<b>136</b>

### 29.3 Cautions, avals et autres garanties

Au 31 décembre 2009, ces engagements s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Avals et cautions	69	59	61
Autres garanties	728	726	816
<b>Garanties données</b>	<b>797</b>	<b>785</b>	<b>877</b>
<b>Garanties reçues</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>32</b>

Les échéances de ces engagements se répartissent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	à moins d'un an	de un à cinq ans	au-delà de cinq ans	TOTAL
Avals et cautions	18	44	7	69
Autres garanties	234	490	4	728
<b>Garanties données</b>	<b>252</b>	<b>534</b>	<b>11</b>	<b>797</b>
<b>Garanties reçues</b>	<b>12</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>33</b>

### 29.4 Passifs éventuels et litiges en cours

Dans le cadre de la gestion de ses activités courantes, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures concernant le droit des marques, la protection des droits de la propriété intellectuelle, la mise en place de systèmes de distribution sélective, les contrats de licence, les relations avec ses salariés, le contrôle des déclarations fiscales, et toutes autres matières inhérentes à ses activités. Le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connus ou en cours à la date de la clôture, sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

### 29.5 Autres engagements

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'engagements hors bilan significatifs autres que ceux décrits ci-dessus.

## NOTE 30 - PARTIES LIÉES

### 30.1 Relations du Groupe Financière Agache avec le Groupe Arnault

Le Groupe Financière Agache est consolidé dans les comptes de Groupe Arnault SAS.

Groupe Arnault SAS fournit au Groupe Financière Agache des prestations d'assistance dans les domaines du développement, de l'ingénierie, du droit des affaires et de l'immobilier ; en outre, Groupe Arnault SAS loue à LVMH des locaux à usage de bureaux.

Le Groupe Financière Agache loue au Groupe Arnault des locaux à usage de bureaux et lui fournit également diverses prestations administratives.

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé pour 137 millions d'euros, des participations immobilières à une structure ad hoc, détenue par le Groupe et gérée par une filiale de Groupe Arnault.



Les transactions entre le Groupe Financière Agache et le Groupe Arnault peuvent être résumées comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
- Facturations au Groupe Financière Agache	(10)	(10)	(10)
Solde fournisseurs au 31 décembre	(2)	(1)	(2)
- Facturations d'intérêts financiers au Groupe Financière Agache	(4)	(9)	(7)
Solde des comptes courants au passif du Groupe Financière Agache	(248)	(183)	(189)
- Solde des comptes d'intégration fiscale	2	2	(1)
Charge d'intégration fiscale	(5)	(5)	(8)
- Facturations du Groupe Financière Agache au Groupe Arnault	2	1	1
- Facturations d'intérêts financiers du Groupe Financière Agache au Groupe	34	83	67
Solde des comptes courants à l'actif du Groupe Financière Agache	1 849	2 128	1 527

### 30.2 Relations du Groupe Financière Agache avec Diageo

Moët Hennessy SNC et MH International SAS (ci-après « Moët Hennessy ») détiennent les participations Vins et Spiritueux du Groupe LVMH, à l'exception de Château d'Yquem, de Château Cheval Blanc et de certains vignobles champenois. Le groupe Diageo détient une participation de 34 % dans Moët Hennessy. Lors de la prise de participation, en 1994, a été établie une convention entre Diageo et LVMH ayant pour objet la répartition des frais communs de holding entre Moët Hennessy et les autres holdings du groupe LVMH.

En application de cette convention, Moët Hennessy a supporté 20 % des frais communs en 2009 (23 % en 2008, 24 % en 2007), soit un montant de 19 millions d'euros en 2009 (32 millions d'euros en 2008, 28 millions d'euros en 2007).

### 30.3 Organes de Direction

La rémunération globale des membres du Conseil d'Administration, au titre de leurs fonctions dans le Groupe, s'analyse de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	2009	2008	2007
Rémunérations brutes, charges patronales et avantages en nature	11	11	8
Avantages post-emploi	1	1	1
Autres avantages à long terme	-	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-
Coût des plans d'options et assimilés	4	4	5
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>14</b>

L'engagement comptabilisé au 31 décembre 2009 au titre des avantages post-emploi, net des actifs financiers dédiés, est de 1 million d'euros (1 million d'euros au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007).

### NOTE 31 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2009 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration, le 16 mars 2010.





## Liste des sociétés consolidées

<b>Sociétés</b>	<b>Siège social</b>	<b>Pourcentage Intérêt</b>
<b>Financière Agache SA</b>	<b>Paris, France</b>	<b>Société</b>
<b>Christian Dior SA et ses filiales</b>	Paris, France	70 %
<b>LVMH SA et ses filiales</b>	Paris, France	32 %
Sémyrhamis S.A.S	Paris, France	100 %
Coromandel S.A.S	Paris, France	100 %
Montaigne Services S.N.C	Paris, France	100 %
Agache Développement et ses filiales	Paris, France	100 %
Markas Holding B.V	Naarden, Pays-Bas	100 %
Westley et ses filiales	Luxembourg	100 %
Le Peigné S.A et ses filiales	Bruxelles, Belgique	40 %



# Rapport des commissaires aux Comptes

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

---

### MAZARS

61, rue Henri-Regnault  
92400 Courbevoie  
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

### ERNST & YOUNG et Autres

41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Financière Agache, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la Note 1.2 de l'annexe concernant les changements de méthode comptable résultant des normes, amendements et interprétations appliqués par votre Société.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les marques, enseignes et écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur réalisé selon la méthode décrite dans la Note 1.12 et dans le contexte général décrit dans la Note 1.1 de la section 1 « Principes Comptables » de l'annexe. Dans ce cadre, nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie mise en oeuvre basée sur un ensemble d'estimations et examiné les données et les hypothèses utilisées par le Groupe pour réaliser ces évaluations.
- Nous nous sommes assurés que la Note 1.10 aux états financiers donne une information appropriée sur le traitement comptable des engagements d'achat de titres de minoritaires qui ne fait pas l'objet de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

**MAZARS**

**ERNST & YOUNG et Autres**

Denis GRISON

Jeanne BOILLET



FINANCIERE AGACHE  
**COMPTES CONSOLIDÉS**  
Rapport des Commissaires aux Comptes

# Comptes annuels

---



# 1 Bilan

## Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/09			31/12/08
		Brut	Amortis. et provisions	Net	Net
Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	2.1/2.2				
Terrains		1 078	-	1 078	1 152
Constructions		864	446	418	501
Autres immobilisations corporelles		66	66	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>	2.1/2.2	<b>2 008</b>	<b>512</b>	<b>1 496</b>	<b>1 653</b>
Participations	2.5	4 370 347	16 685	4 353 662	4 353 662
Créances rattachées à des participations	2.5	928 678	93 742	834 936	1 231 697
Titres immobilisés		8	-	8	8
Prêts	2.3	18	-	18	18
Autres immobilisations financières	2.3	448	-	448	448
<b>Immobilisations financières</b>	2.1/2.2/2.8	<b>5 299 499</b>	<b>110 427</b>	<b>5 189 072</b>	<b>5 585 833</b>
<b>Actif immobilisé</b>	2.1/2.2	<b>5 301 507</b>	<b>110 939</b>	<b>5 190 568</b>	<b>5 587 486</b>
Créances clients	2.3/2.5	154	26	128	134
Créances financières	2.3/2.5	929 072	1 369	927 703	1 164 341
Autres créances	2.3/2.5/2.7	1 123	45	1 078	4 232
Valeurs mobilières de placement	2.5/2.7	56 082	2 294	53 788	93 591
Disponibilités		2 506	-	2 506	2 892
<b>Actif circulant</b>	2.8	<b>988 937</b>	<b>3 734</b>	<b>985 203</b>	<b>1 265 190</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	2.3	<b>2 246</b>	-	<b>2 246</b>	<b>3 752</b>
<b>Primes de remboursement des emprunts</b>		<b>154</b>	-	<b>154</b>	<b>338</b>
<b>TOTAL DEL'ACTIF</b>		<b>6 292 844</b>	<b>114 673</b>	<b>6 178 171</b>	<b>6 856 766</b>

## Passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/09</b>	<b>31/12/08</b>
Capital	2.4	50 774	50 774
Primes d'émission, de fusion et d'apport		441 946	441 946
Réserve légale		5 077	5 077
Réserves réglementées		55 695	55 695
Autres réserves		540 432	540 432
Report à nouveau		2 113 309	2 132 848
<b>Résultat de l'exercice</b>		222 637	3 030
Provisions réglementées		-	-
Acompte sur dividendes répartis		-	-
<b>Capitaux propres</b>	2.4	<b>3 429 870</b>	<b>3 229 802</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	2.5	<b>22 730</b>	<b>60 737</b>
Emprunts obligataires		563 270	574 593
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2.6	777 277	1 724 640
Emprunts et dettes financières divers		1 382 703	1 262 138
<b>Dettes financières</b>		<b>2 723 250</b>	<b>3 561 371</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.7	381	400
Dettes fiscales et sociales		47	353
<b>Dettes d'exploitation</b>		<b>428</b>	<b>753</b>
<b>Autres dettes</b>	2.7	<b>1 633</b>	<b>3 717</b>
<b>Dettes</b>	2.6/2.8	<b>2 725 311</b>	<b>3 565 841</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	2.6	<b>260</b>	<b>386</b>
<b>Écarts de conversion passif</b>		-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>6 178 171</b>	<b>6 856 766</b>

## 2. Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/09</b>	<b>31/12/08</b>
Autres services	-	(6)
<b>Montant net du Chiffre d'Affaires</b>	<b>-</b>	<b>(6)</b>
Reprises sur provisions et amortissements	-	-
Transferts de charges	-	-
Autres produits	237	193
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>237</b>	<b>187</b>
Autres achats et charges externes	1 276	1 593
Impôts, taxes et versements assimilés	153	267
Salaires et traitements	508	1 247
Charges sociales	175	506
Dotations aux amortissements	32	61
Dotations aux provisions sur actif circulant	-	-
Autres charges	82	73
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>2 226</b>	<b>3 747</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(1 989)</b>	<b>(3 560)</b>





<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/09</b>	<b>31/12/08</b>
Produits de participations		246 834	128 083
Produits d'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		-	-
Autres intérêts et produits assimilés		63 413	115 093
Reprises sur provisions et transferts de charges	2.5	52 562	62 937
Gains nets de change		-	735
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		9 574	20 334
<b>Produits financiers</b>		<b>372 383</b>	<b>327 182</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions	2.5	33 275	147 384
Intérêts et charges assimilées		113 838	173 103
Pertes nettes de change		1 149	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		226	1 084
<b>Charges financières</b>		<b>148 488</b>	<b>321 571</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	2.9	<b>223 895</b>	<b>5 611</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>		<b>221 906</b>	<b>2 051</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	6
Produits exceptionnels sur opérations en capital		809	1 176
Reprises sur provisions et transferts de charges	2.5	53	106
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>862</b>	<b>1 288</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		6	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		125	309
Dotations aux provisions		-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>131</b>	<b>309</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	2.1	<b>731</b>	<b>979</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	2.11	-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>222 637</b>	<b>3 030</b>



### 3. Résultat de la Société au cours des cinq derniers exercices

<i>(en milliers d'euros)</i>	2005	2006	2007	2008	2009
<b>CAPITAL</b>					
• Capital social	50 774	50 774	50 774	50 774	50 774
• Nombre d'actions ordinaires existantes	3 173 352	3 173 352	3 173 352	3 173 352	3 173 352
• Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice d'options de souscription	-	-	-	-	-
<b>OPERATIONS ET RESULTAT DEL'EXERCICE</b>					
• Chiffre d'affaires hors taxes	36	26	25	(6)	0
• Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	24 928	197 004	89 356	87 432	203 329
• Impôts sur les bénéfices	-	-	30	-	- <sup>(1)</sup>
• Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	23 121	237 881	117 978	3 030	222 637
• Résultat distribué	19 548	21 515	22 594	22 594	63 467 <sup>(2)</sup>
<b>RESULTAT PAR ACTION ( en euros)</b>					
• Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	7,86	62,08	28,16	27,55	64,07
• Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	7,29	74,96	37,18	0,95	70,16
• Dividende brut distribué à chaque action <sup>(3)</sup>	6,16	6,78	7,12	7,12	20,00 <sup>(2)</sup>
<b>PERSONNEL</b>					
• Effectif moyen (en nombre)	-	2	3	4	2
• Montant de la masse salariale	7	282	956	1 247	508
• Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	17	98	298	506	175

(1) Depuis 2003, la charge d'impôt est versée à la société mère intégrante.

(2) Proposition du Conseil d'Administration pour 2009.

(3) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

## 4. Annexe aux Comptes Annuels

### ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Financière Agache a maintenu ses participations directes ou indirectes dans les filiales Christian Dior et LVMH.

Le montant total des dividendes reçus des participations s'est élevé à 246,8 millions d'euros en 2009.

Le résultat financier s'est établi à 223,9 millions d'euros contre 5,6 millions d'euros en 2008. Cette amélioration de 218,3 millions d'euros s'explique essentiellement par l'augmentation de 118,8 millions d'euros des dividendes reçus et de 102,2 millions d'euros de reprises nettes de provisions.

Le résultat net s'établit à 222,6 millions d'euros.

### 1. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au Règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode du coût historique à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

#### 1.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

---

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire et en fonction des durées d'utilisation estimées suivantes :

- |  |                 |
|--|-----------------|
| - constructions  | : 20 à 50 ans;  |
| - installations générales, agencements et aménagements | : 4 à 10 ans;   |
| - matériel de transport                                | : 4 ans;        |
| - mobilier de bureau et matériel de bureau             | : 3 à 10 années |

#### 1.2 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

---

Les titres de participations ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur d'usage. Lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.



Dans les cas de participations directes et indirectes dans les sociétés cotées, la valeur d'usage est appréciée à partir d'une position globale de contrôle majoritaire, de la valorisation boursière et de la quote-part des capitaux propres consolidés retraités de ces sociétés.

La valeur d'usage des autres participations non cotées est généralement estimée en fonction de la quote-part des capitaux propres retraités des sociétés concernées.

Les résultats de cession partielle de titres de participation sont enregistrés en résultat financier et sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

### **1.3 CRÉANCES ET DETTES**

---

Les créances et dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque les perspectives d'encaissement s'avèrent inférieures à la valeur comptable.

### **1.4 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

---

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur de marché établie comme suit :

- titres cotés : cours moyen du dernier mois ;
- autres titres : valeur probable de négociation ou valeur liquidative.

Les résultats des cessions des valeurs mobilières de placement sont calculés selon la méthode FIFO.

### **1.5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

---

La Société constitue une provision pour les risques et charges certains ou probables à la clôture de chaque exercice dans le respect du principe de prudence.

### **1.6 OPÉRATIONS EN DEVISES**

---

En cours de période, les transactions en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités et valeurs mobilières de placement en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur aux cours de fin d'exercice.

Les résultats des opérations qui concourent à une position globale de change par devise (réalisés ou résultant de la réévaluation des positions à la clôture de la période) sont enregistrés en résultat et présentés pour leur montant net.

La différence résultant de la conversion au cours de clôture des dettes et des créances en devises qui ne concourent pas à une position globale de change est inscrite dans le poste "Écart de conversion". Les pertes de change latentes ne faisant pas l'objet de couverture sont provisionnées.

## **1.7 RÉSULTAT FINANCIER**

---

Du fait de son type d'activité, la Société applique les principes suivants :

- les résultats de cession partielle de titres de participations sont enregistrés en résultat financier, et sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré ;

les plus et moins-values nettes sur valeurs mobilières de placement comprennent les charges et produits liés aux cessions.

## **1.8 RÉSULTAT SUR CONTRATS D'OPTION ET CONTRATS À TERME**

---

### ***a) sur opérations de couverture***

Les gains et pertes sont constatés en résultat, de manière symétrique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert.

### ***b) sur les autres opérations***

Si la valeur de marché de l'instrument est génératrice d'une perte latente pour la Société par rapport à la valeur initiale de l'instrument, une provision pour risque est comptabilisée. Les gains latents ne sont pas pris en compte.



## 2. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

### 2.1 IMMOBILISATIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeurs brutes au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2009
		Acquisitions, créations, virements	Cessions, virements	
<hr/>				
Autres immobilisations incorporelles				
<hr/>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<hr/>				
Terrains	1 152	-	74	1 078
Constructions et agencements	1 040	-	176	864
Installations générales, agencements et aménagements	-	-	-	-
Matériel de transport	66	-	-	66
Mobilier et matériel de bureau	-	-	-	-
<hr/>				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 258</b>		<b>250</b>	<b>2 008</b>
<hr/>				
Participations	4 370 327	20	-	4 370 347
Créances rattachées à des participations	1 303 773	32 126	407 221	928 678
Titres immobilisés	8	-	-	8
Prêts	18	-	-	18
Autres immobilisations financières	448	-	-	448
<hr/>				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 674 574</b>	<b>32 146</b>	<b>407 221</b>	<b>5 299 499</b>
<hr/>				
<b>TOTAL</b>	<b>5 676 832</b>	<b>32 146</b>	<b>407 471</b>	<b>5 301 507</b>
<hr/>				

Les « créances rattachées à des participations », d'un montant brut de 928,7 millions d'euros au 31 décembre 2009, sont constituées de prêts à terme accordés à des filiales de Financière Agache.

## 2.2 AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Situations et mouvements de l'exercice</b>			
	<b>Amortissements ou provisions 01/01/2009</b>	<b>Augmentations dotations</b>	<b>Diminutions reprises</b>	<b>Amortissements ou provisions 31/12/2009</b>
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	-	-	-	-
Constructions et agencements	605	32	125	512
Installations générales, agencements et aménagements	-	-	-	-
Mobilier et matériel de bureau	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>605</b>	<b>32</b>	<b>125</b>	<b>512</b>
Participations	16 665	20	-	16 685
Créances rattachées à des participations	72 076	21 666	-	93 742
Titres immobilisés et prêts	-	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>88 741</b>	<b>21 686</b>	-	<b>110 427</b>
<b>TOTAL</b>	<b>89 346</b>	<b>21 718</b>	<b>125</b>	<b>110 939</b>

Les provisions constituées sur « Participations et créances rattachées à des participations », d'un montant total de 21,7 millions d'euros, reflètent principalement le niveau de situation nette des filiales concernées.

## 2.3 ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES PRÊTS ET CRÉANCES

<b>Prêts et créances</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations	928 678	1 231	927 447
Prêts et autres immobilisations financières	466	3	463
Créances clients et comptes rattachés	154	154	-
Créances financières	929 072	929 072	-
Autres créances	1 123	1 123	-
Charges constatées d'avance	2 246	2 225	21
<b>TOTAL</b>	<b>1 861 739</b>	<b>933 808</b>	<b>927 931</b>

### Créances rattachées à des participations

Les créances représentent des prêts à terme (dont intérêts courus de 1,2 million d'euros) accordés à des filiales de Financière Agache.

### Créances financières



Les créances financières incluent les avances de trésorerie faites aux sociétés du Groupe dans le cadre du pool de trésorerie ou de conventions bilatérales.

Les intérêts courus relatifs aux créances financières s'élèvent à 1,3 million d'euros.

#### **Autres créances**

Les autres créances incluent principalement des produits à recevoir sur swaps liés à des emprunts pour 0,6 million d'euros.

#### **Charges et produits constatés d'avance**

Au 31 décembre 2009, les charges constatées d'avance incluent un montant de 0,9 million d'euros représentant des intérêts précomptés sur billets de trésorerie.

## **2.4 CAPITAUX PROPRES**

---

### **2.4.1 Composition du capital social**

Le capital social est composé de 3 173 352 actions d'un nominal de 16 euros, dont 2 819 394 actions bénéficient d'un droit de vote double.

### **2.4.2 Variation des capitaux propres**

*(en milliers d'euros)*

---

<b>Capitaux propres au 31.12.2008</b> (avant affectation du résultat)	<b>3 229 802</b>
Résultat	222 637
Dividendes distribués	(22 569)
Acompte sur dividendes	-
Variation des réserves réglementées	-
Variation du report à nouveau	-
<b>Capitaux propres au 31.12.2009</b> (avant affectation du résultat)	<b>3 429 870</b>

---





## 2.5 DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant 01/01/2009	Dotations	Diminutions	Montant 31/12/2009
<b>Dépréciations</b>				
Participations	16 665	20	-	16 685
Créances rattachées à des participations	72 076	21 666	-	93 742
Créances clients	26	-	-	26
Créances financières et autres créances	3 557	-	2 143	1 414
Autres valeurs mobilières de placement	3 385	215	1 306	2 294
<b>Sous-total</b>	<b>95 709</b>	<b>21 901</b>	<b>3 449</b>	<b>114 161</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Litiges et risques divers	60 737	11 159	49 166	22 730
<b>Sous-total</b>	<b>60 737</b>	<b>11 159</b>	<b>49 166</b>	<b>22 730</b>
<b>TOTAL</b>	<b>156 446</b>	<b>33 060</b>	<b>52 615</b>	<b>136 891</b>
Amortissement de la prime sur emprunt	-	215	-	-
Dont Financier	-	33 275	52 562	-
Exceptionnel	-	-	53	-

Les dotations aux provisions sur « créances rattachées à des participations » et sur « risques divers » respectivement de 21,7 millions d'euros et 11,2 millions d'euros reflètent le niveau de situation nette des filiales concernées.

La reprise de provisions sur « risques divers » de 49,2 millions d'euros concerne principalement des opérations dérivées.

## 2.6 ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

<b>Dettes</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an et - 5 ans	A plus de 5 ans
• Emprunts obligataires	563 270	113 270	450 000	-
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	777 277	311 233	466 044	-
• Emprunts et dettes financières diverses	1 382 703	1 382 703	-	-
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	381	381	-	-
• Dettes fiscales et sociales	47	47	-	-
• Autres dettes	1 633	1 633	-	-
• Produits constatés d'avance	260	260	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 725 571</b>	<b>1 809 527</b>	<b>916 044</b>	

En 2009, un emprunt obligataire privé de 200 millions d'euros à échéance juillet 2012 a été émis.



Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit de 777 millions d'euros se décomposent en emprunts à moyen et long terme de 466 millions d'euros et en emprunts à court terme de 311 millions d'euros.

Les emprunts et dettes financières diverses comprennent :

- des encours de titres de créances négociables pour 605 millions d'euros;
- des avances de trésorerie faites par les sociétés du Groupe à Financière Agache pour 778 millions d'euros.

La société Financière Agache, ainsi que le veut l'usage en matière de crédit, a souscrit à des engagements de détention de pourcentage d'intérêts et de droits de vote de certaines de ses filiales et au respect d'un ratio « actifs sur dette financière nette ». Le niveau actuel de ce ratio assure à la Société une réelle flexibilité financière au regard de cet engagement.

## 2.7 PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES À PAYER RATTACHÉS AUX POSTES DE CRÉANCES ET DE DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Charges à payer Produits perçus d'avance	Produits à recevoir Charges constatées d'avance
<b>Actif circulant</b>		
Valeurs mobilières de placement	-	-
Autres créances	-	2 883
<b>Dettes</b>		
Dettes financières	4 396	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	283	-
Dettes fiscales et sociales	20	-
Autres dettes	1 598	-
Produits constatés d'avance	260	

## 2.8 ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

### Au bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Éléments concernant les entreprises liées</b>	
	<b>liées <sup>(1)</sup></b>	<b>ayant un lien de participation <sup>(2)</sup></b>
<b>Actif immobilisé</b>		
Participations	4 364 658	5 689
Créances rattachées à des participations	172 852	755 826
<b>Actif circulant</b>		
Créances clients et comptes rattachés	-	-
Créances financières	900 140	28 932
Autres créances	-	-
Valeurs mobilières de placement	25 433	-
Charges constatées d'avance	-	-
<b>Dettes</b>		
Dettes financières	777 947	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	-	-
Produits constatés d'avance	48	212

(1) Entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidé (exemple : société-mère, filiales, sociétés sœurs consolidées).

(2) Pourcentage de contrôle compris entre 10 et 50 %.



## Au compte de résultat

Les charges et produits concernant les entreprises liées ou avec lesquelles la Société a un lien de participation, se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Produits de participations	246 834	-
Intérêts et autres	44 445	17 330

## 2.9 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Le résultat financier s'élève à 223,9 millions d'euros. Il comprend principalement :

- des dividendes pour 249,2 millions d'euros ;
- un produit net sur valeurs mobilières de placement de 10,5 millions d'euros ;
- une dotation nette aux provisions sur filiales de 30,7 millions d'euros et une reprise nette de provisions sur opérations dérivées de 49,1 millions d'euros ;
- des charges financières nettes liées aux emprunts pour 60,6 millions d'euros ;
- un gain sur opération dérivée de 7,6 millions d'euros ;
- d'autres charges nettes pour 1,2 million d'euros.

## 2.10 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<b>Produits exceptionnels</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/09</b>	<b>31/12/08</b>
Produits divers sur opérations de gestion	-	6
Produits sur opérations en capital	809	1 176
Reprises sur provisions et transferts de charges	53	106
<b>TOTAL</b>	<b>862</b>	<b>1 288</b>

<b>Charges exceptionnelles</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/09</b>	<b>31/12/08</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6	-
Charges sur opérations en capital	125	309
Dotations aux provisions	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>131</b>	<b>309</b>

En 2009, le résultat exceptionnel résulte pour l'essentiel de cessions d'immobilisations corporelles.

## 2.11 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/09			31/12/08		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	221 906	-	221 906	2 051	-	2 051
Résultat exceptionnel	731	-	731	979	-	979
<b>TOTAL</b>	<b>222 637</b>	<b>-</b>	<b>222 637</b>	<b>3 030</b>	<b>-</b>	<b>3 030</b>

## 2.12 SITUATION FISCALE

La société Financière Agache est, depuis 2004, membre du groupe d'intégration fiscale dont Groupe Arnault est société mère intégrante.

Financière Agache calcule et comptabilise sa charge d'impôt comme si elle était imposée séparément, et verse le montant de cet impôt à la société tête d'intégration.

## 3. Autres informations

### 3.1 ENGAGEMENTS FINANCIERS

#### Engagements sur instruments financiers à terme

##### *Instruments de couverture*

La société Financière Agache utilise, pour son propre compte, différents instruments de couverture de taux d'intérêt, qui répondent à sa politique de gestion. Celle-ci a pour objectif de se prémunir de l'effet de possibles hausses de taux d'intérêt sur l'endettement existant, tout en veillant à ne pas prendre de positions spéculatives.

La nature des instruments en vie au 31 décembre 2009 et le montant des sous-jacents (hors ceux à court terme) s'analysent de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant du sous-jacent		Valeur de
	Échéance		marché
	2010	2011	31/12/09
Swaps de taux	335 000		(2 122)
Caps		150 000	394

#### Engagements donnés

- Financière Agache s'est portée garante de financements accordés à certaines de ses filiales pour un montant total de 1 613 millions d'euros et de 40 millions de dollars.
- Par ailleurs, des titres ont été déposés auprès d'un établissement financier, sans être gagés, dans le cadre de la mise en place d'une ligne de crédit de 300 millions d'euros (confère Note 2.6).



- Dans le cadre de la cession de participations, des filiales de Financière Agache ont accordé des garanties d'actif et de passif usuelles en la matière et Financière Agache s'est portée fort des engagements desdites filiales.

### Engagement reçus

Néant.

## 3.2 RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

---

Une rémunération brute de 73,2 milliers d'euros a été versée aux organes d'administration et de direction.

## 3.3 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Ernst & Young et Autres	Ernst & Young Audit	Mazars	Mazars
	2009	2008	2009	2008
<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant	Montant	Montant	Montant
Commissariat aux Comptes	92	103	92	103
Autre diligences et prestations directement liées à la mission des Commissaires aux Comptes	7	-	6	-
TOTAL	99	103	98	103

## 3.4 IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE FINANCIÈRE AGACHE

---

DENOMINATION SOCIALE

Groupe Arnault SAS

SIEGE SOCIAL

41 avenue Montaigne  
75008 PARIS

---

### 3.5 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES TITRES DE PARTICIPATION ET LES VALEURS MOBILIÈRES

#### Liste des filiales et participations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Bénéfice / perte au 31/12/2009
<b>A. Titres dont la valeur brute excède 1% du capital</b>			
<b>1. Filiales ( 50% au moins du capital détenu par la société )</b>			
Agache Développement	37 329	100,00%	2 925
Coromandel	23 130	100,00%	(143)
Montaigne Services	(6)	99,90%	(21)
Financière Agache Private Equity	1 210	100,00%	5
Semyrhamis	3 967 644	100,00%	168 396
Markas Holding	191 843	100,00%	188 039
Westley International	(19 906)	100,00%	(11 139)
<b>2. Participations ( capital détenu par la société entre 10% et 50% )</b>			
Néant			
<b>3. Autres</b>			
Christian Dior	2 999 056	8,35% *	342 584
LVMH	5 706 908	1,63% *	436 107
Filiale étrangère	(89 393)	40,36%	11 004
<b>B. Autres (titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital)</b>			
Sévrilux	46	99,96%	-

\* hors titres retenus en VMP

#### Information sur les titres immobilisés de l'activité de portefeuille « TIAP »

Non significatif.

#### Information sur les valeurs mobilières

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette 31/12/2009
Actions	28 340
FCP et FCPR	-
Bons du trésor	-
Hedge Funds et fonds de Private Equity	2 772
Dépôts à terme	22 676
<b>Valeurs mobilières</b>	<b>53 788</b>



# Rapports des Commissaires aux Comptes

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

---

### MAZARS

61, rue Henri-Regnault  
92400 Courbevoie  
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

### ERNST & YOUNG et Autres

41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Financière Agache, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.





Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La Note 1.2 de la section « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

**MAZARS**

**ERNST & YOUNG et Autres**

Denis GRISON

Jeanne BOILLET

## Honoraires perçus en 2009 par les Commissaires aux Comptes

<i>(en milliers d'euros, hors taxes)</i>	Ernst & Young et Autres				Mazars			
	2009		2008		2009		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :								
• Financière Agache	92	1	103	1	92	9	103	10
• Filiales consolidées	11 004	83	10 883	82	915	90	930	90
Autres diligences et prestations directement liées à la mission des Commissaires aux Comptes :								
• Financière Agache	7	-	-	-	6	-	-	-
• Filiales consolidées	476	4	907	7	8	1	4	-
<b>Sous-total</b>	<b>11 579</b>	<b>88</b>	<b>11 893</b>	<b>89</b>	<b>1 021</b>	<b>100</b>	<b>1 037</b>	<b>100</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales consolidées</b>								
• Juridique, fiscal, social	1 327	10	1 201	9	-	-	-	-
• Autres	262	2	207	2	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 589</b>	<b>12</b>	<b>1 408</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>13 168</b>	<b>100</b>	<b>13 301</b>	<b>100</b>	<b>1 021</b>	<b>100</b>	<b>1 037</b>	<b>100</b>



## **Déclaration du Responsable du rapport financier annuel**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 4 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Les Commissaires aux Comptes ont attiré notre attention, dans leur rapport sur les comptes consolidés au titre de l'exercice 2009, sur la Note 1.2 de l'annexe aux états financiers consolidés concernant les changements de méthode comptable résultant des normes, amendements et interprétations appliqués par la Société .

Paris, le 27 avril 2010

**Par délégation du Président-Directeur Général**

Florian OLLIVIER  
Directeur Financier



FINANCIERE AGACHE